

**Secrétariat
aux affaires
intergouvernementales
canadiennes**

Québec 

CAHIER EXPLICATIF

DES CRÉDITS

2016-2017

AVRIL 2016

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**

***RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX***

AVRIL 2016

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016:
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés ;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.):

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant:
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016:

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

15.

a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

- 16.
- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
 - b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
 - c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.
 - d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2016-2017.

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2016-2017;
- c) par catégorie d'âge.

24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
28. Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
29. Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016:
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - e) l'objet;
 - f) les dates.
32. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

33. La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
34. Le détail des crédits périmés et reportés et ~~des gels de crédits~~ pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.
35. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.
36. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.
37. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
39. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
40. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
41. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

42. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés
43. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
44. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
45. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
46. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
47. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
48. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
49. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.
50. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
51. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
52. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
54. Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

55. Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

56. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017:

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

57.

a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

59. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 1 :

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE
FINANCIÈRE 2015-2016 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Réponse : Voir document joint. À noter que l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère du Conseil exécutif en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

1. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
<u>2015-2016</u>										
Tihana Majcen	conseillère	Congé au Québec après trois années consécutives en poste conformément à l'article 98 de la Directive concernant les indemnités et les allocations versées aux fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec	2015-04-01	2015-04-30	Québec	395,24 \$	- \$	- \$	- \$	395,24 \$
Nicole Lemieux	chef de poste	Rencontres et réunions au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	2015-04-01	2015-04-09	Québec	707,28 \$	146,48 \$	- \$	14,71 \$	868,47 \$
Suela Sefa	conseillère	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de l'agriculture	2015-04-08	2015-04-09	Ottawa (Ontario)	637,84 \$	186,02 \$	61,24 \$	13,10 \$	898,20 \$
Valérie Valluy Caroline Voisard	avocate avocate	"2014 Constitutional Cases Conference"	2015-04-09	2015-04-11	Toronto (Ontario)	804,10 \$	657,14 \$	175,22 \$	122,64 \$	1 759,10 \$
Suela Sefa	conseillère	Conseil des sous-ministres responsables des transports et de la sécurité routière	2015-04-20	2015-04-21	Ottawa (Ontario)	387,60 \$	176,66 \$	48,67 \$	44,75 \$	657,68 \$
Artur J. Pires Valérie Côté	directeur adjointe au directeur	Rencontre du Comité directeur du Conseil de la fédération et Rencontre des hauts fonctionnaires du Conseil de la fédération	2015-04-20	2015-04-22	Saint-Jean (Terre-Neuve-et-Labrador)	1 646,04 \$	852,42 \$	203,78 \$	142,91 \$	2 845,15 \$
Yves Castonguay	secrétaire général associé	Rencontre du Comité directeur du Conseil de la fédération	2015-04-20	2015-04-22	Saint-Jean (Terre-Neuve-et-Labrador)	841,02 \$	426,22 \$	74,10 \$	79,55 \$	1 420,89 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Nicole Lemieux	chef de poste	Déplacement lié à l'affectation, conformément à la Directive concernant les indemnités et les allocations versées et les frais remboursables aux fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec	2015-04-20	2015-04-25	Québec	784,28 \$	- \$	352,26 \$	5,09 \$	1 141,63 \$
François Plante	conseiller	Réunion provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables des services sociaux	2015-04-29	2015-05-02	Edmonton (Alberta)	885,06 \$	469,10 \$	117,99 \$	85,74 \$	1 557,89 \$
Yves Castonguay	secrétaire général associé	Mission en Ontario du premier ministre du Québec, M. Philippe Couillard	2015-05-10	2015-05-11	Toronto (Ontario)	745,93 \$	160,55 \$	78,11 \$	74,32 \$	1 058,91 \$
Jean-Marc Fournier Daria Hobeika	ministre directrice de cabinet	Mission en Ontario du premier ministre du Québec, M. Philippe Couillard	2015-05-10	2015-05-11	Toronto (Ontario)	2 503,59 \$	340,34 \$	23,01 \$	32,56 \$	2 899,50 \$
Valérie Valluy	coordonnatrice	Réunion annuelle du Groupe de travail sur les affaires autochtones	2015-05-11	2015-05-13	Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)	1 162,36 \$	321,06 \$	108,19 \$	27,05 \$	1 618,66 \$
Olivier Périnet Lemieux	conseiller	Réunion des sous-ministres du Conseil canadien des ministres de l'environnement	2015-05-13	2015-05-14	Toronto (Ontario)	396,61 \$	216,92 \$	37,88 \$	144,17 \$	795,58 \$
Sébastien Michaud Léger	conseiller	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres des mines et de l'énergie	2015-05-21	2015-05-21	Toronto (Ontario)	717,90 \$	- \$	34,51 \$	14,96 \$	767,37 \$
Suela Sefa	conseillère	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de l'immigration	2015-05-21	2015-05-22	Toronto (Ontario)	664,84 \$	175,04 \$	66,02 \$	97,81 \$	1 003,71 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Daria Hobeika	directrice de cabinet	Rencontres avec les caucus des députés du Parti libéral du Canada et du Nouveau parti démocratique et Rencontres avec les représentants de la Fédération des communautés francophones et acadienne, de l'Alliance des radios communautaires du Canada et de l'Association de la presse francophone	2015-05-25	2015-05-25	Ottawa (Ontario)	- \$	- \$	17,86 \$	- \$	17,86 \$
Jean-Marc Fournier	ministre	Rencontres avec les caucus des députés du Parti libéral du Canada et du Nouveau parti démocratique et Rencontres avec les représentants de la Fédération des communautés francophones et acadienne, de l'Alliance des radios communautaires du Canada et de l'Association de la presse francophone	2015-05-25	2015-05-25	Ottawa (Ontario)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Guy-Anne Massicotte	conseillère	Rencontres avec les caucus des députés du Parti libéral du Canada et du Nouveau parti démocratique et Rencontres avec les représentants de la Fédération des communautés francophones et acadienne, de l'Alliance des radios communautaires du Canada et de l'Association de la presse francophone	2015-05-25	2015-05-25	Ottawa (Ontario)	208,82 \$	- \$	43,20 \$	10,08 \$	262,10 \$
Sébastien Michaud Léger	conseiller	Table des sous-ministres fédéral-provinciaux-territoriaux sur la collaboration relative à la prestation de services	2015-05-26	2015-05-28	Edmonton (Alberta)	1 147,33 \$	338,97 \$	70,95 \$	21,91 \$	1 579,16 \$
Josée Bergeron	directrice par intérim	Congrès annuel de l'Association canadienne de science politique 2015	2015-06-01	2015-06-04	Ottawa (Ontario)	- \$	560,12 \$	176,99 \$	423,58 \$	1 160,69 \$

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Participants(es)	Fonction	Objet	VOYAGE			COÛTS				Total
			Date début	Date de fin	Lieux	Transport	Logement	Repas	Autres	
Josée Bergeron	directrice par intérim	Colloque annuel 2015 de l'État de la fédération de l'Institut des relations intergouvernementales de l'Université Queen's	2015-06-04	2015-06-06	Kingston (Québec)	94,12 \$	- \$	88,50 \$	18,05 \$	200,67 \$
Artur J. Pires Valérie Côté	directeur conseillère	Réunion des hauts fonctionnaires du Conseil de la fédération	2015-06-08	2015-06-09	Toronto (Ontario)	769,16 \$	412,24 \$	75,04 \$	115,40 \$	1 371,84 \$
Cynthia Jean	responsable du Bureau du secrétaire général associé	Mission préparatoire à la Rencontre estivale 2015 des premiers ministres des provinces et territoires	2015-06-08	2015-06-09	St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	919,82 \$	202,66 \$	68,88 \$	59,83 \$	1 251,19 \$
Sébastien Côté	conseiller	Conférence des sous-ministres provinciaux-territoriaux de la Santé et Conférence des sous-ministres fédéral-provinciaux-territoriaux de la Santé	2015-06-09	2015-06-12	Victoria (Colombie-Britannique)	1 280,46 \$	566,22 \$	123,65 \$	209,04 \$	2 179,37 \$
Lise Thiboutot	conseillère	Réunion du Comité consultatif des sous-ministres de l'éducation et Réunion du Conseil des ministres de l'Éducation	2015-06-09	2015-06-12	Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)	1 009,91 \$	642,12 \$	131,25 \$	54,08 \$	1 837,36 \$
Catherine Girard-Lamoureux	conseillère	Table des sous-ministres fédéral-provinciaux et territoriaux sur la cybersécurité et Réunions provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la justice et de la sécurité publique	2015-06-09	2015-06-12	Winnipeg (Manitoba)	966,18 \$	542,37 \$	79,13 \$	53,17 \$	1 640,85 \$
Olivier Lemieux Périnet	conseiller	Réunion des ministres responsables des négociations pour le renouvellement du commerce intérieur	2015-06-09	2015-06-09	Toronto (Ontario)	464,63 \$	- \$	18,95 \$	89,38 \$	572,96 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Guy-Anne Massicotte	conseillère	Ouverture de l'Université d'été sur la francophonie des Amériques à l'Université d'Ottawa	2015-06-12	2015-06-13	Ottawa (Ontario)	207,49 \$	- \$	42,91 \$	5,04 \$	255,44 \$
Jean-Marc Fournier	ministre	Ouverture de l'Université d'été sur la francophonie des Amériques à l'Université d'Ottawa	2015-06-13	2015-06-13	Ottawa (Ontario)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Sylvie Lachance	secrétaire adjointe à la francophonie canadienne	Rencontre du Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne et Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne	2015-06-15	2015-06-18	Toronto (Ontario)	512,88 \$	645,83 \$	105,97 \$	119,88 \$	1 384,56 \$
Christiane Morin	directrice	Rencontre du Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne et Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne	2015-06-15	2015-06-18	Toronto (Ontario)	505,05 \$	599,71 \$	78,69 \$	48,84 \$	1 232,29 \$
Guy-Anne Massicotte	conseillère	Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne	2015-06-15	2015-06-18	Toronto (Ontario)	499,79 \$	399,80 \$	122,16 \$	70,26 \$	1 092,01 \$
Jean-Marc Fournier	ministre	Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne	2015-06-16	2015-06-17	Toronto (Ontario)	359,11 \$	199,90 \$	27,88 \$	16,28 \$	603,17 \$
Suela Sefa	conseillère	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des hautes et hauts fonctionnaires et des ministres responsables de la condition féminine	2015-06-17	2015-06-19	Winnipeg (Manitoba)	781,96 \$	384,31 \$	80,84 \$	38,66 \$	1 285,77 \$
Andrée Cormier	attachée au développement	Assemblée générale annuelle 2015 de la Société Nationale de l'Acadie et Commission permanente de concertation entre l'Acadie et le Québec	2015-06-18	2015-06-21	Îles-de-la-Madeleine (Québec)	89,22 \$	315,00 \$	74,11 \$	15,11 \$	493,44 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

Participants(es)	Fonction	Objet	VOYAGE			COÛTS				
			Date début	Date de fin	Lieux	Transport	Logement	Repas	Autres	Total
Richard Barrette	chef de poste	Assemblée générale annuelle 2015 de la Société Nationale de l'Acadie et Commission permanente de concertation entre l'Acadie et le Québec	2015-06-18	2015-06-21	Îles-de-la-Madeleine (Québec)	526,19 \$	315,00 \$	108,11 \$	15,12 \$	964,42 \$
Olivier Lemieux Périnet	conseiller	Réunion fédérale-provinciale-territoriale du Conseil canadien des ministres de l'environnement	2015-06-22	2015-06-23	Winnipeg (Manitoba)	785,96 \$	180,79 \$	34,85 \$	94,36 \$	1 095,96 \$
Catherine Girard-Lamoureux	conseillère	Réunion des ministres fédéral-provinciaux-territoriaux du développement du Nord	2015-06-23	2015-06-26	Whitehorse (Yukon)	1 329,40 \$	421,01 \$	119,41 \$	52,59 \$	1 922,41 \$
Richard Barrette	chef de poste	Congé au Québec après trois années consécutives en poste conformément à l'article 98 de la Directive concernant les indemnités et les allocations versées aux fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec	2015-07-02	2015-07-31	Sainte-Adèle (Québec)	781,06 \$	- \$	- \$	- \$	781,06 \$
Florence Hudon	conseillère	Réunion des sous-ministres provinciaux-territoriaux responsables des administrations locales	2015-07-05	2015-07-09	Victoria (Colombie-Britannique)	1 094,77 \$	844,31 \$	117,51 \$	164,38 \$	2 220,97 \$
Marc-André Turcotte	conseiller	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la culture et du patrimoine et Réunions provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de la culture et du patrimoine	2015-07-06	2015-07-09	Saint Andrews (Nouveau-Brunswick)	589,79 \$	523,05 \$	120,98 \$	56,55 \$	1 290,37 \$
Cynthia Jean	responsable du Bureau du secrétaire général associé	Mission du premier ministre, M. Philippe Couillard, à l'occasion de sa participation au Sommet des Amériques sur le climat	2015-07-06	2015-07-09	Toronto (Ontario)	678,30 \$	929,07 \$	201,77 \$	107,03 \$	1 916,17 \$
Sébastien Michaud Léger	conseiller	Conseil canadien des ministres des forêts	2015-07-09	2015-07-10	Thunder Bay (Ontario)	707,52 \$	131,15 \$	56,37 \$	36,93 \$	931,97 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Cynthia Jean	responsable du Bureau du secrétaire général associé	Rencontre estivale 2015 des premiers ministres des provinces et des territoires	2015-07-12	2015-07-18	St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	1 615,16 \$	1 344,56 \$	201,62 \$	95,74 \$	3 257,08 \$
Claire Paradis	adjoite administrative au secrétaire général associé	Rencontre estivale 2015 des premiers ministres des provinces et territoires	2015-07-14	2015-07-18	St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	874,53 \$	898,56 \$	111,06 \$	56,29 \$	1 940,44 \$
Yves Castonguay	secrétaire général associé	Rencontre estivale 2015 des premiers ministres des provinces et territoires	2015-07-14	2015-07-18	St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	919,10 \$	869,44 \$	107,96 \$	56,29 \$	1 952,79 \$
François Plante	conseiller	Rencontre estivale 2015 des premiers ministres des provinces et territoires	2015-07-14	2015-07-18	St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	877,53 \$	898,56 \$	61,25 \$	56,28 \$	1 893,62 \$
Valérie Côté	conseillère	Rencontre estivale 2015 des premiers ministres des provinces et territoires	2015-07-14	2015-07-18	St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	852,27 \$	898,56 \$	61,25 \$	56,28 \$	1 868,36 \$
Artur J. Pires	directeur	Rencontre estivale 2015 des premiers ministres des provinces et territoires	2015-07-14	2015-07-18	St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	965,14 \$	898,56 \$	61,25 \$	56,28 \$	1 981,23 \$
Suela Sefa	conseillère	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de l'agriculture	2015-07-15	2015-07-17	Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	518,77 \$	438,23 \$	66,91 \$	487,41 \$	1 511,32 \$
Daria Hobeika	directrice de cabinet	Rencontre estivale 2015 des premiers ministres des provinces et territoires (vol annulé en raison de la météo)	2015-07-15	2015-07-17	St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	145,35 \$	- \$	- \$	- \$	145,35 \$
Jean-Marc Fournier	ministre	Rencontre estivale 2015 des premiers ministres des provinces et territoires (vol annulé en raison de la météo)	2015-07-15	2015-07-17	St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	75,10 \$	- \$	- \$	- \$	75,10 \$

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Marc-André Turcotte	conseiller	Conférence des ministres de l'énergie et des mines (CMEM) - Réunion fédérale-provinciale-territoriale	2015-07-19	2015-07-21	Halifax (Nouvelle-Écosse)	784,99 \$	395,89 \$	108,70 \$	651,75 \$	1 941,33 \$
Tihana Majcen	conseillère	Voyage préalable au rapatriement au Québec conformément à l'article 17 de la Directive concernant les indemnités et les allocations versées aux fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec	2015-07-20	2015-07-26	Montréal (Québec)	211,25 \$	552,00 \$	154,48 \$	20,16 \$	937,89 \$
Hobeika, Daria	directrice de cabinet	400e anniversaire de présence francophone en Ontario	2015-07-30	2015-08-02	Penetanguishene (Ontario)	528,43 \$	298,41 \$	126,10 \$	- \$	952,94 \$
Fournier, Jean-Marc	ministre	400e anniversaire de présence francophone en Ontario	2015-07-31	2015-08-04	Penetanguishene (Ontario)	518,03 \$	- \$	- \$	62,60 \$	580,63 \$
Tihana Majcen	conseillère	Rapatriement au Québec	2015-08-27	2015-08-28	Montréal (Québec)	150,48 \$	284,13 \$	92,95 \$	21,32 \$	548,88 \$
Guy-Anne Massicotte	conseillère	Rencontres avec les ministres responsables de la francophonie des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse et Rencontres avec des organismes de la communauté francophone	2015-08-30	2015-09-01	Moncton et Frédéricton (Nouveau-Brunswick) et Halifax (Nouvelle-Écosse)	1 589,29 \$	301,67 \$	75,13 \$	22,13 \$	1 988,22 \$
Jean-Marc Fournier	ministre	Rencontres avec les ministres responsables de la francophonie des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse et Rencontres avec des organismes de la communauté francophone	2015-08-30	2015-09-01	Moncton et Frédéricton (Nouveau-Brunswick) et Halifax (Nouvelle-Écosse)	1 169,84 \$	301,67 \$	42,47 \$	22,13 \$	1 536,11 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Andrée Cormier	attachée au développement	Rendez-Vous Acadie-Québec 2015	2015-09-16	2015-09-18	Saint-Georges (Québec)	- \$	293,07 \$	43,21 \$	10,08 \$	346,36 \$
Richard Barrette	chef de poste	Rendez-Vous Acadie-Québec 2015	2015-09-16	2015-09-18	Saint-Georges (Québec)	673,98 \$	- \$	63,04 \$	10,08 \$	747,10 \$
Sébastien Michaud Léger	conseiller	Réunion fédérale-provinciale-territoriale du Conseil des sous-ministres responsables des transports et de la sécurité routière	2015-09-29	2015-09-30	Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	743,69 \$	145,72 \$	61,24 \$	13,10 \$	963,75 \$
Olivier Lemieux Périnet	conseiller	Réunion des ministres sur le renouvellement de l'Accord sur le commerce intérieur	2015-10-02	2015-10-02	Toronto (Ontario)	751,20 \$	- \$	18,94 \$	142,96 \$	913,10 \$
Daria Hobeika	directrice de cabinet	Rencontre avec le ministre responsable du Secrétariat francophone de l'Alberta et Rencontre avec le premier ministre et ministre des Relations fédérales-provinciales et ministre responsable des Affaires francophones du Manitoba et Participation à l'assemblée annuelle de la Société franco-manitobaine et au Congrès annuel de la francophonie albertaine 2015 et Rencontres avec des organismes de la communauté francophone	2015-10-15	2015-10-17	Edmonton (Alberta) et Winnipeg (Manitoba)	1 221,42 \$	395,39 \$	97,15 \$	20,66 \$	1 734,62 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

Participants(es)	Fonction	Objet	VOYAGE			COÛTS				
			Date début	Date de fin	Lieux	Transport	Logement	Repas	Autres	Total
Jean-Marc Fournier	ministre	Rencontre avec le ministre responsable du Secrétariat francophone de l'Alberta et Rencontre avec le premier ministre et ministre des Relations fédérales-provinciales et ministre responsable des Affaires francophones du Manitoba et Participation à l'assemblée annuelle de la Société franco-manitobaine et au Congrès annuel de la francophonie albertaine 2015 et Rencontres avec des organismes de la communauté francophone	2015-10-15	2015-10-17	Edmonton (Alberta) et Winnipeg (Manitoba)	1 186,95 \$	395,39 \$	97,15 \$	20,66 \$	1 700,15 \$
Daria Hobeika	directrice de cabinet	Clôture des célébrations de la présence francophone en Ontario	2015-10-23	2015-10-25	Toronto (Ontario)	389,16 \$	194,43 \$	36,67 \$	17,52 \$	637,78 \$
Jean-Marc Fournier	ministre	Clôture des célébrations de la présence francophone en Ontario	2015-10-23	2015-10-25	Toronto (Ontario)	300,87 \$	555,48 \$	80,01 \$	35,04 \$	971,40 \$
Nicole Lemieux	chef de poste	Rendez-vous de fondation du Réseau des villes francophones et séance de travail	2015-10-29	2015-10-31	Québec (Québec)	323,85 \$	301,88 \$	46,56 \$	10,08 \$	682,37 \$
Daria Hobeika	directrice de cabinet	Participation au Rendez-vous fransaskois 2015 et Rencontres avec des organismes de la communauté francophone et Rencontre avec le secrétaire législatif du ministre des Affaires intergouvernementales de la Saskatchewan	2015-11-06	2015-11-07	Régina (Saskatchewan)	897,70 \$	173,22 \$	62,86 \$	10,28 \$	1 144,06 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Jean-Marc Fournier	ministre	Participation au Rendez-vous fransaskois 2015 et Rencontres avec des organismes de la communauté francophone et Rencontre avec le secrétaire législatif du ministre des Affaires intergouvernementales de la Saskatchewan	2015-11-06	2015-11-07	Régina (Saskatchewan)	1 670,70 \$	173,22 \$	42,85 \$	10,29 \$	1 897,06 \$
Richard Barrette	chef de poste	Remboursement des frais de déplacement liés au rapatriement, conformément à la Directive concernant les indemnités et les allocations versées aux fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec (article 14)	2015-11-08	2015-11-08	Sainte-Adèle (Québec)	457,95 \$	- \$	- \$	- \$	457,95 \$
Cynthia Jean	responsable du Bureau du secrétaire général associé	Participation du premier ministre, M. Philippe Couillard, à la Conférence Canada 2020	2015-11-18	2015-11-20	Ottawa (Ontario)	261,61 \$	538,30 \$	115,05 \$	43,60 \$	958,56 \$
Sylvie Lachance	secrétaire adjointe	Forum des leaders et signature d'une entente et d'un plan d'action avec la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA)	2015-11-19	2015-11-20	Ottawa (Ontario)	209,95 \$	177,16 \$	92,67 \$	43,46 \$	523,24 \$
Christine Gosselin	coordonnatrice à la francophonie canadienne	Forum des leaders et signature d'une entente et d'un plan d'action avec la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA)	2015-11-19	2015-11-20	Ottawa (Ontario)	209,95 \$	177,16 \$	69,41 \$	13,10 \$	469,62 \$
Cynthia Jean	responsable du Bureau du secrétaire général associé	Réunion du Conseil de la fédération et Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	2015-11-21	2015-11-24	Ottawa (Ontario)	406,55 \$	413,61 \$	68,59 \$	44,12 \$	932,87 \$
Yves Castonguay	secrétaire général associé	Réunion du Conseil de la fédération et Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	2015-11-22	2015-11-24	Ottawa (Ontario)	228,70 \$	413,61 \$	63,41 \$	99,62 \$	805,34 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Véronique Meloche	conseillère	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la consommation	2015-11-23	2015-11-24	Ottawa (Ontario)	593,79 \$	163,15 \$	48,67 \$	107,95 \$	913,56 \$
Artur J. Pires	directeur	Réunion du Conseil de la fédération et Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	2015-11-23	2015-11-24	Ottawa (Ontario)	750,91 \$	206,80 \$	8,86 \$	98,59 \$	1 065,16 \$
Jean-Marc Fournier	ministre	Réunion du Conseil de la fédération et Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres et Rencontre avec la ministre du Patrimoine canadien	2015-11-23	2015-11-23	Ottawa (Ontario)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Lise Thiboutot	conseillère	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de l'immigration et Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de l'immigration	2015-12-01	2015-12-01	Ottawa (Ontario)	657,86 \$	- \$	35,40 \$	75,89 \$	769,15 \$
Sébastien Côté	conseiller	Conférences des sous-ministres provinciaux-territoriaux et fédéral-provinciaux-territoriaux de la Santé	2015-12-07	2015-12-09	Toronto (Ontario)	393,58 \$	350,07 \$	78,93 \$	118,68 \$	941,26 \$
François Plante	conseiller	Réunion du Comité consultatif des sous-ministres de l'éducation (CCSME)	2015-12-08	2015-12-11	Toronto (Ontario)	593,28 \$	431,89 \$	153,62 \$	57,79 \$	1 236,58 \$
Jean-Marc Fournier	ministre	Rencontre avec la ministre fédérale des Institutions démocratiques	2015-12-14	2015-12-14	Ottawa (Ontario)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Daria Hobeika	directrice de cabinet	Rencontre avec la ministre fédérale des Institutions démocratiques	2015-12-14	2015-12-14	Ottawa (Ontario)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Lise Thiboutot	conseillère	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances	2015-12-20	2015-12-21	Ottawa (Ontario)	406,62 \$	175,62 \$	64,16 \$	13,10 \$	659,50 \$
Francis Paradis	chef de poste	Déplacement lié à l'affectation, conformément à la Directive concernant les indemnités et les allocations versées et les frais remboursables aux fonctionnaires affectés à l'extérieur du Québec	2016-01-05	2016-01-05	Moncton (Nouveau-Brunswick)	283,45 \$	- \$	50,98 \$	- \$	334,43 \$
Caroline Voisard	conseillère	Audition en Cour suprême du Canada	2016-01-10	2016-01-11	Ottawa (Ontario)	17,75 \$	43,75 \$	24,34 \$	- \$	85,84 \$
Florence Hudon	conseillère	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables du tourisme et Réunion fédérale-provinciale-territoriale du Conseil canadien des ministres du tourisme	2016-01-13	2016-01-15	Winnipeg (Manitoba)	693,87 \$	293,35 \$	69,33 \$	42,60 \$	1 099,15 \$
Daria Hobeika	directrice de cabinet	Signature d'une entente de coopération renouvelée ainsi que de la Déclaration sur la francophonie canadienne avec le gouvernement du Manitoba	2016-01-17	2016-01-18	Winnipeg (Manitoba)	962,01 \$	203,53 \$	94,29 \$	9,71 \$	1 269,54 \$
Jean-Marc Fournier	ministre	Signature d'une entente de coopération renouvelée ainsi que de la Déclaration sur la francophonie canadienne avec le gouvernement du Manitoba	2016-01-17	2016-01-18	Winnipeg (Manitoba)	902,32 \$	203,53 \$	94,29 \$	9,71 \$	1 209,85 \$
Sébastien Côté	conseillère	Conférences provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale des ministres de la Santé	2016-01-19	2016-01-22	Vancouver (Colombie-Britannique)	1 033,23 \$	505,04 \$	107,46 \$	166,41 \$	1 812,14 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

Participants(es)	Fonction	Objet	VOYAGE			COÛTS				
			Date début	Date de fin	Lieux	Transport	Logement	Repas	Autres	Total
Ghislain Marchand	conseiller	Réunion fédérale-provinciale-territoriale du Conseil des sous-ministres responsables des transports et de la sécurité routière et Réunion fédérale-provinciale-territoriale du Conseil des ministres responsables des transports et de la sécurité routière	2016-01-26	2016-01-28	Ottawa (Ontario)	594,61 \$	326,31 \$	92,92 \$	55,99 \$	1 069,83 \$
Yves Castonguay	secrétaire général associé	Rencontre avec Stephen Lucas, Bureau du Conseil privé	2016-01-27	2016-01-28	Ottawa (Ontario)	678,86 \$	134,05 \$	76,99 \$	136,10 \$	1 026,00 \$
Olivier Lemieux Périnet	conseiller	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres de l'environnement et Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres de l'environnement	2016-01-28	2016-01-29	Ottawa (Ontario)	262,16 \$	159,67 \$	68,73 \$	40,96 \$	531,52 \$
Jean-Marc Fournier	ministre	Rencontre avec le leader parlementaire du gouvernement fédéral et Rencontre avec le conseiller principal du premier ministre du Canada	2016-02-01	2016-02-01	Ottawa (Ontario)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Daria Hobeika	directrice de cabinet	Rencontre avec le leader parlementaire du gouvernement fédéral et Rencontre avec le conseiller principal du premier ministre du Canada	2016-02-01	2016-02-01	Ottawa (Ontario)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
François Plante	conseillère	Réunions provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables des services sociaux	2016-02-03	2016-02-06	Edmonton (Alberta)	754,40 \$	449,84 \$	115,90 \$	160,99 \$	1 481,13 \$
Véronique Meloche	conseillère	Conférence des ministres provinciaux-territoriaux responsables de l'énergie	2016-02-10	2016-02-11	Ottawa (Ontario)	636,81 \$	175,62 \$	48,67 \$	48,87 \$	909,97 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Olivier Lemieux Périnet	conseiller	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables du commerce intérieur	2016-02-16	2016-02-17	Toronto (Ontario)	504,71 \$	185,39 \$	42,83 \$	83,82 \$	816,75 \$
Francis Paradis	chef de poste	Séminaire sur « L'acceptabilité sociale dans les projets publics » / Rencontre d'accueil (emplois supérieurs)	2016-02-18	2016-02-19	Québec (Québec)	501,25 \$	- \$	116,32 \$	122,18 \$	739,75 \$
Yves Castonguay	secrétaire général associé	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres affaires intergouvernementales en préparation de la Rencontre des premiers ministres	2016-02-18	2016-02-19	Toronto (Ontario)	742,92 \$	247,54 \$	43,33 \$	82,09 \$	1 115,88 \$
Artur J. Pires	directeur	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres aux affaires intergouvernementales	2016-02-18	2016-02-19	Toronto (Ontario)	723,04 \$	211,29 \$	34,52 \$	62,11 \$	1 030,96 \$
Josée Néron	coordonnatrice	2e Table ronde sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées	2016-02-25	2016-02-27	Winnipeg (Manitoba)	646,06 \$	293,35 \$	103,71 \$	123,54 \$	1 166,66 \$
Cynthia Jean	responsable du Bureau du secrétaire général associé	Rencontre hivernale 2016 des premiers ministres des provinces et territoires et Réunion fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	2016-02-28	2016-03-04	Vancouver (Colombie-Britannique)	2 186,54 \$	1 225,94 \$	253,70 \$	94,35 \$	3 760,53 \$
Artur J. Pires	directeur	Rencontre hivernale 2016 des premiers ministres des provinces et territoires et Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	2016-02-29	2016-03-04	Vancouver (Colombie-Britannique)	1 488,05 \$	955,72 \$	176,09 \$	104,22 \$	2 724,08 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Jean-Marc Fournier	ministre	Rencontre hivernale 2016 des premiers ministres des provinces et territoires et Réunion fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres et Rencontre avec le ministre responsable des Affaires intergouvernementales et du dossier des Affaires francophones de la Colombie-Britannique et Rencontre avec le premier ministre et ministre responsable des Affaires intergouvernementales et ministre des Affaires acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard et Rencontre et levée du drapeau franco-albertain avec le ministre responsable du Secrétariat francophone de l'Alberta et Autres rencontres, notamment avec des organismes de la communauté francophone	2016-02-29	2016-03-04	Vancouver et Victoria (Colombie-Britannique) Calgary (Alberta)	1 265,69 \$	998,47 \$	184,06 \$	70,08 \$	2 518,30 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Daria Hobeika	directrice de cabinet	Rencontre hivernale 2016 des premiers ministres des provinces et territoires et Réunion fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres et Rencontre avec le ministre responsable des Affaires intergouvernementales et du dossier des Affaires francophones de la Colombie-Britannique et Rencontre avec le premier ministre et ministre responsable des Affaires intergouvernementales et ministre des Affaires acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard et Rencontre et levée du drapeau franco-albertain avec le ministre responsable du Secrétariat francophone de l'Alberta et Autres rencontres, notamment avec des organismes de la communauté francophone	2016-02-29	2016-03-04	Vancouver et Victoria (Colombie-Britannique) Calgary (Alberta)	1 090,80 \$	998,47 \$	156,21 \$	428,38 \$	2 673,86 \$
Castonguay, Yves	secrétaire général associé	Rencontre hivernale 2016 des premiers ministres des provinces et territoires et Réunion fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	2016-03-01	2016-03-04	Vancouver (Colombie-Britannique)	1 390,98 \$	955,72 \$	210,78 \$	139,32 \$	2 696,80 \$
Claire Paradis	adjointe du secrétaire général associé	Rencontre hivernale 2016 des premiers ministres des provinces et territoires et Réunion fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	2016-03-01	2016-03-04	Vancouver (Colombie-Britannique)	1 111,53 \$	716,79 \$	129,37 \$	52,57 \$	2 010,26 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**

<u>Participants(es)</u>	<u>Fonction</u>	<u>Objet</u>	<u>VOYAGE</u>			<u>COÛTS</u>				
			<u>Date début</u>	<u>Date de fin</u>	<u>Lieux</u>	<u>Transport</u>	<u>Logement</u>	<u>Repas</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Valérie Côté	conseillère	Rencontre hivernale 2016 des premiers ministres des provinces et territoires et Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	2016-03-01	2016-03-04	Vancouver (Colombie-Britannique)	1 169,06 \$	716,79 \$	139,85 \$	91,02 \$	2 116,72 \$
Lise Thiboutot	conseillère	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres du Conseil canadien des ministres des forêts	2016-03-10	2016-03-11	Ottawa (Ontario)	636,82 \$	154,84 \$	48,67 \$	72,03 \$	912,36 \$
Lise Thiboutot	conseillère	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de l'immigration	2016-03-14	2016-03-14	Ottawa (Ontario)	581,20 \$	- \$	35,40 \$	69,64 \$	686,24 \$
						<u>transport</u>	<u>logement</u>	<u>repas</u>	<u>autres</u>	<u>total</u>
Grand total						75 572,26 \$	37 491,99 \$	8 805,26 \$	7 742,91 \$	129 612,42 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 2 :

**POUR CHACUN DES VOYAGES FAIT EN AVION OU EN
HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES
MINISTRE, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU
QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2015-2016:**

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 3 :

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse : Voir document joint.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Par ailleurs, l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère du Conseil exécutif en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 3 : LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES

DÉPENSES 2015-2016		MONTANT
Presse écrite		
A) Placement publicitaire du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes		15 917 \$
	Fondation canadienne pour le dialogue des cultures (coût pour 2 ans)	12 000 \$
	Publicité dans différents journaux pour le Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques	3 857 \$
	Bulletin « L'AARQ-en Ciel » de l'Association acadienne de la région de Québec	60 \$
B) Placement publicitaire du cabinet du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne		3768 \$
	Médias Transcontinental S.E.N.C.	2 267 \$
	Publications Anchor-Harper inc	350 \$
	Egyptian-Canadian Friendship	175 \$
	Newsfirst Multimedia	160 \$
	Communauté Sépharade de Ville Saint-Laurent	152 \$
	The Senior Times	150 \$
	Commission scolaire English-Montréal	140 \$
	Journal des voisins.com	139 \$
	Armenian General Benevolent Union of Montréal	130 \$
	Maghreb vision	105 \$
Article promotionnel		
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes		2 505 \$
	Enseignes Dumas	2 505 \$
GRAND TOTAL		22 190 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 4 :

**LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE
CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU
AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES,
ETC.) :**

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Réponse : Voir document joint.

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 4 : LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE D'ÉVÉNEMENTS

ÉVÉNEMENT	BUT	FOURNISSEUR	SOMMES DÉPENSÉES 2015-2016 (\$)
Séance de travail ministérielle en marge du Rendez-vous de fondation du Réseau des villes francophones et francophiles d'Amérique, le 30 octobre 2015 à l'Assemblée nationale	Échanger sur un projet de circuit touristique et patrimonial de la francophonie canadienne	Assemblée nationale (services techniques et repas)	1 771 \$
		Tours du Vieux-Québec (transport)	395 \$
		Vision Audiovisuel (interprétation simultanée)	1 980 \$
		Total	4 146 \$
Rencontre du Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne, le 1 ^{er} et 2 décembre 2015 à Montréal	Échanger sur des questions d'intérêt commun et préparer la prochaine rencontre annuelle de la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne	Hôtel Intercontinental Montréal (salles et repas)	4 944 \$
		PSAV (équipement audiovisuel)	506 \$
		Frais de déplacement et de séjour	1 034 \$
		Total	6 484 \$
Rencontre 2015 des Conseils des ministres du Québec et de l'Ontario, les 10 et 11 septembre 2015 à Québec	Approfondir et élargir la collaboration Québec - Ontario dans différents domaines, incluant le développement économique, l'énergie, les régimes de pension et les changements climatiques	Hilton (services techniques, salles et repas)	16 414 \$
		Centre de services partagés (services techniques)	17 436 \$
		Musée national des beaux-arts du Québec (salles et repas)	9 848 \$
		Anne Rogier inc. (interprétation simultanée)	1 950 \$
		Tours du Vieux-Québec (transport)	1 630 \$
		Graphiscan	1 000 \$
		Limo A1	851 \$
		Taxis	332 \$
		Divers	1 059 \$
		Total	50 520 \$

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 5 :

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 6 :

LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique,
les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé pour chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 7 :

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2015-2016, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse : Voir document joint.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 7 : LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2015-2016

Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	MONTANT AU CONTRAT	DÉPENSE RÉELLE
Anne Rogier inc.	Fournir les services de traduction simultanée lors de la Rencontre 2015 des Conseils des ministres du Québec et de l'Ontario	Gré à gré	1 950 \$	1 950 \$
CAP 2.0 inc.	Fournir les services techniques pour la mise à jour des normes de logement utilisées dans le calcul du personnel affecté dans les Bureaux du Québec au Canada	Gré à gré	2 550 \$	2 550 \$
CertaPro Painters	Peinture de l'intérieur de la résidence du Québec à Moncton	Gré à gré	4 683 \$	4 683 \$
Cleaners on the Move	Nettoyage de la résidence du Québec à Moncton	Gré à gré	2 745 \$	2 745 \$
Enseignes Dumas	Fournir les services techniques de production d'une plaque de bronze gravée avec inscription et logo pour les 400 ans de la présence française en Ontario	Gré à gré	2 505 \$	2 505 \$
Fairmont Château Laurier	Fournir les services de location de salles et d'équipement ainsi que des repas lors de la Conférence fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	Gré à gré	1 771 \$	1 771 \$
Hilton Québec	Fournir les services de location de salles et d'équipement ainsi que des repas lors de la Rencontre 2015 des Conseils des ministres du Québec et de l'Ontario	Gré à gré	16 422 \$	16 422 \$
Hôtel Intercontinental Montréal	Fournir les services de traiteur et de location de salles dans le cadre de la rencontre du Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne	Gré à gré	4 944 \$	4 944 \$

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	MONTANT AU CONTRAT	DÉPENSE RÉELLE
Infuzed catering inc.	Service traiteur pour la réception du 24 juin 2015 du Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques et location d'une salle pour l'événement	Gré à gré	2 906 \$	2 816 \$
Ministre des Finances de l'Ontario	Contribution du Québec pour les services professionnels de traduction du rapport sur le financement de Radio-Canada	Gré à gré	5 000 \$	5 000 \$
Pan Pacific Vancouver	Fournir les services de location de salles et d'équipement ainsi que de repas lors de la Rencontre hivernale 2016 des premiers ministres des provinces et territoires	Gré à gré	5 000 \$	3 593 \$
Price Landscaping Services	Fournir les services techniques pour l'entretien du terrain de la résidence de chef de poste à Moncton d'avril à novembre 2015 inclusivement	Gré à gré	3 765 \$	3 765 \$
Prince, Mark	Formation en langue anglaise	Gré à gré	1 500 \$	1 425 \$
Sheraton Hotel Newfoundland	Fournir les services de location de salles et d'équipement ainsi que de repas lors de la rencontre estivale du Conseil de la fédération	Gré à gré	1 900 \$	1 641 \$
Télélangues international ltée	Formation en langue anglaise	Gré à gré	3 330 \$	2 421 \$
Les Tours du Vieux Québec	Fournir des services de transport à l'occasion de la Rencontre 2015 des Conseils des ministres du Québec et de l'Ontario	Gré à gré	1 630 \$	1 630 \$
The University Club of Toronto	Service traiteur pour la réception du 16 juin 2015 du Bureau du Québec à Toronto et location d'une salle pour l'événement	Gré à gré	8 200 \$	5 571 \$
Vision Audio-visuel inc.	Service d'interprétation simultanée pour une séance de travail ministérielle en matière de francophonie canadienne organisée à l'Assemblée nationale, le 30 octobre 2015	Gré à gré	1 980 \$	1 980 \$
Westin Ottawa (The)	Fournir les services de location de salle et d'équipement ainsi que des repas lors de la Conférence Canada 2020	Gré à gré	2 344 \$	2 344 \$
TOTAL			75 125 \$	69 756 \$

Cabinet du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	MONTANT AU CONTRAT	DÉPENSE RÉELLE
NumeriQca inc.	Fournir les services d'impression de papier en-tête et enveloppes	Gré à gré	1 249 \$	1249 \$
TOTAL			1 249 \$	1 249 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 8 :

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2015-2016 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 9 :

**LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU
MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :**

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 10 :

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2015-2016, EN INDIQUANT POUR CHAQUE CONTRAT :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse : Voir la réponse à la question 7 des renseignements généraux.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 11 :

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse : Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers du 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 12 :

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Réponse : **Ne s'applique pas.**

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 13 :

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2015-2016 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
- I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

Réponse :	a)	10 286 \$
	b)	682 \$
	c)	130 \$
	d)	104 \$
	e)	154 \$
	f)	157 227 \$
	g)	50 053 \$
	h)	28 903 \$
	i)	9 907 \$
	j)	12 152 \$
		I. 4 729 \$
		II. 7 423 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 14 :

SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2015-2016 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) le nom des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Réponse :

- a) 34
- b) 23
- c) 0
- d) 258 \$
- e) 19 201 \$
- f) Le coût des contrats est inclus dans les coûts d'utilisation.
- g) Téléphonie cellulaire : Bell et Rogers
- h) Non disponible dans les délais impartis
- i) Voir j)
- j) Le nombre d'ordinateurs portables est inclus dans le nombre de tablettes électroniques utilisées.
- k) Non disponible dans les délais impartis
- l) Aucun

À noter que l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère du Conseil exécutif en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 15 :

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadre, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

Réponse : Voir documents joints.

La sous-question (h) n'est pas en lien avec l'exercice d'étude des crédits.

Concernant la sous-question (i), les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 et le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser l'accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Les réponses aux sous-questions (n), (o) et (p) seront fournies par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 15 a) et b) : le nombre et la répartition des effectifs, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

DONNÉES AU 29 FÉVRIER 2016

CORPS D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN	PERSONNEL FÉMININ	MOINS DE 35 ANS	35 ANS ET PLUS	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	2	2	0	4				
CADRES	2	1	0	3				
PROFESSIONNELS	12	16	7	21		1		1
FONCTIONNAIRES	1	10	2	9	1			
TOTAL	17	29	9	37	1	1	0	1
% par rapport à l'effectif régulier en place (51)	33,3%	56,9%	17,6%	72,5%	2,0%	2,0%	0,0%	2,0%

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 15 c) e) f) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; le nombre et la répartition (argent, vacances, etc.) des heures supplémentaires ainsi que le coût par employé selon la classe de travail; le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

DONNÉES AU 29 FÉVRIER 2016

	NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL JRS			NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL JRS			NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES							
							HRES PAYÉES		HRES COMPENSÉES		TOTAL HRES		TOTAL COÛTS	
	CADRES	PROF	FONC	CADRES	PROF	FONC	PROF	FONC	PROF	FONC	PROF	FONC	PROF	FONC
	AVRIL	-	8,0	1,5	1,0	3,0	3,5	3,0	0,5	85,7	15,8	88,7	16,3	4 131,69 \$
MAI	-	0,5	10,0	1,0	10,0	0,4	-	-	69,5	-	69,5	-	2 916,64 \$	0,00 \$
JUIN	5,0	3,0	3,0	-	23,4	1,3	-	-	103,8	20,0	103,8	20,0	4 584,19 \$	694,00 \$
JUILLET	2,0	26,0	7,0	-	25,0	4,4	-	-	120,3	8,0	120,3	8,0	5 663,62 \$	277,60 \$
AOÛT	11,0	13,5	16,0	-	22,5	3,0	-	-	9,5	14,0	9,5	14,0	414,60 \$	485,80 \$
SEPTEMBRE	-	22,5	10,0	-	21,5	0,5	6,0	-	77,8	-	83,8	-	4 106,22 \$	0,00 \$
OCTOBRE	-	1,0	8,0	0,5	7,5	2,0	-	-	33,3	18,0	33,3	18,0	1 739,95 \$	624,60 \$
NOVEMBRE	-	2,0	4,5	1,5	12,8	8,8	-	-	34,8	12,0	34,8	12,0	1 456,69 \$	416,40 \$
DÉCEMBRE	2,0	7,5	3,0	-	-	1,0	-	-	25,5	17,0	25,5	17,0	1 218,24 \$	589,90 \$
JANVIER	-	5,0		1,0	4,1	2,0	-	-	56,0	21,0	56,0	21,0	2 385,97 \$	728,70 \$
FÉVRIER	-	2,5	3,0	1,0	3,0	6,0	-	-	32,8	-	32,8	-	1 282,52 \$	0,00 \$
TOTAL	20,0	91,5	66,0	6,0	132,7	32,9	9,0	0,5	648,7	125,8	657,7	126,3	29 900,33 \$	4 488,13 \$
													34 388,46 \$	

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 15 d) et g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie et le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances, moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

DONNÉES AU 29 FÉVRIER 2016

MALADIES - NOMBRE DE PERSONNES

	0-10 jrs	10-50 jrs	50-100 jrs	100 jrs +
ADM. D'ÉTAT ET CADRES	2	2	2	1
PROFESSIONNELS	6	14	2	8
FONCTIONNAIRES	6	2	1	3
ÉTUDIANTS ET STAGIAIRES	2	0	0	0
TOTAL	16	18	5	12

MALADIES - VALEUR ESTIMÉE (\$)

0-10 jrs	10-50 jrs	50-100 jrs	100 jrs +
- \$	31 317 \$	73 804 \$	140 791 \$
5 469 \$	95 856 \$	38 934 \$	367 358 \$
3 020 \$	4 232 \$	16 036 \$	87 157 \$
- \$	- \$	- \$	- \$
8 490 \$	131 405 \$	128 774 \$	595 305 \$

VACANCES - NOMBRE DE PERSONNES

	0-10 jrs	10-50 jrs	50-100 jrs	100 jrs +
ADM. D'ÉTAT ET CADRES	1	5	1	0
PROFESSIONNELS	13	12	0	0
FONCTIONNAIRES	2	3	0	0
ÉTUDIANTS ET STAGIAIRES	2	0	0	0
TOTAL	18	20	1	0

VACANCES - VALEUR ESTIMÉE (\$)

0-10 jrs	10-50 jrs	50-100 jrs	100 jrs +
- \$	51 002,30 \$	62 057,62 \$	- \$
10 954,36 \$	59 688,29 \$	- \$	- \$
1 364,66 \$	16 928,24 \$	- \$	- \$
- \$	- \$	- \$	- \$
12 319,02 \$	127 618,83 \$	62 057,62 \$	0,00 \$

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 15 j) k) l) m) l'évolution de l'effectif régulier par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction principale ou régions); l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail.

DONNÉES AU 29 FÉVRIER 2016

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIES D'EMPLOI		RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER PAR RÉGIONS ADMINISTRATIVES		NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL À CELUI PRÉVU (Complexité)	NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU (Horaire majoré)
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	4	03 - Capitale-Nationale	43	15	2
CADRES	3	Hors Québec	3		
PROFESSIONNELS	28				
FONCTIONNAIRES	11				
TOTAL :	46	TOTAL:	46		

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 16 :

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, ET CE PAR
DIRECTION :**

- a) le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- Réponse :**
- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor
 - b) Aucun
 - c) 2016-2017 : 3; 2017-2018 : 3
 - d) Aucun

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 17 :

**LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES
MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2015-2016 EN INDIQUANT POUR
CHACUN D'EUX :**

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse : Voir document joint.

À noter que l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère du Conseil exécutif en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 17 : LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

Emplacement	Superficie en pi ²	Coût total annuel ⁽¹⁾	Coûts d'aménagement	Durée du bail	Firme propriétaire
	<i>louée</i>				
Québec 875, Grande Allée Est Québec (Québec)	2 358	517 869 \$	7 170 \$	du 2014-04-01 au 2017-03-31 3 ans	Société québécoise des infrastructures 1075, rue de l'Amérique française Québec (Québec) G1R 5P8
Montréal 770, rue Sherbrooke Ouest Montréal (Québec)	105	3 786 \$	0 \$	du 2008-01-01 au 2017-12-31 10 ans	Société québécoise des infrastructures 1075, rue de l'Amérique française Québec (Québec) G1R 5P8
Montréal 5255, boul. Henri-Bourassa Ouest Montréal (Québec)	1 250	28 196 \$	0 \$	du 2014-05-01 au 2019-04-30 5 ans	Société québécoise des infrastructures 1075, rue de l'Amérique française Québec (Québec) G1R 5P8
Moncton 510-777, rue Main Moncton (Nouveau-Brunswick)	1 427	28 545 \$	0 \$	du 2014-01-01 au 2018-12-31 5 ans	Heritage Ressources Inc. Case postale 887 Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 8N8
Ottawa ⁽²⁾ 300-81, rue Metcalfe, 3e étage Ottawa (Ontario)	2 900	112 000 \$	0 \$	du 2014-01-01 au 2018-12-31 5 ans	Bridgeport Realty Management 100 - 100 Argyle Avenue Ottawa (Ontario) K2P 1B6
Toronto 400 University Avenue - Bureau 1501 Toronto (Ontario)	5 062	214 226 \$	0 \$	du 2015-01-01 au 2025-01-31 10 ans	400 University Avenue Inc. a/s Crown Property Management Inc. 175 Bloor Street East, South Tower, S-610 Toronto (Ontario) M4W 3R8

⁽¹⁾ Le coût total annuel inclut le loyer de base, les charges locatives, le stationnement ainsi que l'ajustement, en cours d'année, des taxes et des coûts d'opération.

⁽²⁾ Le Bureau du Québec à Ottawa a fermé ses portes le 31 mars 2015 et des démarches sont en cours pour sous-louer le local.

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 18 :

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2015-2016, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Suite ministérielle

Loyer d'aménagement (construction d'un bureau fermé) : 7 170 \$

597,46 \$ x 12 mois : 7 170 \$

Les travaux ont été réalisés en novembre 2013. Le coût total est amorti sur une période de 60 mois : du 1^{er} décembre 2013 au 30 novembre 2018.

Bureau du Québec à Toronto

Pose de câbles 745 \$

Total : 7 915\$

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 19 :

LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU
CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2015-2016, EN
INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

Réponse : Voir document joint.

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 19 : LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2015-2016, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

DONNÉES AU 31 MARS 2016

Cabinet du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne

MEMBRES DU PERSONNEL (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE
Abou-Akl, Leïla	attachée politique	Montréal
Bureau, Céline	attachée politique	Québec
Dib, Nour	attachée politique	Montréal
Duval, Karla	attachée de presse	Montréal
Hobeika, Daria	directrice de cabinet	Montréal
Kelley, Gregory	conseiller politique	Québec
Massicotte, Guy-Anne	conseillère politique	Québec
Pacha, Ali	conseiller politique	Québec

Tous les employés des cabinets ministériels ont dû signer les directives en question lors de leur entrée en fonction.
Masse salariale: 530,0 k\$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 20 :

**LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2015-2016 À MÊME
LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE
DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :**

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse : Voir document joint.

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 20 : LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2015-2016, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE ET DU MINISTÈRE

Cabinet du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, M. Jean-Marc Fournier

BUDGET : 54 600 \$

ORGANISME	MONTANT
Accalmie: Accompagnement et hébergement pour personnes suicidaires	500 \$
Accueil d'Amos, L'	300 \$
Adaptavie inc.	200 \$
Ass. des Braves d'Ahuntsic inc.	500 \$
Ass. du Québec pour enfants avec problèmes auditifs	500 \$
Association internationale de Science Politique	1 000 \$
Association québécoise des jeunes parlementaires	500 \$
Bouclier d'Athéna, services familiaux, Le	1 000 \$
Centrale des Syndicats du Québec [CSQ]	250 \$
Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants - St-Laurent	4 000 \$
Centre amitié de solidarité intern. région des Appalaches [CASIRA]	500 \$
Centre commémoratif de l'Holocauste à Montréal, Le	500 \$
Centre culturel syrien de Montréal	550 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	200 \$
Centre de Santé des femmes de Montréal inc.	300 \$
Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes [CEJFI]	1 000 \$
Centre des femmes de Montréal	375 \$
Centre des Jeunes l'Escale de Montréal-Nord inc.	500 \$
Centre d'étude et de coopération internationale	400 \$
Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones ((CIÉRA)	500 \$
Centre l'Entre-Toit	300 \$
Club optimiste Golf junior région St-Laurent	100 \$
Coalition des familles LGBT	300 \$
Coeur des familles agricoles 2003, Au	500 \$
Collège André-Grasset	300 \$
Communauté Sépharade unifiée du Québec	1 000 \$
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec [COPHAN]	200 \$
Conseil québécois LGBT	200 \$
Corporation du collège de Bois-de-Boulogne	200 \$
Coup de cœur francophone	1 000 \$
Coupe internationale les enfants jouent pour les enfants, La	500 \$
Développement expertise et solidarité internationale [DESI]	1 500 \$
Diffusions gaies et lesbiennes du Québec	300 \$
École arménienne Sourp Hagog	1 000 \$
Église St-Jacques Syriaque Orthodoxe	5 000 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	1 000 \$
Festival Blues Plateau Boréal inc.	500 \$
Festival de la Chanson et de l'humour le Tremplin de Dégelis	500 \$
Festival de la truite mouchetée de St-Alexis des Monts inc.	500 \$
Festival international de Danse Encore	250 \$
Festivalopéra de Saint-Eustache	300 \$
Fibrose kystique Québec	500 \$
Fondation des Capitales de Québec	2 500 \$
Fondation des pompiers du Québec pour les Grands Brûlés	500 \$
Fondation jeunesse de Richelieu	350 \$
Fondation Justine et Florence	200 \$
Fondation Paul Gérin-Lajoie pour la Coopération internationale, La	300 \$
Fondation Père Lionel Dehoux	750 \$
Force Jeunesse inc.	1 000 \$
Francoderole	500 \$
Gardiens patrimoine archéol. et dév. socio-écon. la Vallée Rouge	1 000 \$
Go le grand défi inc.	250 \$
Grands-frères et grandes-soeurs de l'Outaouais inc., Les	500 \$

Gris-Montréal	500 \$
Groupe communautaire l'itinéraire, Le	1 000 \$
Hockey mineur Pont-Rouge	1 000 \$
Info-Secte	500 \$
Jeunesse au soleil	375 \$
Jeux de la communication 2016	300 \$
Journal Point Sud	1 000 \$
Leblanc, François-Guillaume (Théâtre Biscornu)	750 \$
Ligue des Cadets de l'Air du Canada Québec, La	300 \$
Maison des familles de la Baie	500 \$
Maison Oxygène Estrie	500 \$
Marianopolis College	400 \$
Moisson Montréal inc.	1 000 \$
Municipalité de Saint-Jacques	500 \$
Nakhlé, Joseph	350 \$
Noël du Pauvre Coeur du Québec inc., Le	500 \$
Nouveaux Sentier : Fondation pour l'avenir des Premières Nations	300 \$
On roule au Québec (Une rampe à la fois)	200 \$
Orchestre à vents non identifié	200 \$
Partage-action de l'Ouest-de-l'Île	250 \$
Pas de Deux, Le	300 \$
Phénicia	500 \$
Plaisirs du clavecin	300 \$
Prix du Duc d'Édimbourg Défi Jeunesse Canada, Le	200 \$
Québec Community Groups Network	1 000 \$
Service de Nutrition et d'Action Communautaire [SNAC]	500 \$
Société d'histoire du Haut-Richelieu	500 \$
Société écocitoyenne de Montréal	250 \$
Société Saint-Vincent-de-Paul de Québec	250 \$
Studio de musique Ancienne de Montréal	200 \$
Table Ronde du Mois de l'Histoire des Noirs	300 \$
Traversée Internationale du Lac Memphrémagog	500 \$
Trifort de Chambly, Le	100 \$
Université du Québec à Montréal (UQAM)	500 \$
Université McGill	300 \$
Vélo une ville, Un	1 000 \$
TOTAL	54 500 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 21 :

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant.
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 22 :

**LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE
D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES,
ETC.), EN INDIQUANT :**

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2016-2017.

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le
Secrétariat du Conseil du trésor.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 23 :

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTION, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN VENTILANT :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2016-2017;
- c) par catégorie d'âge.

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétaire du Conseil du trésor.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 24 :

**LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET
AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS,
PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN
INDIQUANT :**

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé ou le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse : Aucun

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 25 :

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2015-2016, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse : Voir document joint.

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

**ETUDE DES CREDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 25 : ABONNEMENTS

Cabinet du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne		
Fournisseur	Nature du service	Coût
Groupe Excelso	journaux (papier)	297 \$
Gazette de Montréal	journal (papier)	100 \$
PressReader	journaux (électronique)	340 \$
Médias Transcontinental	journaux (papier)	540 \$
Sous-total :		1 277 \$

Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes		
Fournisseur	Nature du service	Coût
Cedrom - SNI	abonnement EUREKA (électronique)	3 165 \$
Carswell	documents de référence juridique (électronique)	1 293 \$
Le Devoir inc.	journal (papier)	190 \$
Groupe Excelso	journaux (papier)	1 236 \$
The Hill Times	journal (électronique)	219 \$
Éditions Wilson & Lafleur	Code civil du Québec (papier)	70 \$
Agence Québec Est inc.	journaux (papier)	37 \$
Sous-total :		6 210 \$

Bureau du Québec à Toronto		
Fournisseur	Nature du service	Coût
Enterprise Canada (Ontario Legislative)	publication (électronique)	1 200 \$
The Toronto Star	journal (papier)	608 \$
Inside Queen's Park	publication (électronique)	430 \$
iPolitics inc	journal (électronique)	193 \$
The National Post	journal (papier)	419 \$
The Globe & Mail - Toronto	journal (électronique)	236 \$
L'eau vive	journal (papier)	35 \$
The Calgary Herald	journal (électronique)	112 \$
The Star Phoenix	journal (électronique)	112 \$
The Province (B.C)	journal (électronique)	112 \$
The Leader Post	journal (électronique)	112 \$
The Edmonton Journal	journal (électronique)	112 \$
All-New Ottawa Citizen digital Access	journal (électronique)	100 \$
Liberté (La)	journal (papier)	62 \$
Sous-total :		3 843 \$

Bureau du Québec dans les provinces atlantiques		
Fournisseur	Nature du service	Coût
L'Acadie Nouvelle	journal (papier/électronique)	254 \$
Brunswick News Inc	journal (électronique)	276 \$
The Guardian	journal (électronique)	210 \$
The Chronicle Herald Limited	journal (électronique)	156 \$
Francophonies d'Amérique (Université d'Ottawa)	publication (papier)	105 \$
The Telegram	journal (électronique)	85 \$
La Voix acadienne	journal (papier)	40 \$
L'imprimerie Lescarbot Ltée	journal (papier)	40 \$
Le Gaboteur	journal (papier)	35 \$
Le Moniteur Acadien	journal (papier)	35 \$
Sous-total :		1 236 \$

TOTAL: 12 566 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 26 :

**LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE
MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE
BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS
PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.**

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 27 :

**POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE
L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS
PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :**

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

- Réponse :**
- a) **www.saic.gouv.qc.ca**
 - b) **Direction des communications du MCE**
 - c) **Ne s'applique pas**
 - d) **683 \$**
 - e) **329 \$**
 - f) **Moyenne de 301 visites/jour
Moyenne de 2 105 visites/semaine
Moyenne de 9 173 visites/mois**
 - g) **Moyenne de 3 mises à jour par mois**
 - h) **Secrétariat aux affaires intergouvernementales
canadiennes**

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 28 :

NOMINATIONS, POUR 2015-2016, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 29 :

POUR 2015-2016, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 30 :

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES
DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2014-2015 ET 2015-
2016 :**

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Réponse :

- a) **Compte tenu du nombre de demandes, les coûts n'ont pas été comptabilisés.**
- b) 0
- c) 11
- d) 1
- e) 8
- f) 3
- g) 0

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 31 :

**LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET
DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIEES À CHAQUE ADJOINT
PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES
POUR 2015-2016 :**

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 32 :

**LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES,
SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU
MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES
COÛTS DE FORMATION.**

RÉPONSE : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 33 :

LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2015-2016, ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

RÉPONSE : Voir documents joints.

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 33 : LISTE DES DÉCRETS D'AUTORISATION 2015-2016
(articles 3.11 et 3.12.1, L.R.Q., chapitre M-30, Loi sur le ministère du Conseil exécutif)**

	Numéro	Titre	Date signature
1	0351-2015	Autorisations à la Ville de Montréal de conclure avec le gouvernement du Canada des ententes relatives à l'occupation du domaine public aux fins de travaux dans le cadre du projet de corridor du nouveau pont pour le Saint-Laurent	22 avril 2015
2	0559-2015	Autorisation à la Communauté métropolitaine de Montréal de conclure un protocole d'entente avec l'Office national de l'énergie	30 juin 2015
3	0560-2015	Autorisation à la Ville de Saint-Lin-Laurentides de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Fonds pour l'accessibilité	30 juin 2015
4	0561-2015	Autorisation à la Ville de Val-d'Or de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Fonds du Canada pour la présentation des arts	30 juin 2015
5	0562-2015	Autorisation à certaines municipalités de conclure l'Entente relative au remplacement de l'Entente intermunicipale créant la Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska avec le Conseil de bande des Abénakis de Wôlinak	30 juin 2015
6	0766-2015	Autorisation à la Maison des arts de Laval de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Fonds du Canada pour la présentation des arts	2 septembre 2015
7	0767-2015	Autorisation à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	2 septembre 2015
8	0768-2015	Autorisation à la Ville d'Amos de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Fonds du Canada pour la présentation des arts	2 septembre 2015
9	0769-2015	Autorisation à la Ville de Brossard de conclure avec le gouvernement du Canada un acte de servitude	2 septembre 2015
10	0770-2015	Autorisation à la Ville de New Richmond de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Fonds du Canada pour la présentation des arts	2 septembre 2015
11	0771-2015	Autorisation à l'Association récréative de Pont-Rouge inc. de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	2 septembre 2015
12	0772-2015	Autorisation de conclure l'Entente visant l'application des droits et obligations de l'Entente intermunicipale des Grandes-Seigneuries concernant l'entraide mutuelle en cas d'incendie et d'intervention d'urgence au Conseil Mohawk de Kahnawà:ke	2 septembre 2015
13	0806-2015	Autorisation à la Ville de Lac-Mégantic de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Initiative rétablissement économique Lac-Mégantic	16 septembre 2015
14	0807-2015	Autorisation à la Ville de Lévis de conclure une entente de collaboration en matière de recherche et de développement avec le gouvernement du Canada	16 septembre 2015
15	0826-2015	Autorisation à la Ville de Québec de conclure avec la Nation huronwendat l'Entente relative au service centralisé d'appels d'urgence (9-1-1) ainsi que l'Entente relative à la répartition des appels du corps de police de Wendake	23 septembre 2015
16	0871-2015	Autorisation à la Ville de Montréal, arrondissement de LaSalle, de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Le Canada en fête	7 octobre 2015
17	0872-2015	Autorisation à la Ville de Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada afin de réaliser le projet intitulé « Renforcement des capacités d'intervention des sapeurs-pompiers en Haïti »	7 octobre 2015

18	0901-2015	Autorisation à la Ville de Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme des célébrations et commémorations - volet Commémoration Canada	21 octobre 2015
19	0902-2015	Autorisations à plusieurs municipalités et organismes municipaux de conclure des accords de subvention avec le gouvernement du Canada pour réaliser des projets communautaires visant à améliorer l'accessibilité pour les personnes handicapées dans le cadre du programme Fonds pour l'accessibilité - volet Accessibilité dans les collectivités	21 octobre 2015
20	0925-2015	Autorisation à l'Administration régionale Kativik de conclure une entente avec le gouvernement du Canada pour l'année financière 2015-2016, dans le cadre du Fonds pour les compétences et les partenariats	28 octobre 2015
21	1011-2015	Autorisation à Héritage Saint-Bernard inc. de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme de financement communautaire ÉcoAction	18 novembre 2015
22	1056-2015	Autorisations à plusieurs municipalités de conclure des accords de subvention avec le gouvernement du Canada pour réaliser des activités et célébrations locales visant à souligner la fête du Canada dans le cadre du programme Le Canada en fête	2 décembre 2015
23	1126-2015	Autorisation à la Municipalité de paroisse de Saint-Germain de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Fonds du Canada pour les espaces culturels	16 décembre 2015
24	1127-2015	Autorisation à la Ville de Gaspé de conclure une entente avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques	16 décembre 2015
25	1128-2015	Autorisation à la Ville de L'Ancienne-Lorette de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Fonds du Canada pour les espaces culturels	16 décembre 2015
26	1129-2015	Autorisation à la Ville de Montréal de conclure avec le gouvernement du Canada une convention de services professionnels relativement au projet de corridor du nouveau pont Champlain pour la période de conception-construction	16 décembre 2015
27	1130-2015	Autorisation à la Ville de Montréal de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'aide aux musées, volet Accord Canada-France	16 décembre 2015
28	1131-2015	Autorisation à la Ville de Rivière-du-Loup de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme de partage des frais pour les lieux historiques nationaux	16 décembre 2015
29	1132-2015	Autorisation à la Ville de Sutton de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Fonds communautaire de commémoration des guerres mondiales	16 décembre 2015
30	0180-2016	Autorisation à la Municipalité de Shannon de conclure un acte d'échange avec le gouvernement du Canada	23 mars 2016
31	0181-2016	Autorisation à la Société écocitoyenne de Montréal de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme de financement communautaire ÉcoAction	23 mars 2016
32	0182-2016	Autorisation à la Ville de Boucherville de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	23 mars 2016
33	0183-2016	Autorisation à la Ville de Lac-Mégantic de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Initiative rétablissement économique Lac-Mégantic	23 mars 2016
34	0184-2016	Autorisation à la Ville de Lac-Mégantic de conclure une entente de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Initiative rétablissement économique Lac-Mégantic	23 mars 2016
35	0185-2016	Autorisation à la Ville de Saint-Jérôme de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	23 mars 2016
36	0221-2016	Autorisation à l'Administration régionale Kativik de conclure avec le gouvernement du Canada l'Entente modifiant l'Entente de financement entre le Canada et l'Administration régionale Kativik dans le cadre de la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones (SFCEA)	30 mars 2016

37	0222-2016	Autorisation à la Municipalité régionale de comté de Roussillon de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'aide aux musées, volet Fonds des expositions itinérantes	30 mars 2016
38	0223-2016	Autorisation à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'aide aux musées	30 mars 2016
39	0224-2016	Autorisation à la Ville de Gatineau de conclure une entente avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Expérience de la Capitale	30 mars 2016
40	0225-2016	Autorisation à la Ville de Longueuil de conclure avec Signature sur le Saint-Laurent Construction S.E.N.C. la Convention relative à la conclusion d'un contrat relatif aux travaux de déviation d'une conduite d'aqueduc et d'une conduite d'égout relevant de la compétence du Conseil d'agglomération dans le cadre du projet de corridor du nouveau pont Champlain	30 mars 2016
41	0226-2016	Autorisation à la Ville de Mirabel de conclure un acte de vente avec le gouvernement du Canada	30 mars 2016
42	0228-2016	Autorisation à l'Administration régionale Kativik de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur n° 2 à l'Accord de contribution dans le cadre du Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques	30 mars 2016
43	0229-2016	Autorisation à Pro-Vert Sud-Ouest de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme de financement communautaire ÉcoAction	30 mars 2016
44	0230-2016	Autorisation à trois municipalités de conclure des ententes de subvention avec le gouvernement du Canada pour financer des travaux de réparation et d'amélioration de phares, dans le cadre du Programme d'aliénation des phares excédentaires	30 mars 2016
45	0231-2016	Autorisation au Conseil des arts de Montréal de conclure une entente de financement avec le gouvernement du Canada dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse	30 mars 2016
46	0232-2016	Autorisations à des municipalités et un organisme municipal de conclure des ententes de contribution remboursable avec le gouvernement du Canada pour réaliser des projets visant à améliorer l'offre et les services de campings municipaux dans le cadre du Programme de développement économique du Québec	30 mars 2016
47	0264-2016	Exclusion de l'application de certains articles de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif d'ententes entre des organismes gouvernementaux, des organismes municipaux, des organismes scolaires et des organismes publics et le gouvernement du Canada dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse et une autorisation aux commissions scolaires de conclure de telles ententes	30 mars 2016

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 33 : LISTE DES ARRÊTÉS MINISTÉRIELS 2015-2016
(article 3.12, L.R.Q., chapitre M-30, Loi sur le ministère du Conseil exécutif)

	Numéro	Titre	Date de signature
1	A2015-036	Autorisation au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal de conclure avec le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec l'Entente de cession de l'Hôpital Sainte-Anne	9 avril 2015
2	A2015-037	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure avec le gouvernement du Canada un accord de contribution dans le cadre du "Programme de contribution des Centres de collaboration nationale en santé publique"	22 avril 2015
3	A2015-038	Autorisation au Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada	22 avril 2015
4	A2015-039	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada	22 avril 2015
5	A2015-040	Autorisation à Hydro-Québec de conclure une entente avec la Commission des champs de bataille nationaux et le Musée national des beaux-arts du Québec pour l'installation d'une nouvelle canalisation dans le cadre de l'agrandissement du Musée national des beaux-arts du Québec	27 mai 2015
6	A2015-041	Autorisation au Musée national des beaux-arts du Québec de conclure une entente avec la Commission des champs de bataille nationaux et Hydro-Québec pour l'installation d'une nouvelle canalisation dans le cadre de l'agrandissement du musée	27 mai 2015
7	A2015-042	Autorisation au Foyer pour femmes autochtones de Montréal de conclure avec le gouvernement du Canada une entente de financement dans le cadre du programme intitulé "Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance - volet itinérance chez les Autochtones"	27 mai 2015
8	A2015-043	Autorisation au Native Women's Shelter of Montreal de conclure avec le gouvernement du Canada un accord de contribution dans le cadre du programme "Services de santé non assurés - intervention de crise en santé mentale"	27 mai 2015
9	A2015-044	Autorisation à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik de conclure avec le gouvernement du Canada un accord de contribution dans le cadre de huit programmes de Santé Canada	27 mai 2015
10	A2015-045	Autorisation au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James de conclure avec le gouvernement du Canada un accord de contribution dans le cadre de huit programmes de Santé Canada	27 mai 2015
11	A2015-046	Autorisation au Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme de promotion de la femme »	17 juin 2015
12	A2015-047	Autorisation à Bibliothèque et Archives nationales du Québec de conclure un protocole d'entente de partenariat avec Bibliothèque et Archives Canada pour le traitement et le transfert de publications numériques d'éditeurs du Québec	29 juin 2015
13	A2015-048	Autorisation à Bibliothèque et Archives nationales du Québec de conclure un protocole d'entente de partenariat avec Bibliothèque et Archives Canada pour l'entretien de programmes informatiques servant au traitement et au transfert de publications numériques	29 juin 2015
14	A2015-049	Autorisation au Conseil des appellations réservées et des termes valorisants de conclure un accord avec le gouvernement du Canada	13 juillet 2015
15	A2015-050	Autorisation à Hydro-Québec de conclure avec le Conseil de la Première Nation des Pekuakamiulnuatsh Takuhikan, l'Entente Mashteuiatsh - Hydro-Québec 2015 relativement à la réalisation du projet de ligne de transport à 735 kV de la Chamouchouane - Bout-de-l'Île et de la ligne de transport à 345 kV du par éolien de la Rivière-du-Moulin	11 août 2015
16	A2015-051	Autorisation à Hydro-Québec de conclure avec le Conseil de la Nation Atikamekw, le Conseil de bande des Atikamekw de Manawan et le Conseil de bande des Atikamekw de Wemotaci, pour Atikamekw Nehirowisiw, l'Entente Hydro-Québec - Atikamekw Nehirowisiw (2015) relativement à la réalisation du projet de ligne de transport à 735 kV partant du poste de la Chamouchouane jusqu'à la boucle métropolitaine.	11 août 2015

17	A2015-052	Autorisation à la Société de protection des forêts contre le feu de conclure avec le gouvernement du Canada une entente concernant la protection des communautés autochtones contre les incendies de forêt sur le territoire de la Baie-James	11 août 2015
18	A2015-053	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure avec le gouvernement du Canada un protocole d'accord relatif à la contribution du Québec, par son réseau SurvUDI, à l'enquête I-Track : "Surveillance améliorée des comportements à risque chez les utilisateurs de drogues par injection au Canada"	11 août 2015
19	A2015-054	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure un protocole d'accord avec le gouvernement du Canada relatif à la révision de la version française d'outils pour évaluer les avantages d'une meilleure qualité de l'air	11 août 2015
20	A2015-055	Autorisation à l'Hôpital Kateri Memorial de conclure avec le gouvernement du Canada un accord de contribution pour la réalisation d'un projet dans le cadre du programme "Infostructure électronique de la santé" de Santé Canada	11 août 2015
21	A2015-056	Autorisation à l'Université du Québec à Chicoutimi de conclure avec le gouvernement du Canada un accord de contribution pour la réalisation d'un projet dans le cadre de deux programmes de Santé Canada	11 août 2015
22	A2015-057	Autorisation à L'Association des personnes handicapées de Bellechasse de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	11 août 2015
23	A2015-058	Autorisation à l'Association de la Rive-Sud pour la déficience intellectuelle de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	11 août 2015
24	A2015-059	Autorisation à Cuisine Amitié de la municipalité régionale de comté des Sources de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	11 août 2015
25	A2015-060	Autorisation au Centre culturel Le Griffon de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	11 août 2015
26	A2015-061	Autorisation à l'organisme Le Foyer St-Antoine de Longueuil de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	11 août 2015
27	A2015-062	Autorisation au Centre communautaire l'Entraide Plus inc. de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	11 août 2015
28	A2015-063	Autorisation à la Villa Mont-Joie inc. de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	11 août 2015
29	A2015-064	Autorisation au Centre communautaire Douglas de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	11 août 2015
30	A2015-065	Autorisation à la Maison aux lilas de l'Anse de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	11 août 2015
31	A2015-066	Autorisation à l'Organisme de bassins versants des rivières Rouge, Petite Nation et Saumon de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Fonds national de conservation des milieux humides"	11 août 2015
32	A2015-067	Autorisation à l'Organisme de bassin versant Matapédia-Restigouche de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Fonds national de conservation des milieux humides"	11 août 2015
33	A2015-068	Autorisation à la Corporation de l'aménagement de la rivière L'Assomption de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril"	11 août 2015
34	A2015-069	Autorisation au Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme intitulé « Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril »	11 août 2015
35	A2015-070	Autorisation au Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du « Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril »	19 août 2015
36	A2015-071	Autorisation à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 1 à l'Accord de contribution dans le cadre de huit programmes de Santé Canada	26 août 2015
37	A2015-072	Autorisation au Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Fonds national de conservation des milieux humides"	26 août 2015
38	A2015-073	Autorisation au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 1 à l'Accord de contribution dans le cadre de huit programmes de Santé Canada	3 septembre 2015

39	A2015-074	Autorisation à l'Université de Montréal de conclure avec le gouvernement du Canada un accord de contribution pour la réalisation d'un projet dans le cadre du programme "Contrôle des maladies transmissibles" de Santé Canada	18 septembre 2015
40	A2015-075	Autorisation à la Corporation de l'aménagement de la rivière L'Assomption de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril".	18 septembre 2015
41	A2015-076	Autorisation à l'organisme EnviroCompétences de conclure une entente de financement avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Fonds pour dommages à l'environnement	24 septembre 2015
42	A2015-077	Autorisation au Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme de financement communautaire "ÉcoAction"	30 septembre 2015
43	A2015-078	Autorisation à l'Organisme de bassins versants Charlevoix-Montmorency de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme de financement communautaire "ÉcoAction"	30 septembre 2015
44	A2015-079	Autorisation à l'Organisme des bassins versants de la Côte-du-Sud de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril"	30 septembre 2015
45	A2015-080	Autorisation à l'Agence de mise en valeur des forêts privées des Appalaches de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril"	30 septembre 2015
46	A2015-081	Autorisation à l'Agence forestière de la Montérégie de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril"	30 septembre 2015
47	A2015-082	Autorisation à l'Agence de mise en valeur des forêts privées des Appalaches de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme de financement communautaire ÉcoAction"	30 septembre 2015
48	A2015-083	Autorisation à l'Agence forestière des Bois-Francs de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Plan national de conservation - Le Fonds national de conservation des milieux humides"	30 septembre 2015
49	A2015-084	Autorisation à la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme de promotion de la femme"	30 septembre 2015
50	A2015-085	Autorisation à l'Université de Montréal de conclure un accord de collaboration avec le gouvernement du Canada relatif à des activités de recherche visant la prévention des maladies zoonotiques	30 septembre 2015
51	A2015-086	Autorisation à l'organisme Service d'aide et de traitement en apprentissage social de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	22 octobre 2015
52	A2015-087	Autorisation au Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	22 octobre 2015
53	A2015-088	Autorisation à l'organisme Action jeunesse de l'Ouest-de-l'île de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada	22 octobre 2015
54	A2015-089	Autorisation au Conseil régional de l'environnement de Lanaudière de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme de financement communautaire "ÉcoAction"	22 octobre 2015
55	A2015-090	Autorisation à la Société québécoise des infrastructures de conclure avec l'Agence métropolitaine de transport et PPP Canada inc. l'Entente de financement relative au Centre d'entretien Pointe-Saint-Charles	29 octobre 2015
56	A2015-091	Autorisation à la Fondation de la faune du Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Fonds national de conservation des milieux humides"	2 novembre 2015
57	A2015-092	Autorisation à la Fondation de la faune du Québec de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme d'intendance de l'habitat des espèces en péril"	2 novembre 2015
58	A2015-093	Autorisation à ConcertAction Femmes Estrie de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme de promotion de la femme"	2 novembre 2015
59	A2015-094	Autorisation à l'Institut national de la recherche scientifique de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme "Fonds communautaire de commémoration des guerres mondiales"	2 novembre 2015

60	A2015-095	Autorisation à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik de conclure avec le gouvernement du Canada le Protocole d'accord relatif à la mobilisation communautaire pour l'infection tuberculeuse latente	6 novembre 2015
61	A2015-096	Autorisation à La Méridienne 1990 de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme de promotion de la femme"	6 novembre 2015
62	A2015-097	Autorisation à l'Agence forestière des Bois-Francs de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme de financement communautaire ÉcoAction"	6 novembre 2015
63	A2015-098	Autorisation au Centre hospitalier de l'Université de Montréal de conclure avec le gouvernement du Canada un accord de contribution pour la réalisation d'un projet d'appui à la gestion de l'hôpital des Gonaïves, en Haïti	13 novembre 2015
64	A2015-099	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure avec le gouvernement du Canada le Protocole d'accord relatif à l'adaptation et à la traduction de documents d'information	20 novembre 2015
65	A2015-100	Autorisation à l'Hôpital Kateri Memorial de conclure avec le gouvernement du Canada un accord de contribution dans le cadre du programme "Infostructure électronique de la santé" de Santé Canada	20 novembre 2015
66	A2015-101	Autorisation à l'organisme Les Habitations Communautaires Saint-Gabriel-de-Valcartier de conclure avec le gouvernement du Canada une entente de subvention dans le cadre du "Fonds pour l'accessibilité"	20 novembre 2015
67	A2015-102	Autorisation au Centre hospitalier universitaire de Québec-Université Laval de conclure avec le gouvernement du Canada une entente de service relative à la Clinique de traitement des traumatismes liés au stress opérationnel de Québec	26 novembre 2015
68	A2015-103	Autorisation à Femmessor Côte-Nord de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme de promotion de la femme"	26 novembre 2015
69	A2015-104	Autorisation à l'Université de Montréal de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 1 à l'Accord de contribution pour la réalisation d'un projet dans le cadre du programme "Contrôle des maladies transmissibles" de Santé Canada	1er décembre 2015
70	A2015-105	Autorisation à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 2 à l'Accord de contribution dans le cadre de huit programmes de Santé Canada	11 décembre 2015
71	A2015-106	Autorisation à l'Université du Québec à Montréal de conclure une entente avec le Musée canadien de l'histoire	11 décembre 2015
72	A2015-107	Autorisation à la Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec de conclure une entente de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Programme de promotion de la femme"	16 décembre 2015
73	A2015-108	Autorisation au Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme de financement communautaire "ÉcoAction"	16 décembre 2015
74	A2016-001	Autorisation au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 2 à l'Accord de contribution dans le cadre de huit programmes de Santé Canada	26 janvier 2016
75	A2016-002	Autorisation à La Maison Communautaire Missinak de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 1 à l'Accord de contribution dans le cadre du "Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques/PAPACUN"	3 février 2016
76	A2016-003	Autorisation à la Fondation OLO de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 1 à l'Accord de contribution dans le cadre du "Programme canadien de nutrition prénatale/PCNP"	3 février 2016
77	A2016-004	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure avec le gouvernement du Canada le Protocole d'accord relatif à l'évaluation et une analyse sommaire d'un projet pilote de système de surveillance nationale des blessures	8 février 2016
78	A2016-005	Autorisation au Native Women's Shelter of Montreal de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur numéro 1 à l'Accord de contribution dans le cadre du programme "Services de santé non assurés - intervention de crise en santé mentale"	16 février 2016
79	A2016-006	Autorisation à l'Institut national de santé publique du Québec de conclure avec le gouvernement du Canada un protocole d'entente de contribution pour le cinquième cycle de l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé	24 février 2016

80	A2016-007	Autorisation au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal de conclure avec le gouvernement du Canada une entente de service relative aux cliniques de traitement des traumatismes liés au stress opérationnel	17 mars 2016
81	A2016-008	Autorisation au Centre intégré universitaire de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal de conclure avec le gouvernement du Canada une entente de service relative au Centre Liaison	17 mars 2016
82	A2016-009	Autorisation au Centre de la petite enfance Premier Pas de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur no.2 à l'Accord de contribution dans le cadre de "Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques (PAPACUN)"	22 mars 2016
83	A2016-010	Autorisation au Centre de la petite enfance Soleil Le Vent de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur no.1 à l'Accord de contribution dans le cadre du "Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques (PAPACUN)"	22 mars 2016
84	A2016-011	Autorisation au Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies de conclure une entente avec le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada visant une collaboration dans le cadre du "Programme de bourses de recherche de 1er cycle en milieu académique"	22 mars 2016
85	A2016-012	Autorisation au Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies de conclure une entente de collaboration avec l'organisme Mitacs inc. dans le cadre du programme de Stages Globalink	22 mars 2016
86	A2016-013	Autorisation au Cégep de l'Outaouais de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du "Fonds communautaire de commémoration des guerres mondiales"	24 mars 2016
87	A2016-014	Autorisation au Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies de conclure une entente avec le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada visant une collaboration dans le cadre du "Programme de bourses de recherche de 1er cycle en milieu industriel"	24 mars 2016

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**QUESTION 33 : LISTE DES DÉCRETS D'EXCLUSION 2015-2016
(article 3.13, L.R.Q., chapitre M-30, Loi sur le ministère du Conseil exécutif)**

	Numéro	Titre	Date de signature
1	447-2015	Exclusion de l'application de certains articles de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif d'ententes conclues entre des organismes gouvernementaux, des organismes municipaux, des organismes scolaires et des organismes publics et le gouvernement fédéral dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse	27 mai 2015
2	477-2015	Exclusion de l'application de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de la catégorie des ententes entre une municipalité et le gouvernement du Canada relativement au versement de sommes pour tenir lieu de taxes foncières pour des immeubles d'un gouvernement étranger ou d'une organisation internationale gouvernementale	10 juin 2015
3	665-2015	Exclusion de l'application de certaines dispositions de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de catégories d'ententes entre des organismes municipaux ou des organismes publics et l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec dans le cadre de certains programmes de développement économique	14 juillet 2015
4	786-2015	Exclusion de l'application de la section II de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif des ententes de contribution entre l'organisme Soutien à la personne handicapée en route vers l'emploi au Québec (SPHÈRE-QUÉBEC) et des organismes publics ou des organismes municipaux	2 septembre 2015
5	853-2015	Exclusion de l'application des articles 3.8 et 3.12 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de catégories d'ententes visées à la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier et à la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune entre le gouvernement du Québec, le Bureau de mise en marché des bois ou un organisme public et une entité autochtone	30 septembre 2015
6	995-2015	Approbation de l'Entente reconduisant l'Entente-cadre Canada-Québec visant la collaboration des ministères de la Justice et le partage des coûts pour la mise en oeuvre de projets communautaires en matière de justice à l'égard des Autochtones et l'exclusion des conventions d'aide financière qui découleront de cette entente de l'application des articles 3.8 et 3.49 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif	11 novembre 2015
7	1088-2015	Exclusion de l'application de l'article 3.12 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif d'une catégorie d'ententes entre Montréal International et l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec dans le cadre du Programme de développement économique du Québec	9 décembre 2015
8	217-2016	Approbation du Protocole d'entente Canada-Québec 2015-2017 concernant la gestion du Secrétariat du Forum des ministres du marché du travail et l'exclusion de l'application du premier alinéa de l'article 3.8 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de la catégorie des protocoles d'ententes relatifs aux groupes de travail du Forum des ministres du marché du travail	23 mars 2016
9	264-2016	Exclusion de l'application de certains articles de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif d'ententes entre des organismes gouvernementaux, des organismes municipaux, des organismes scolaires et des organismes publics et le gouvernement du Canada dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse et une autorisation aux commissions scolaires de conclure de telles ententes	30 mars 2016

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 34 :

**LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE
MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE,
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR
2016-2017.**

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le
Secrétariat du Conseil du trésor.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 35 :

L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 36 :

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS 2016-2017.

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 37 :

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2015-2016, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 ET 2017-2018, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 38 :

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

Réponse : Aucune prime ni boni n'ont été versés, en 2015-2016, aux administrateurs d'État ou au personnel d'encadrement.

Seul un montant de 12 408,18 \$ a été versé au cours de cette période à quatre professionnels et une secrétaire en guise de bonis pour rendement exceptionnel, en conformité avec les directives.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 39 :

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

Réponse : Un montant de 140 117 \$ a été versé comme allocation de transition en 2015-2016.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 40 :

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC. FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 41 :

POUR 2015-2016, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE? POUR CHAQUE PERSONNE :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse : Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 42 :

POUR 2015-2016, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS? POUR CHAQUE PERSONNE ;

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés;
- c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 43 :

**LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS
PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI
QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.**

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 44 :

POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 45 :

COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2016-2017. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2015-2016, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2016-2017, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 46 :

**LISTE DES SITUATIONS EN 2014-2015 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE
PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE
BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015.**

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le
Secrétariat du Conseil du trésor.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 47 :

INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 48 :

**NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD À
EN 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.**

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par la
Société du Plan Nord pour tous les ministères et
organismes pour l'année 2015-2016 seulement.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 49 :

**VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD
POUR 2015-2016 ET PRÉVISION POUR 2016-2017.**

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 50 :

**NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE
MARITIME POUR 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.**

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 51 :

**VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA
STRATÉGIE MARITIME POUR 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-
2017.**

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le
Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la
stratégie maritime) pour tous les ministères et
organismes.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 52 :

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE
PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.**

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 53 :

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE
PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES
NATURELLES.**

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par le
ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour
tous les ministères et organismes.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 54 :

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE
PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.**

Réponse : La réponse à cette question sera transmise par la
Société du Plan Nord pour tous les ministères et
organismes.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 55 :

PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT GLOBAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2015-2016 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS SANS ÊTRE AUTORISÉS DIRECTEMENT PAR LES SOUS-MINISTRES OU LES DIRIGEANTS D'ORGANISME, MAIS PLUTÔT À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché (e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou d'un autre moyen de communication.

Réponse : Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 56 :

CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) ET CE, POUR 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques;

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 57 :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- a) la masse salariale;
- b) les indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Réponse : a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 58 :

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

Réponse : Voir les réponses aux sous-questions c) et f) de la question 15 des renseignements généraux.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 59 :

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 60 :

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES
ACTIONS RÉALISÉES OU AMORCÉES EN 2015-2016 EN VUE
D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE
GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.**

Réponse : L'information sera présentée au rapport annuel 2015-
2016 du ministère du Conseil exécutif.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 61 :

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2014-2015 ET 2015-2016 EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Réponse : Cette question est non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTION 62 :

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Réponse : La cotisation 2016 au Barreau du Québec sera versée en 2016-2017 pour six avocats à l'emploi du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**

***RÉPONSES AUX QUESTIONS PARTICULIÈRES
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE***

AVRIL 2016

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

1. Indiquer la somme dépensée en 2015-2016 (et les prévisions pour 2016-2017) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2. Pour tous tes programmes du ministère, donner te détail des crédits existant en 2015- 2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.
3. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.
4. Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2016-2017 et la liste des dépenses abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).
5. Liste de l'ensemble des ententes (et leur nature) signées depuis le 23 avril 2014 entre le Québec et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes.
6. Liste des rencontres ou des conférences intergouvernementales canadiennes auxquelles le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC) ou tes représentants du gouvernement du Québec ont participé depuis le 1er avril 2013 (dates, lieux, sujets, résultats, noms des participants) et le coût de la participation de la délégation québécoise.
7. Crédits affectés au Conseil de la fédération en 2015-2016, ainsi que pour les cinq années précédentes. Fournir les prévisions pour 2016-2017.
8. Liste détaillée des revendications financières particulières du gouvernement du Québec envers le gouvernement fédéral et leur état d'avancement.
9. Dans le cadre du Programme de soutien à la recherche en matière d'affaires intergouvernementales et d'identité québécoise : crédits dépensés au programme en 2015-2016, incluant les coûts administratifs, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. Fournir la liste des projets financés en 2015-2016, le montant accordé par projet, la description des projets subventionnés et le nombre de demandes reçues.
10. Dans le cadre du Programme d'appui à la francophonie canadienne : crédits accordés au programme en 2015-2016, incluant les coûts administratifs, et le nombre d'ETC affectés à la gestion du programme, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. Fournir la liste des projets financés lors de la dernière année budgétaire, le montant accordé par projet, la description des projets subventionnés et le nombre de demandes reçues.

11. Concernant le Programme de coopération intergouvernementale : crédits accordés au programme lors de la dernière année financière, incluant les coûts administratifs, les prévisions pour 2016-2017, la liste des projets financés en 2015-2016, le montant accordé par projet, la description des projets subventionnés et le nombre de demandes reçues.
12. Crédits accordés au Centre de la Francophonie des Amériques en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.
13. Copie de toute la correspondance échangée entre le cabinet du ministre responsable, incluant le ministre, et le gouvernement fédéral depuis le 23 avril 2014.
14. Liste des rencontres (en personne ou téléphoniques) du ministre avec des représentants du gouvernement fédéral.
15. Demandes adressées au gouvernement fédéral en vertu de l'entente sur le partage des coûts à la suite du désastre à Lac-Mégantic.
16. Sommes reçues du gouvernement fédéral en vertu de l'entente sur le partage des coûts à la suite du désastre à Lac-Mégantic.
17. Total des sommes reçues par le gouvernement du Québec en provenance du gouvernement fédéral. Fournir une ventilation par programme.
18. Sommes allouées à chacun des bureaux et antennes du Québec dans les autres provinces et territoires.
19. Sommaire des économies réalisées grâce à la fermeture du Bureau du Québec à Ottawa
20. Sommaire des économies réalisées grâce à la fermeture de l'antenne du Québec à Vancouver.
21. Liste des démarches entreprises auprès du gouvernement fédéral liées à l'entreprise Bombardier ou à l'une de ses filiales.
22. Copie de toute correspondance avec le gouvernement fédéral liée à l'entreprise Bombardier ou à l'une de ses filiales.
23. Liste des démarches entreprises auprès du gouvernement fédéral liées aux frontières du Québec.
24. Copie de toute correspondance avec le gouvernement fédéral liée aux frontières du Québec.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 1 :

INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2015-2016 (ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 2 :

**POUR TOUS LES PROGRAMMES DU MINISTÈRE, DONNER LE DÉTAIL
DES CRÉDITS EXISTANT EN 2015-2016 QUI N'ONT PAS ÉTÉ
RECONDUITS EN 2016-2017, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI
ONT ÉTÉ ABOLIS.**

Réponse : Les données sont disponibles au Budget des dépenses.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 3 :

**PAR PROGRAMME, DONNER LE NIVEAU DES CRÉDITS DEMANDÉS AU
CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2016-2017.**

**Réponse : Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude
des crédits.**

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 4 :

FOURNIR LA LISTE DES NOUVELLES DÉPENSES EN 2016-2017 ET LA LISTE DES DÉPENSES ABOLIES EN CONSÉQUENCE (APPLICATION DU CRAN D'ARRÊT).

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 5 :

**LISTE DE L'ENSEMBLE DES ENTENTES, ET LEUR NATURE, SIGNÉES
DEPUIS LE 23 AVRIL 2014 ENTRE LE QUÉBEC ET LE
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES
CANADIENNES.**

Réponse : Voir document joint.

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

QUESTION 5 : LISTE DES ENTENTES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES SIGNÉES EN 2015-2016

	Numéro	Titre	Date de signature
1	2015-028	Entente de cession de l'Hôpital Sainte-Anne entre le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	16 avril 2015
2	2015-030	Entente sur l'échange de renseignements concernant le Réseau canadien de surveillance zoonositaire entre l'Agence canadienne d'inspection des aliments et le gouvernement du Québec	29 avril 2015
3	2015-031	Entente de collaboration sur la rédaction du contenu et de partage des droits d'auteur concernant l'ouvrage intitulé Guide des insectes des arbres et arbustes du Québec	24 avril 2015
4	2015-032	Entente sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relativement au remboursement des coûts associés aux mesures d'intervention et de rétablissement prises en raison des inondations survenues au printemps 2014 sur le territoire de la Première Nation d'Attawapiskat, en Ontario	24 avril 2015
5	2015-033	Déclaration d'intention relative à la coopération sur les mécanismes de marché entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Québec	13 avril 2015
6	2015-034	Entente relative à l'édition du chapitre I bâtiment du code de construction du Québec	28 avril 2015
7	2015-035	Entente portant sur la participation du Conseil de la Nation huronne-wendat aux travaux de la phase 2 de la traversée d'agglomération - Réaménagement sur la route 367, de l'intersection de la rue Désiré-Juneau jusqu'à celle de la rue Edward-Assh, dans la municipalité de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	12 mai 2015
8	2015-036	Nouveau Fonds chantiers Canada - Entente Canada-Québec concernant le Fonds pour les petites collectivités	22 mai 2015
9	2015-037	Protocole d'entente sur les aspects fiscaux de l'Accord Canada-Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent	3 juin 2015
10	2015-038	Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec concernant la construction du pont de l'autoroute 15 au-dessus du Canal de Lachine et la construction du tronçon routier du boulevard Angrignon dans le cadre du Projet Turcot	29 mai 2015
11	2015-039	Contrat de gestion et d'entretien entre le gouvernement du Québec et le Conseil des Innus d'Unamen Shipu pour la gestion de l'aéroport de La Romaine, l'entretien ménager de l'aérogare et l'entretien été et hiver de l'aéroport et l'entretien été et hiver de la route de l'aéroport et du chemin du Quai de La Romaine	15 mai 2015
12	2015-040	Entente concernant la mise en oeuvre de la convention de la Baie-James et du Nord québécois en matière de logement au Nunavik	10 juillet 2015
13	2015-041	Fonds Chantiers Canada - Volet Grands Projets - Modification no.1 de l'Entente Canada-Québec concernant le projet de construction d'un amphithéâtre par la Ville de Trois-Rivières	27 mai 2015
14	2015-042	Modification n° 3 de l'Entente Canada-Québec relative aux volets Collectivités et Grandes Villes du Fonds Chantiers Canada	13 juillet 2015
15	2015-043	Entente Canada-Québec de coopération concernant l'inventaire forestier national	17 juin 2015
16	2015-044	Entente pour résoudre le différend forestier Baril-Moses entre la Nation Crie d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec	13 juillet 2015
17	2015-045	Lettre d'entente entre le Bureau du surintendant des institutions financières et l'Autorité des marchés financiers	28 juillet 2015
18	2015-046	Protocole d'entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario concernant la poursuite de la collaboration et les possibilités d'entente de commerce d'électricité entre l'Ontario et le Québec en appui à la réduction des gaz à effet de serre pendant la remise à neuf des installations nucléaires de l'Ontario	11 septembre 2015
19	2015-047	Protocole d'entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario concernant les actions concertées sur les changements climatiques et les mécanismes de marché	11 septembre 2015
20	2015-048	Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario - Protocole de modification de septembre 2015 entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario	11 septembre 2015
21	2015-049	Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté d'Akwesasne pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2018	26 août 2015

22	2015-050	Fonds Chantiers Canada - Volet Grands Projets -Entente Canada-Québec concernant le projet de mise aux normes de l'eau potable de la ville de Shawinigan	25 août 2015
23	2015-051	Entente sur la gestion et l'exploitation de quatre centres régionaux d'éducation des adultes	20 août 2015
24	2015-052	Entente sur la prestation des services policiers dans le village Naskapi de Kawawachikamach pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2018	8 septembre 2015
25	2015-053	Protocole provincial-territorial sur la mobilité des apprentis	16 juillet 2015
26	2015-054	Accord 2015-2016 de partage des coûts relatifs à la mise en oeuvre de l'entente de collaboration pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec (Parcs Canada et MDDELCC)	3 août 2015
27	2015-055	Entente Canada-Québec 2014-2018 sur le marché du travail visant les personnes handicapées	21 juillet 2015
28	2015-056	Leadership climatique mondial - Protocole d'accord (MOU)	8 juillet 2015
29	2015-057	Entente complémentaire 2015-2016 - 2017-2018 à l'Entente Canada-Québec relative au Financement de base - Plan Chantiers Canada 2007-2008 - 2014-2015	17 septembre 2015
30	2015-058	Entente relative à la communication de renseignements personnels sur les personnes incarcérées dans un établissement fédéral à vocation de détention au Canada ou tenues de loger dans une maison de transition pour l'administration des prestations d'aide financière de dernier recours au Québec	16 septembre 2015
31	2015-059	Accord concernant l'accès à certains renseignements confidentiels tirés du système de comptabilité nationale entre Statistique Canada et le ministère des Finances du Québec	19 octobre 2015
32	2015-060	Modification no.3 de l'annexe A de l'Entente de service Québec-ICIS 2014-2018	5 octobre 2015
33	2015-061	Modification no.1 à l'Accord Canada-Québec relatif à des services téléphoniques et en ligne concernant l'aide au renoncement tabagique	29 octobre 2015
34	2015-062	Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario concernant la protection des forêts et la gestion des perturbations naturelles	22 octobre 2015
35	2015-063	Protocole d'entente entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Manitoba et le gouvernement de l'Ontario concernant les actions concertées sur les changements climatiques et les mécanismes de marché	7 décembre 2015
36	2015-064	Accord de contribution relatif à l'appel d'offres concernant le développement de protocoles de crédits compensatoires entre le gouvernement du Québec et sa majesté la Reine du chef de l'Ontario	12 novembre 2015
37	2015-065	Entente de contribution entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour le déploiement de l'outil de gestion des risques agrométéo au Québec	11 décembre 2015
38	2015-066	Accord 2015-2016 de partage des coûts relatifs à la mise en oeuvre de l'Entente de collaboration pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec (Parcs Canada et MFFP)	9 décembre 2015
39	2015-067	Accord de partage des coûts relatifs à la mise en oeuvre de l'Entente de collaboration pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec 2015-2016 (Pêches et Océans et MFFP)	9 décembre 2015
40	2015-068	Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté d'Opitciwan pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016	10 décembre 2015
41	2015-069	Accord provincial/territorial sur la mobilité des apprentis	22 décembre 2015
42	2015-070	Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario concernant la promotion du développement durable du territoire public et des ressources naturelles	21 octobre 2015
43	2015-071	Accord modificateur no.1 à l'Accord de contribution Canada-Québec dans le cadre du Programme de soutien au financement du traitement de la toxicomanie pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016	22 décembre 2015
44	2016-001	Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada en matière de francophonie	18 janvier 2016
45	2016-002	Déclaration portant sur la francophonie canadienne	18 janvier 2016
46	2016-003	Entente concernant la réalisation du programme d'étude des effets des précipitations acides sur les écosystèmes forestiers entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec	29 janvier 2016
47	2016-004	Protocole d'entente concernant la coopération dans le domaine des arts, de la culture et du patrimoine pour l'exercice financier 2015-2016	4 février 2016
48	2016-005	Entente Canada-Québec de partage de données relatives à l'étude populationnelle déterminant l'exposition des canadiens à des aliments pouvant transmettre des infections d'origine alimentaire sur une période de sept jours	28 janvier 2016
49	2016-006	Entente modificatrice concernant l'aide juridique en matière criminelle pour les personnes et les adolescents admissibles, l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés, ainsi que les avocats désignés dans les poursuites fédérales	27 janvier 2016
50	2016-007	Fonds PPP Canada - Entente de financement relative au Centre d'entretien Pointe-Saint-Charles	9 février 2016

51	2016-008	Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Mashteuiatsh pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016	22 février 2016
52	2016-009	Entente de financement des coûts des analyses biologiques	31 mars 2016
53	2016-010	Entente Canada-Québec relative au financement du projet "Encourager la dénonciation des infractions et la participation des victimes et des témoins au processus de justice pénale" pour l'exercice financier 2015-2016	31 mars 2016
54	2016-011	Accord modificateur no.2 à l'Accord de contribution Canada-Québec portant sur le projet "Surveillance des événements indésirables liés aux transfusions au Québec"	31 mars 2016
55	2016-012	Accord modificateur no.2 à l'Accord de contribution Canada-Québec portant sur le projet "Surveillance des événements indésirables liés aux transplantations au Québec"	31 mars 2016
56	2016-013	Protocole d'entente Canada-Québec 2015-2017 concernant la gestion du Secrétariat du Forum des ministres du marché du travail	31 mars 2016
57	2016-014	Entente Canada-Québec relative au financement des mesures québécoises de justice familiale pour les exercices financiers 2015-2016 et 2016-2017	31 mars 2016
58	2016-015	Entente de financement relative au projet «Programme de perfectionnement en langue anglaise pour les juges sous la juridiction du Conseil de la magistrature du Québec (2015-2018)»	31 mars 2016
59	2016-016	Entente par échange de lettres relative au renouvellement du Troisième Protocole d'entente Canada-Québec concernant la mise en oeuvre du programme Nouveaux Horizons pour les aînés (PNHA)	31 mars 2016
60	2016-017	Modification de l'Annexe A de l'Accord Canada-Québec de réciprocité fiscale	22 mars 2016
61	2016-018	Entente reconduisant l'Entente-cadre Canada-Québec visant la collaboration des ministères de la Justice et le partage des coûts pour la mise en oeuvre de projets communautaires en matière de justice à l'égard des Autochtones	18 mars 2016
62	2016-019	Avenant à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Mashteuiatsh pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016	30 mars 2016

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 6 :

LISTE DES RENCONTRES OU CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES AUXQUELLES LE SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES (SAIC) OU LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ONT PARTICIPÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2013 (DATES, LIEUX, SUJETS, RÉSULTATS ET NOMS DES PARTICIPANTS) ET LE COÛT DE LA PARTICIPATION DE LA DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE.

Réponse : La liste de toutes les conférences intergouvernementales canadiennes depuis 2004 est disponible sur le site internet du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes à l'adresse suivante :

**[www.saic.gouv.qc.ca/conferences_intergouvernementales/
conferences_intergouvernementales.htm](http://www.saic.gouv.qc.ca/conferences_intergouvernementales/conferences_intergouvernementales.htm)**

Le cas échéant, les communiqués portant sur ces rencontres y sont présentés.

D'autres éléments de la réponse sont inclus dans la réponse à la question générale numéro 1.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 7 :

CRÉDITS AFFECTÉS AU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION EN 2015-2016, AINSI QUE POUR LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

Réponse : La contribution annuelle des provinces et des territoires au Conseil de la fédération est fixée à 0,035 \$ par habitant, à moins qu'il en soit décidé autrement.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 8 :

**LISTE DÉTAILLÉE DES REVENDEICATIONS FINANCIÈRES
PARTICULIÈRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ENVERS LE
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LEUR ÉTAT D'AVANCEMENT.**

Réponse :

Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) : Le 3 mars 2011, la Cour suprême du Canada statuait que le gouvernement fédéral n'avait pas d'obligation de compenser le gouvernement du Québec pour les dépenses qu'il réclamait dans le cadre du RAPC, mettant ainsi un terme à ce dossier de réclamation.

Le 3 juin 2014, le gouvernement du Canada a inscrit devant la Cour fédérale une déclaration visant à ce que le gouvernement du Québec soit condamné à lui rembourser une somme de 174 M\$, versée par anticipation dans le cadre du RAPC, pour des services offerts aux personnes handicapées adultes vivant en ressources résidentielles à assistance continue, ainsi que les intérêts sur cette somme à compter de la signification de la déclaration.

Malgré l'inscription d'une procédure judiciaire, le gouvernement fédéral a exprimé à quelques reprises son ouverture à entamer des discussions pour en arriver à un règlement négocié, proposition à laquelle le ministère de la Justice du Québec (MJQ) s'est montré ouvert. L'instance en Cour fédérale a donc été suspendue à la demande du MJQ.

Cette suspension des procédures judiciaires a été maintenue jusqu'à nouvel ordre par la Cour fédérale le 9 décembre 2015 afin de permettre aux parties de poursuivre leurs négociations dans le but de trouver une solution non judiciaire au litige qui les oppose.

Le MJQ a reçu un rapport d'expertise de la part du gouvernement fédéral détaillant les coûts des services offerts à ces personnes handicapées, lequel fait actuellement l'objet d'une analyse.

Crise du verglas : Le Québec a fait plusieurs représentations auprès du gouvernement fédéral afin d'obtenir une compensation financière de 400 M\$ en vertu des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC) pour les dommages et préjudices subis par Hydro-Québec lors de la crise du verglas de janvier 1998. Le gouvernement fédéral refuse de dédommager le Québec, considérant que les dépenses de cette société d'État ne sont pas admissibles à une compensation fédérale en vertu des AAFCC.

En outre, le gouvernement fédéral refuse de reconnaître des réclamations financières totalisant 63 M\$ pour des dépenses encourues par le ministère de la Santé et des Services sociaux, sous prétexte qu'elles ne sont pas assorties des factures « originales ».

Crise de Kanesatake : Depuis 2004, le Québec demande sans succès que le gouvernement fédéral assume sa juste part des coûts liés à l'utilisation de la Sûreté du Québec (SQ) à la suite d'une vaste opération policière visant le crime organisé sur le territoire de Kanesatake en janvier 2004.

En juin 2004, le sous-ministre québécois de la Sécurité publique écrivait au gouvernement fédéral afin de réclamer un partage des coûts (305 000 \$) liés à l'intervention de la SQ lors de la crise. En juillet 2004, ce dernier répondait vouloir que tant les coûts encourus par la SQ (305 000 \$) que ceux encourus par la Gendarmerie royale du Canada (900 000 \$) soient partagés. Cette proposition n'était pas acceptable pour le Québec, puisqu'il n'a jamais avalisé la décision fédérale de financer l'opération policière du grand chef James Gabriel.

Le Québec estime que le gouvernement fédéral aurait dû lui rembourser plus de 26 M\$ pour la desserte policière assurée par la SQ depuis les événements survenus à Kanesatake. Le Québec a demandé à plusieurs reprises, notamment par l'entremise du Forum fédéral-provincial-territorial des ministres et sous-ministres de la justice, que le gouvernement fédéral assume sa juste part des coûts (52 % des coûts liés à la prestation de services policiers dans les communautés autochtones), et ce, conformément à son Programme des services de police des Premières Nations (PSPPN). Jusqu'à maintenant, le gouvernement fédéral a refusé de donner suite à la demande du Québec.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 9 :

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA RECHERCHE EN MATIÈRE D'AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES ET D'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE, CRÉDITS DÉPENSÉS AU PROGRAMME EN 2015-2016, INCLUANT LES COÛTS ADMINISTRATIFS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017. FOURNIR LA LISTE DES PROJETS FINANCÉS EN 2015-2016, LE MONTANT ACCORDÉ PAR PROJET, LA DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNÉS, ET LE NOMBRE DE DEMANDES REÇUES.

Réponse :

Bilan 2015-2016

Crédits dépensés : 123,0 k\$

Coûts administratifs : assumés à même le budget de fonctionnement et de rémunération du SAIC.

Demandes reçues : 17

Projets financés : voir document joint

Prévisions 2016-2017

Crédits accordés : 350 k\$

Coûts administratifs : assumés à même le budget de fonctionnement et de rémunération du SAIC.

Identificateur du demandeur et du projet			Montant alloué	Sommaire
Nom	Organisme	Projet		
Mireille Paquet	Université Concordia	Les provinces et la fédéralisation de l'immigration au Canada : 1990-2010	4 800,00 \$	Le projet vise la publication d'un ouvrage sur les provinces et la gouvernance de l'immigration au Canada depuis les années 1990. L'ouvrage sera publié aux Presses de l'Université de Montréal. Cet ouvrage apportera une contribution originale à l'étude des relations intergouvernementales au Canada, tout en mettant de l'avant des éléments qui feront avancer les recherches liées au fédéralisme comparé.
Alain-G. Gagnon	UQAM	Colloque annuel de l' <i>International Association of Centers for Federal Studies (IACFS) : Revisiting Unity and Diversity in Federal Countries. Changing Concepts, Reform Proposals and New Institutional Realities</i>	10 000,00 \$	Le projet de la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes (CREQC) visait à accueillir la conférence annuelle de l' <i>International Association of Centers for Federal Studies (IACFS)</i> du 1 ^{er} au 3 octobre 2015 à Montréal. L'événement a réuni plus d'une quarantaine de délégués en provenance des différents centres de recherche sur le fédéralisme affiliés à l'IACFS. Il a porté sur l'évolution des concepts d'unité et de diversité dans les systèmes fédéraux et exploré en quoi cette évolution a débouché sur de nouveaux angles d'analyse, des propositions de réformes institutionnelles et constitutionnelles et, dans certains cas, a ouvert la voie à l'établissement de nouvelles pratiques institutionnelles.
Daniel Salée	Société québécoise de science politique (SQSP)	Congrès annuel de la SQSP 2015 - Sécurité et politique : visions, enjeux, tensions	3 434,00 \$	Le projet visait l'organisation du congrès annuel de la Société québécoise de science politique (SQSP) à Montréal, à l'Université Concordia, du 20 au 22 mai 2015, portant sur la sécurité. Plusieurs ateliers ont porté sur des enjeux-clés touchant le Québec et le monde à l'heure actuelle : la sécurité, les changements climatiques, l'environnement, la langue, l'économie, dix ans de politique internationale québécoise.
Michèle Rioux	UQAM	Politiques culturelles et numériques au Québec et au Canada dans un contexte de transformations des industries culturelles : entre convergence et conflit	51 407,00 \$	Le projet de recherche vise l'analyse de la cohérence des politiques publiques intergouvernementales au Québec et au Canada dans le domaine de la culture et du numérique afin de faire ressortir les points de convergence et les contradictions des différentes politiques, stratégies et réformes menées ou en cours dans ces domaines. Le projet permet d'examiner comment le cadre législatif et la politique fédérale en matière de numérique, de radiodiffusion et de droit d'auteur ainsi que les récentes mesures prises dans ce cadre au Canada affectent ou pourraient affecter le développement des industries québécoises.
Ian Shapiro	Yale University	Does Québec Need a Written Constitution?	5 000,00 \$	Le projet visait l'organisation d'une conférence, qui a lieu en mars 2016 à l'Université Yale, afin d'explorer la pertinence pour le Québec de se doter d'une constitution écrite. Cette conférence a permis de comparer le contexte Québec/Canada avec le contexte américain et ainsi favoriser de nouvelles collaborations institutionnelles et professionnelles entre les participants de cette conférence.

Identificateur du demandeur et du projet			Montant alloué	Sommaire
Nom	Organisme	Projet		
Jérôme Melançon	Université de l'Alberta	Fédéralisme, démocratie et existence politique: une comparaison de l'Alberta et du Québec	16 986,00 \$	Le projet porte sur le fédéralisme tel qu'il est vécu au Québec et en Alberta et ce, à partir d'une approche théorique et comparative. Le projet s'inscrit dans la continuité du projet précédemment financé par le PSRAIIQ en 2011 : « La philosophie francophone au Québec et au Canada anglais : explorations et regards croisés ». Il vise à comprendre la manière dont le fédéralisme affecte la vie citoyenne, à dégager les conceptions de la démocratie qui sous-tendent le fédéralisme et à établir la nature des liens entre le fédéralisme et la démocratie. Le projet permet ainsi de comparer les pensées politiques albertaines et québécoises à propos du fédéralisme et, plus généralement, de développer une méthode et des outils pour amener des étudiants albertains à comparer leur situation politique à celle du Québec.
François Rocher Linda Cardinal	Université d'Ottawa	La diffusion des connaissances en français en science politique au Canada et au Québec	15 586,80 \$	Le projet porte sur la diffusion des connaissances en français en science politique, en particulier sur l'apport des chercheurs francophones à la poursuite d'une tradition de recherche en français au Canada et au Québec. La première partie de la recherche consiste en un sondage en ligne auprès des politologues francophones du Canada qui sera suivie par des entretiens semi-directifs avec cinq politologues de l'échantillon pour chacun des sous-domaines suivants soit : politique canadienne et québécoise, relations internationales, politique comparée, pensée et philosophie politique et administration publique (25 entrevues au total). La deuxième partie se penche sur les publications en français des politologues québécois de la <i>Revue canadienne de science politique</i> depuis les 50 dernières années.
Benjamin L. Berger	Osgoode Hall Law School	Osgoode Hall Law School 19 th Annual Constitutional Cases Conference	3 966,00 \$	Le projet vise à organiser la 19 ^e conférence « Annual Constitutional Cases » de l'Osgoode Hall Law School qui aura lieu à Toronto le 8 avril 2016. La conférence s'adresse principalement aux avocats travaillant au gouvernement et en pratique privée dans le domaine constitutionnel, aux étudiants et aux professeurs de droit constitutionnel. Cette conférence annuelle porte sur l'impact constitutionnel des décisions de la Cour suprême du Canada. Cette année, le conférencier invité est l'honorable Richard Wagner, juge à la Cour suprême du Canada.
François Roch	Société québécoise de droit international	Numéro hors-série 2016 : Les 50 ans de la doctrine Gérin-Lajoie de la <i>Revue québécoise de droit international</i>	2 520,00 \$	Ce projet vise la publication des actes du colloque soulignant les 50 ans de la doctrine Gérin-Lajoie qui s'est tenu en 2015 et pour lequel le SAIC a versé un soutien financier de 2 332 \$. La diffusion du numéro thématique de la <i>Revue québécoise de droit international</i> est prévue en avril 2016 et la communauté universitaire, les membres de la fonction publique et le public en général seront conviés au lancement.
Thierry Giasson	Société québécoise de science politique (SQSP)	Congrès annuel de la SQSP 2016 - Voix/Voies politiques : citoyenneté, représentation et transformation	1 292,00 \$	Le projet vise l'organisation et la tenue du Congrès annuel 2016 de la Société québécoise de science politique (SQSP) ayant pour thème « Voix/Voies politiques, citoyenneté, représentation et transformation », qui se tiendra en mai 2016 à l'Université Laval. Le congrès se déroulera pendant trois jours et accueillera plusieurs conférenciers de pays de la Francophonie. L'ensemble des participants se retrouveront dans quinze ateliers et sept tables rondes portant sur des sujets comme la participation politique et la citoyenneté autochtone, le pluralisme et le multiculturalisme, le rôle des institutions parlementaires en démocratie, le Partenariat transpacifique, etc.

Identificateur du demandeur et du projet			Montant alloué	Sommaire
Nom	Organisme	Projet		
Stéphane Roussel & David Morin	ENAP & Université de Sherbrooke	École d'été sur la sécurité transfrontalière	8 004,00 \$	Le projet vise la tenue d'une école d'été portant sur la sécurité transfrontalière, du 30 mai au 4 juin 2016 à Montréal, dans le cadre des activités du réseau international de recherche <i>Borders in Globalization</i> . Cette école d'été réunira une quarantaine d'étudiants de cycles supérieurs en provenance de plusieurs universités et des chercheurs de renommée du Québec, du Canada et des États-Unis. Le but de cette école d'été est de renforcer les liens et les collaborations entre praticiens et universitaires, d'analyser les enjeux et les perspectives en matière de sécurité transfrontalière et d'intégrer une réflexion pratique sur la gouvernance et les dynamiques de coopération dans le contexte du fédéralisme canadien et américain.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENT PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 10 :

DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'APPUI À LA FRANCOPHONIE CANADIENNE : CRÉDITS ACCORDÉS AU PROGRAMME EN 2015-2016, INCLUANT LES COÛTS ADMINISTRATIFS, ET LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS À LA GESTION DU PROGRAMME, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017. FOURNIR LA LISTE DES PROJETS FINANCÉS LORS DE LA DERNIÈRE ANNÉE BUDGÉTAIRE, LE MONTANT ACCORDÉ PAR PROJET, LA DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNÉS ET LE NOMBRE DE DEMANDES REÇUES.

Réponse :

PROGRAMME D'APPUI À LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

Exercice 2015-2016

Nombre de projets reçus	181
Nombre de projets acceptés	121
Crédits 2015-2016	1 298 800 \$
Aide accordée	998 800 \$

Prévisions 2016-2017

Montant :	1 233 500 \$
------------------	---------------------

Les coûts administratifs représentent le salaire de deux ETC qui gèrent le programme.

Question 10 - Programme d'appui à la francophonie canadienne

Liste des projets subventionnés en 2015-2016

Nombre de projets :

121

Aide financière totale accordée :

998 800 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2195	11 auteurs de 5 communautés franco-canadiennes au 14e Festival du Jamais Lu	Collaboration avec l'Association des théâtres francophones du Canada, qui a pour but d'accueillir onze artistes de cinq communautés francophones au 14e Festival du Jamais Lu de Montréal. Ce festival, établi depuis plusieurs années, permet aux jeunes dramaturges de se faire connaître et d'acquérir des connaissances, grâce à une classe de maître.	Festival du Jamais Lu	12 000,00 \$	6 000,00 \$
PAF-2225	24e édition de Cinémental - Festival des films francophones du Manitoba	Ce projet vise la tenue du 24e festival Cinémental – Festival des films francophones du Manitoba. Cet événement a pour objectif la diffusion et la promotion des productions cinématographiques francophones et québécoises auprès de son auditoire francophone et francophile manitobain. De plus, outre le festival, Cinémental comporte deux autres volets, soit une programmation scolaire et universitaire ainsi que des activités de sensibilisation au cinéma auprès des jeunes.	Cinémental inc.	7 200,00 \$	7 000,00 \$
PAF-2294	400 ans d'immigration francophone au Québec, en Ontario et de par le monde: défis et opportunités	L'École des affaires publiques et internationales de Glendon présentera un colloque, dans le cadre du 400e anniversaire de présence française en Ontario, en partenariat avec l'Université Laval. Ce colloque aura pour sujet l'immigration francophone ainsi que la francophonie canadienne et internationale. Près de deux cents personnes y sont attendues, notamment des spécialistes universitaires, des élus, des fonctionnaires et des représentants d'organismes.	Collège universitaire Glendon	17 750,00 \$	5 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2289	4e édition de l'Université d'été sur la francophonie des Amériques - École d'été, Formation universitaire intensive de 45 heures conduisant à l'obtention de 3 crédits	Ce projet vise la tenue de la 4e saison de L'Université d'été sur la francophonie des Amériques. Elle consiste en une formation universitaire intensive d'une semaine, où les séances sont présentées par des spécialistes venant des quatre coins des Amériques, qui traitent de la francophonie canadienne dans une perspective comparative. Cette formation vise à stimuler la recherche et à sensibiliser les jeunes Canadiens aux enjeux actuels touchant la francophonie canadienne. Cette année, l'Université d'été se déroule du 13 au 19 juin 2015, à l'Université d'Ottawa, et aura pour thème L'économie des échanges : espace de rencontre et de développement.	Université d'Ottawa - Cabinet du vice-recteur aux études	25 000,00 \$	15 000,00 \$
PAF-2241	50e édition du Salon du livre de Rimouski	Ce projet consiste à recevoir, à l'occasion du 50e Salon du livre de Rimouski, deux auteurs franco-ontariens qui seront jumelés à deux auteurs de la région, soit un auteur jeunesse et un romancier. Les objectifs poursuivis sont la création d'un pont entre des auteurs francophones de l'extérieur du Québec et des auteurs québécois vivant dans une région éloignée.	Salon du livre de Rimouski	2 020,00 \$	2 000,00 \$
PAF-2189	Acadie Rock 2015	Ce festival est destiné à souligner et à reconnaître la diversité et le dynamisme culturels des communautés acadiennes de l'Atlantique. Il s'agit du plus important rendez-vous culturel francophone du sud du Nouveau-Brunswick. Pour sa quatrième édition, le Festival revient avec sa formule de deux grands spectacles extérieurs dans lesquels des artistes acadiens se jumèleront à des artistes du Québec, de la Louisiane et de l'Amérique du Sud. Grâce au partenariat établi avec l'organisme Au Vieux Treuil, des prestations de Bernard Adamus et des Cowboys fringants sont prévues cette année.	Centre culturel Aberdeen	19 320,00 \$	5 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2258	Accueil: Le long voyage de Pierre-Guy B.	Ce projet vise à présenter une coproduction théâtrale du Québec et des communautés francophones et acadiennes, au Théâtre français de Toronto, à la fin du mois d'octobre 2015. Il s'agit de la pièce Le long voyage de Pierre-Guy B., une création du théâtre Sortie de Secours de Québec, en collaboration avec le théâtre l'Escaouette de Moncton et le Théâtre français du Centre national des arts d'Ottawa.	Théâtre français de Toronto	6 000,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2161	Agir tôt au foyer: s'outiller en français dès la petite enfance!	Échange d'expertise entre la Commission nationale des parents francophones et le Regroupement des centres de la petite enfance de la Montérégie, visant à outiller les parents francophones de jeunes enfants en vue de leur entrée à l'école et à favoriser le fait français dans l'apprentissage des jeunes.	Commission nationale des parents francophones	43 925,00 \$	15 000,00 \$
PAF-2220	An 2 - Organisation d'un congrès conjoint ADIGECS/RNDGÉ - mai 2015	Seconde et dernière année d'un partenariat visant la tenue d'un congrès commun entre le Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGE) et l'Association des directions générales des commissions scolaires du Québec (ADIGECS).	Regroupement national des directions générales de l'éducation	36 000,00 \$	20 000,00 \$
PAF-2240	An 2 de Concertation à trois voix (PAF-1689)	Seconde année de collaboration, d'échanges et d'expertise entre les associations des radios communautaires de l'Ontario, du Québec et du Nouveau-Brunswick, afin d'approfondir les bonnes pratiques entre elles et de préciser d'éventuels projets de partenariat.	Mouvement des intervenants et des intervenantes en Communication Radio de l'Ontario	17 800,00 \$	7 800,00 \$
PAF-2248	An 2 de Création d'un texte pour adolescents d'un auteur de la relève acadienne (PAF-1781)	Seconde et dernière année du partenariat entre le théâtre l'Escaouette et le Théâtre de Quartier. Cette initiative consiste à créer et à présenter une pièce de théâtre pour adolescents en faisant appel à Gabriel Robichaud, un jeune dramaturge de la relève acadienne	La coopérative de théâtre l'Escaouette ltée	19 500,00 \$	12 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2190	An 2 de En route vers Dieppe (PAF-1743)	Deuxième année d'un partenariat entre Les Arts et la Ville et la Ville de Dieppe, qui a pour objectif de tenir le colloque annuel de l'organisme à l'extérieur du Québec pour la première fois de son histoire. Le colloque aura lieu dans la municipalité de Dieppe, au Nouveau-Brunswick, au mois de juin 2015. Il y réunit, chaque année, plus de 500 municipalités et près de 150 organismes culturels de la francophonie canadienne. De plus, il permet le développement des compétences, le réseautage, le partage d'expertise et de savoir, les échanges sur les meilleures pratiques actuelles en développement local des arts et de la culture, etc.	Les Arts et la Ville	23 484,00 \$	20 000,00 \$
PAF-2233	An 2 de En route vers ma première prestation en humour (PAF-1810)	Poursuite d'une collaboration entre Le Centre culturel francophone de Vancouver et les productions Juste pour rire, visant à produire une programmation d'humour en français à Vancouver et des ateliers de formation intensive, offerts par deux humoristes québécois à de jeunes artistes émergents de la région.	Centre culturel francophone de Vancouver	7 000,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2159	An 2 de Fauteuils réservés dans les festivals de films (PAF-1876)	Deuxième année d'une collaboration triennale, visant à mettre en relation des cinéastes de la francophonie canadienne lors de trois événements majeurs du cinéma québécois. Plus précisément, il s'agit d'organiser des rencontres en tête-à-tête entre un réalisateur et un producteur, un distributeur ou un consultant. Ces rencontres sont réservées pour les réalisateurs de la francophonie canadienne et consacrées à la discussion d'approches cinématographiques et d'élaboration de contenu dans l'optique de faire avancer leurs projets. Cette année, afin de renforcer l'impact des contacts et de soutenir plus étroitement l'avancement des projets, le Front des réalisateurs indépendants du Canada ajoute un programme de mentorat à distance, après les rencontres initiales.	Front des réalisateurs indépendants du Canada	20 000,00 \$	10 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2274	An 2 de La Convention de l'UNESCO sur la diversité des expressions culturelles à l'aube de ses 10 ans : bilan et perspectives pour la francophonie canadienne (PAF-1650)	Seconde année d'une collaboration pluriannuelle qui a pour objet l'organisation de quatre conférences provinciales à l'extérieur du Québec, portant sur la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO sur la diversité des expressions culturelles.	Coalition pour la diversité culturelle	17 697,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2211	An 2 de La dualité sur le ring (PAF-1842)	Seconde et dernière année d'une collaboration entre l'Association franco-culturelle de Yellowknife et BYS (Les Éphémères), visant à mettre en place des activités d'improvisation dans la communauté franco-ténoise. De plus, des ateliers d'apprentissage, de découverte et d'approfondissement seront offerts et un volet jeunesse sera proposé dans les écoles du milieu. Cette initiative sera également ponctuée d'autres activités telles que des formations d'arbitres et la venue d'intervenants professionnels du Québec.	Association franco-culturelle de Yellowknife	5 640,00 \$	4 000,00 \$
PAF-2271	An 2 de Stage en service de garde francophone hors Québec (PAF-1830)	Initiative visant à offrir à des finissants en techniques d'éducation à l'enfance du cégep Édouard-Montpetit un stage de sept semaines à temps plein dans un service de garde francophone de la Colombie-Britannique. Chaque stagiaire sera jumelé à une éducatrice-guide locale et suivi à distance par un professeur du cégep Édouard-Montpetit.	Cégep Édouard-Montpetit	16 010,00 \$	10 000,00 \$
PAF-2108	An 2 de Un patrimoine issu du monde des Camps à partager (PAF-1576)	Deuxième année d'un jumelage triennal entre le Camp musical Saint-Alexandre et Le Grenier musique, qui vise à produire un disque de chansons populaires francophones sous le thème des camps de vacances, mettant en vedette des artistes acadiens et québécois. L'objectif est de redonner un air de jeunesse aux grands classiques de la chanson de camps ainsi que, pour les jeunes francophones, le goût de s'approprier ce répertoire.	Camp musical St-Alexandre	9 494,00 \$	5 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2092	An 2 de Vers le Forum 2015 : les défis de l'éducation et de la formation des adultes en français au Canada et dans le monde (PAF-1628)	Deuxième année d'un partenariat pluriannuel entre le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC) et l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA), ayant pour objectif de favoriser le rayonnement des pratiques des organismes francophones en éducation des adultes à travers le Canada et auprès de délégations internationales, par la tenue d'un forum international qui aura lieu à Montréal, en juin 2015. Il sera ponctué d'allocutions de spécialistes, de conférences et d'ateliers qui porteront sur l'alphabétisme, le développement des compétences, la participation et l'inclusion ainsi que sur les politiques et les structures. De plus, le forum sera webdiffusé.	Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences	25 000,00 \$	15 000,00 \$
PAF-2183	An 3 - Le long voyage de Pierre-Guy B.	Le long voyage de Pierre-Guy B. constitue la seconde œuvre d'une trilogie de fiction biographique, coproduite par le théâtre l'Escaouette et le théâtre Sortie de secours. En 2013-2014, cette œuvre a été élaborée par l'entremise de laboratoires réunissant auteurs et comédiens. Le travail d'écriture scénique se poursuivra. Cette année, pour faire suite à la série de représentations à l'Escaouette et au Périscope, la coproduction sera présentée dans plusieurs théâtres, dans le cadre d'une tournée canadienne, notamment à Sudbury, Toronto, Calgary, Saskatoon, Montréal, Jonquière et bien d'autres.	Le Théâtre Sortie de Secours	15 000,00 \$	15 000,00 \$
PAF-2135	An 3 de Arrimage Acadie-Québec	Troisième année d'un partenariat entre le Musée acadien du Québec et le Festival acadien de Caraquet, visant à accroître la circulation des œuvres et des artistes du Québec en Acadie et des artistes acadiens au Québec. Cette initiative comporte plusieurs volets contribuant à la promotion culturelle et artistique du Québec et de l'Acadie, notamment grâce à l'organisation d'événements autour de la musique, de la littérature, du cinéma et du patrimoine.	Musée acadien du Québec	30 000,00 \$	17 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2297	An 3 de Ateliers d'animation pour la jeunesse en milieu rural en Alberta (PAF-1374) (PAF-1813)	Initiative visant la réalisation de trois circuits d'ateliers d'une semaine en animation et apprentissage et en initiation aux techniques des métiers du cinéma, par un formateur professionnel québécois, dans plusieurs régions rurales francophones de l'Alberta. Ces ateliers seront conçus pour les élèves de la 7e à la 12e année des écoles francophones en milieu rural, en Alberta.	Société CinéMAGINE de l'Alberta	3 140,00 \$	3 000,00 \$
PAF-2089	An 3 de Ateliers de perfectionnement en formation à distance et Tables techno-pédagogiques pour les intervenant(e)s du Québec et des communautés francophones et acadiennes du Canada (PAF-1332) (PAF-1749)	Troisième année d'une initiative donnant lieu à la création de deux activités : tout d'abord, à l'intention des intervenants du Québec et des communautés francophones et acadiennes, une série annuelle de neuf ateliers de perfectionnement à distance, touchant les utilisations pédagogiques d'Internet et l'emploi des technologies d'apprentissage en éducation; ensuite, des tables d'échange technopédagogiques, laissant la parole aux spécialistes et aux utilisateurs des technologies de formation à distance, de même qu'aux spécialistes de la pédagogie. Le but est d'explorer les possibilités de collaboration entre le Québec et les différentes communautés francophones et acadiennes.	Réseau d'enseignement francophone à distance du Canada	10 000,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2072	An 3 de Concours national de poésie en immersion française (PAF-1354) (PAF-1736)	Ce concours annuel, créé en 2008, a pour objectif de valoriser l'apprentissage du français en situation d'immersion française. Le Concours national de poésie en immersion française s'adresse aux élèves des 11e et 12e années du secondaire.	Association canadienne des professeurs d'immersion	5 300,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2210	An 3 de Les Francouvertes et le Festival d'été francophone de Vancouver: un partenariat pour favoriser l'émergence en chanson francophone (PAF-1196) (PAF-1645)	Dernière année d'une collaboration triennale, visant à permettre à un finaliste du concours Les Francouvertes 2015 d'assurer l'ouverture du Festival d'été francophone de Vancouver, festival qui met en valeur les artistes établis de la chanson francophone contemporaine et les artistes de la relève, depuis 1990.	Centre culturel francophone de Vancouver	8 000,00 \$	5 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2149	An 3 de Les jeunes artistes des Rencontres qui chantent - Une semaine à Montréal ! Résidence, diffusion d'un spectacle et activités de formation et réseautage (PAF-1206) (PAF-1597)	Le festival Vue sur la relève présente au grand public, principalement celui des 18-35 ans, une programmation de spectacles pluridisciplinaires conçus par des artistes de la francophonie canadienne et internationale. Cette année, Créations etc..., en partenariat avec l'Alliance nationale de l'industrie musicale, désire recevoir les artistes des Rencontres qui chantent, plus particulièrement sept artistes hors Québec et trois artistes du Québec. En plus de leur prestation au festival, ces artistes assisteront à divers ateliers de formation, conférences et tables rondes sur les enjeux de l'industrie du disque.	Créations Etc	20 000,00 \$	10 000,00 \$
PAF-2206	An 3 de Plateaux de tournée Coup de coeur 2013-2015 (PAF-1270/PAF-1705)	Ce projet consiste à réunir un artiste québécois et un artiste des communautés francophones et acadiennes, afin de présenter un spectacle qui s'insèrera dans la cadre de la tournée Coup de cœur francophone, laquelle a lieu chaque année en novembre, dans plusieurs provinces et territoires.	Coup de coeur francophone	25 000,00 \$	25 000,00 \$
PAF-2059	An 3 de Projet d'échange entre le Festival Frye et le Festival international de la poésie de Trois-Rivières (PAF-1237) (PAF-1659)	Dernière année d'un partenariat triennal entre le festival Frye de Moncton et le Festival international de la poésie de Trois-Rivières, permettant un échange de poètes et d'expertise entre les deux communautés. Dans le cadre de cette collaboration, des poètes québécois et acadiens ont la chance de découvrir de nouveaux marchés, d'établir des liens auprès de secteurs littéraires de nouvelles régions et de faire découvrir leurs œuvres à de nouveaux publics.	Festival Frye	2 500,00 \$	2 500,00 \$
PAF-2228	An 3 de RADARTS/Granby-La découverte en chanson francophone à son meilleur! (PAF-1368) (PAF-1863)	Dernière année d'un partenariat triennal entre RADARTS et le Festival international de la chanson de Granby, visant à accroître la circulation des artistes de la relève du Québec et de l'Acadie. De plus, cette initiative crée un corridor de diffusion qui permet aux artistes émergents de l'Acadie d'être mieux connus au Québec, et vice versa. Il augmente également l'offre de spectacles en français et la visibilité de la chanson francophone.	Réseau atlantique de diffusion des arts de la scène	17 132,00 \$	10 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2280	An 3 de RADARTS/RIDEAU- Accessibilité aux arts de la scène francophone Acadie-Québec (PAF-1437) (PAF-1868)	Dernière année d'un partenariat triennal entre RADARTS et RIDEAU, visant à accroître la diffusion et la circulation des artistes en Acadie et dans la région desservie par le partenaire québécois. L'initiative contribue à créer un corridor de diffusion qui permet aux artistes émergents de l'Acadie d'être mieux connus au Québec et à faciliter la circulation des œuvres et des artistes du Québec en Acadie. De plus, les publics de ces deux événements peuvent ainsi découvrir de nouveaux artistes francophones.	Réseau atlantique de diffusion des arts de la scène	20 750,00 \$	11 000,00 \$
PAF-2269	An 3 de RADARTS/ROSEQ, deux réseaux, une force pour la circulation des arts de la scène francophone! (PAF-1455) (PAF-1862)	Dernière année d'un partenariat triennal qui lie RADARTS et le ROSEQ, visant à favoriser la circulation des artistes acadiens et québécois au sein des corridors de diffusion des deux organismes participants, de même que la participation de leurs artistes lors de la Francofête en Acadie, événement de diffusion culturelle annuel se tenant à Moncton. L'initiative se décline en quatre volets, soit la mise en place d'un réseau de petites salles chez RADARTS, la formation et l'accompagnement offerts aux artistes, l'élaboration d'une possible tournée en plateau double et, finalement, le maintien de la réciprocité en sélectionnant des artistes lors de leurs événements respectifs.	Réseau atlantique de diffusion des arts de la scène	21 250,00 \$	11 000,00 \$
PAF-2201	An 3 de Web reporter au Coup de cœur / Rejoindre les jeunes à l'aire du numérique (PAF-1383/PAF-1856)	Dernière année d'une initiative triennale visant à permettre à un jeune de faire des web-reportages faire vivre les médias sociaux et le site pour l'ensemble des spectacles et activités du Coup de cœur francophone. Le but est de faire écho, en temps réel, au déploiement du festival au cœur des réalités des communautés francophones. Des commentaires, photos, entrevues, chansons francophones et concours seront mis de l'avant par le web-reporter, pour communiquer avec le public de sa génération.	Coup de coeur francophone	8 000,00 \$	5 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2194	Appui dans la création d'une troupe de théâtre communautaire	Échange d'expertise entre le Théâtre La Rubrique de Saguenay et le Carrefour de l'Isle-Saint-Jean, de l'Île-du-Prince-Édouard, pour créer une troupe de théâtre francophone communautaire dans cette province.	Carrefour de l'Isle-Saint-Jean	7 500,00 \$	4 500,00 \$
PAF-2197	Artistes du cirque du Québec pour célébrer 400 ans de présence francophone en Ontario	Ce projet consiste à offrir deux représentations d'artistes du cirque québécois dans la région de Kitchener-Waterloo, en octobre 2015, dans le cadre du 400e anniversaire de présence francophone en Ontario.	Association des francophones de Kitchener-Waterloo	3 970,00 \$	3 000,00 \$
PAF-2251	Ateliers scolaires dans le cadre du mois de la francophonie 2016	Collaboration visant à offrir des ateliers et des spectacles qui mettent en vedette la culture québécoise et francophone dans des classes d'immersion francophone de Victoria, durant le Mois de la francophonie. Grâce à ces ateliers, les jeunes découvriront une nouvelle facette de la culture francophone, par l'entremise de la musique, de la danse, du chant et des activités interactives organisées par des artistes invités.	La Société francophone de Victoria	7 500,00 \$	3 000,00 \$
PAF-2247	Au Pire on se mariera	Collaboration visant à présenter la pièce Et au pire, on se mariera de la compagnie théâtrale ExLibris de Montréal, au Théâtre de la Catapulte d'Ottawa.	Théâtre la Catapulte	5 000,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2068	Bourses pour réaliser des stages dans la francophonie canadienne	Ce projet vise à mettre en place un stage pour les étudiants québécois en journalisme et en communication, au sein des journaux francophones en situation minoritaire.	Association de la presse francophone	19 000,00 \$	10 000,00 \$
PAF-2071	ÇA!	Coproduction théâtrale destinée aux enfants, du Théâtre de la vieille 17, en Ontario, et du Théâtre Magasin, au Québec. Le projet se réalise sur deux ans. La première année sera consacrée à la création de la pièce, et la seconde, à sa présentation dans les régions d'Ottawa, de Montréal et de Québec.	Théâtre de la Vieille 17	12 000,00 \$	8 000,00 \$
PAF-2277	Cercle Molière et Conservatoire d'art dramatique de Québec: une collaboration qui marche	Échange d'expertise pluriannuel entre le Cercle Molière (CM) du Manitoba et le Conservatoire d'art dramatique de Québec, visant le développement des compétences de professionnels en art dramatique, par l'entremise de stages et de multiples collaborations.	Le Cercle Molière	5 000,00 \$	4 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2096	Cinéfranco 2015	Ce projet vise à inviter des cinéastes du Québec, du nord de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick à participer au festival Cinéfranco de Toronto et à y présenter des ateliers, puis à faire une tournée dans les écoles.	Cinéfranco	14 000,00 \$	8 000,00 \$
PAF-2148	Clé du studio - nouveau média	Partenariat entre Connections Productions et les productions Kunakan, deux maisons de production dont l'une est québécoise, et l'autre, néo-brunswickoise, afin de coproduire une série d'émissions de variétés mettant en vedette des artistes du Québec, de l'Acadie et des Premières Nations. Cette série sera diffusée sur la chaîne APTN et sera également accessible par une plateforme interactive sur Internet.	Connections Productions	20 000,00 \$	13 000,00 \$
PAF-2052	Collaboration avec le Nouveau Théâtre Expérimental pour identifier un comédien sénior	Collaboration entre le Nouveau Théâtre expérimental de Montréal et la Troupe du Jour, de la Saskatchewan, visant à produire une pièce de théâtre, à Saskatoon. Une dizaine de représentations sont prévues.	La Troupe du Jour	10 000,00 \$	8 500,00 \$
PAF-2208	Collaboration Québec-Acadie pour la promotion et diffusion du cinéma et l'amélioration des compétences	Collaboration entre l'organisme acadien Film Zone et l'organisme québécois les productions Caravane Films, visant à faire connaître des œuvres cinématographiques québécoises dans plusieurs villes de l'Atlantique et, inversement, à présenter des œuvres cinématographiques acadiennes au Québec, au moyen de plusieurs activités. L'initiative a aussi pour objectif de faire rayonner le cinéma de la francophonie canadienne et de créer des ponts entre les deux régions.	Film Zone inc.	40 000,00 \$	20 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2055	Colloque "Quatre siècles de présence française en Ontario"	À l'occasion du 400e anniversaire du passage de Samuel de Champlain sur la rivière des Français, l'Institut franco-ontarien, en collaboration avec la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord, tiendra un colloque interdisciplinaire, du 25 au 27 juin 2015, sur la présence française en Ontario. Ce colloque s'étendra sur trois jours et sera composé de conférences et d'une visite de sites patrimoniaux et historiques.	Institut franco-ontarien	23 841,00 \$	12 000,00 \$
PAF-2077	De la Rouge à la Rouge	Mission exploratoire d'un organisme québécois au Manitoba, dans le but de rencontrer des artistes, conteurs, historiens et représentants d'organismes francophones afin de les inviter à l'événement De la Rouge à la Rouge, qui aura lieu à Rivière-Rouge, au Québec, en août 2016. L'activité se veut une célébration du 125e anniversaire de la mort du curé Labelle, qui rêvait de relier les deux rivières Rouge. L'initiative vise à créer des ponts et des possibilités de jumelage culturel, voire économique, entre la municipalité de Rivière-Rouge, au Québec, et une municipalité riveraine de la rivière Rouge, au Manitoba.	Les Précambriens	3 800,00 \$	3 800,00 \$
PAF-2100	De Temps Antan, ça swing!	Collaboration entre la Coopérative de développement culturel et patrimonial de Mont-Carmel et les Productions Serge Paré (PS Paré), visant à organiser un spectacle qui réunira sur une même scène des artistes de musique traditionnelle du Québec et de l'Acadie, dans le cadre de la série estivale de spectacles de la coopérative de Mont-Carmel.	Coopérative de développement culturel et patrimonial de Mont-Carmel	3 775,00 \$	1 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2292	Dehors	Collaboration pluriannuelle entre le Cercle Molière de Winnipeg et Les productions Hôtel-Motel de Montréal, visant l'élaboration d'une coproduction théâtrale fransaskoise. La pièce de Gilles Poulin-Denis, intitulée Dehors, porte sur les cultures de l'Ouest et du Québec. Au cours de la première année, on prévoit des rencontres et un laboratoire de création. La mise en scène sera réalisée par un metteur en scène québécois. Les organismes laissent entrevoir une tournée de la production incluant Montréal, Winnipeg et Saskatoon, dans les prochaines années.	Le Cercle Molière	3 000,00 \$	3 000,00 \$
PAF-2067	Développement de clubs d'entrepreneurs étudiants dans les collèges francophones	Échange d'expertise entre le Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada et l'Association des clubs d'entrepreneurs étudiants du Québec, visant à implanter des clubs d'entrepreneurs étudiants (CEE) dans les collèges francophones en situation minoritaire et à soutenir l'implantation d'un réseau pancanadien de CEE dans les établissements d'enseignement collégial en français du pays.	Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada	8 700,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2184	Développement du programme Génération Cirque	Collaboration triennale visant à élaborer un programme de formation parascolaire en arts du cirque et à mettre sur pied un gala de reconnaissance annuel au bénéfice de Cirque Jeunesse pour les francophones de la Colombie-Britannique. De plus, le projet a également pour objectif d'établir un programme scolaire en arts du cirque.	Visions Ouest Productions	15 000,00 \$	7 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2192	Développement du Réseau des partenaires CompÉTICA (Compétences numériques en Atlantique)	Première année d'une collaboration de deux ans entre le réseau CompÉTICA de l'Université de Moncton, l'Université de Sherbrooke et l'Université du Québec en Outaouais, afin de mener des études dans le but de déterminer les meilleures pratiques pour définir les compétences numériques nécessaires en vue d'être fonctionnel dans la société de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte. Ce partenariat a pour objectif de définir un continuum de compétences numériques en tenant compte de contextes variés de cycles de vie, de recenser les pratiques exemplaires de différents milieux éducatifs dans cette perspective, d'élaborer et de mettre en pratique des approches novatrices de développement de compétences numériques transférables et adaptables, de même que des outils permettant d'évaluer leur atteinte.	Réseau CompÉTICA	30 825,00 \$	8 000,00 \$
PAF-2146	Échanges croisés entre l'Atelier d'estampe Imago (Moncton) et l'Atelier Graff (Montréal)	Jumelage triennal visant à offrir un séjour de deux semaines de création en résidence croisée entre l'atelier d'estampe Imago de Moncton et l'Atelier Graff de Montréal, dans le but d'échanger sur les pratiques reliées à l'art de l'estampe. Ce programme de résidence sert également à créer des liens entre des artistes francophones du Nouveau-Brunswick et du Québec.	Atelier d'estampe Imago inc.	2 914,00 \$	2 500,00 \$
PAF-2199	École d'été du Centre des auteurs dramatiques	Projet visant l'organisation d'une école d'été pour les auteurs dramatiques et les metteurs en scène. Des ateliers de formation et des activités de réseautage entre les milieux du théâtre franco-canadien et québécois seront organisés. Huit auteurs participeront à l'école d'été, dont quatre venant de communautés francophones et acadiennes.	Centre des auteurs dramatiques	10 100,00 \$	8 000,00 \$
PAF-2276	Épanouissement, rayonnement et pérennité culturels dans une approche collaborative entre Réseau Ontario et le ROSEQ	Échange d'expertise entre Réseau Ontario et le Réseau des organisateurs de spectacles de l'est du Québec (ROSEQ), sur les pratiques novatrices en gestion d'événements culturels et en développement professionnel des artistes et des diffuseurs.	Réseau Ontario	12 000,00 \$	4 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2073	Et ma curiosité s'aiguise...	Ce projet vise à réaliser la prochaine saison du Centre culturel Frontenac, un organisme francophone de la région de Kingston ayant pour but de dynamiser les arts vivants francophones par des spectacles, des ateliers et des rencontres. Lors de cette saison, six groupes et artistes québécois feraient partie de la programmation.	Le Centre culturel Frontenac	10 000,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2264	État Vertical	Collaboration entre Créations in vivo d'Ottawa et Alan Lake Factori(e) de Québec, visant la création d'un spectacle pluridisciplinaire de danse, intitulé État vertical. Ce spectacle est à la croisée des chemins entre le théâtre, le cirque contemporain et la danse contemporaine. Des représentations sont prévues à Ottawa, à Montréal et à Québec.	Créations in vivo	15 000,00 \$	3 000,00 \$
PAF-2176	Éveil sonore et musical: Étape 2	Collaboration entre le Carrefour francophone de Sudbury et Patamusique, visant à offrir une série d'ateliers d'éveil sonore et musical à de jeunes enfants qui fréquentent des garderies de Sudbury ainsi que des ateliers de formation aux éducateurs et éducatrices. De plus, un CD pédagogique sera produit.	Carrefour francophone de Sudbury	6 000,00 \$	3 500,00 \$
PAF-2259	Exploration de nouveaux partenariats en art et en patrimoine	Mission exploratoire de la Société historique de la Saskatchewan, visant à faire venir un membre de l'organisme au Québec, afin d'y trouver d'éventuels partenaires en vue de coproduire des activités en animation artistique historique en français, au sein de la communauté fransaskoise.	Société historique de la Saskatchewan	5 485,00 \$	3 200,00 \$
PAF-2235	Femme : Entrepreneure sociale de sa communauté	Ce projet vise à organiser une journée de formation et une soirée de conférences pour les femmes entrepreneuses francophones de différentes régions de la Colombie-Britannique, et ce, afin de développer leurs aptitudes communautaires ainsi que leur autonomie personnelle en français et d'accroître la visibilité du fait français en milieu minoritaire.	Réseau-Femmes Colombie-Britannique	2 705,00 \$	2 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2252	Femmes et économie: la participation communautaire comme moteur de prospérité	Collaboration entre le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick et Relais-femmes visant à partager des outils et des expertises et à offrir des ateliers afin d'accroître la représentation des femmes dans les instances de gouvernance communautaires et économiques.	Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick inc.	15 335,00 \$	7 000,00 \$
PAF-2246	Festifilm jeunesse 2016	L'Association franco-culturelle de Yellowknife désire offrir aux jeunes francophones et francophiles, ainsi qu'aux familles, un festival de films internationaux en français. Ce festival comprendra un volet public pour la communauté et un volet scolaire. Les membres de la communauté profiteront non seulement d'une programmation cinématographique de qualité, mais également d'ateliers présentés par des ressources professionnelles.	Association franco-culturelle de Yellowknife	9 380,00 \$	8 500,00 \$
PAF-2245	Festival de la poésie de Montréal - Partenariat entre le RECF et la Maison de la poésie de Montréal	Poursuite de la collaboration entre la Maison de la poésie de Montréal et le Regroupement des éditeurs canadiens-français en vue de permettre à sept poètes de communautés francophones et acadiennes de participer au Festival de la poésie de Montréal.	Maison de la poésie de Montréal	10 000,00 \$	6 500,00 \$
PAF-2095	Festival du film canadien de Kingston	Collaboration entre le Festival du film canadien de Kingston et Bonsound, visant à inviter un groupe musical québécois à offrir une représentation et un atelier de création musicale.	Festival du film canadien de Kingston	5 000,00 \$	3 000,00 \$
PAF-2204	Formation nationale - Réseau national des Galas de la chanson 2015-2016	Collaboration entre le Réseau national des Galas de la chanson (RNGC) et le Gala de la chanson de Caraquet visant à réaliser un plan national de formation afin de soutenir le développement des nouveaux artistes en chanson dans les communautés francophones et acadiennes. Projet d'envergure nationale qui met à contribution les galas interprovinciaux de dix provinces en permettant de sélectionner six lauréats qui recevront une formation au cours de l'année afin de mieux se préparer à leur passage au concours de la demi-finale du Festival international de la chanson de Granby.	Réseau national des Galas de la chanson	30 000,00 \$	20 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2196	Franco à bord	Collaboration entre le Centre régional de loisirs culturels de Kapuskasing et L'Équipe Spectra, visant à accueillir des artistes québécois dans le cadre de la saison culturelle du Centre et du 400e anniversaire de présence francophone en Ontario.	Centre régional de loisirs culturels inc.	20 000,00 \$	4 000,00 \$
PAF-2287	FRANCOPHONIE EN FETE	Collaboration visant à accueillir Robert Charlebois et son groupe, dans le cadre du festival Francophonie en fête. Ce concert s'inscrira dans la foulée des festivités du 400e anniversaire de présence francophone en Ontario.	Francophonie en Fête	19 900,00 \$	4 000,00 \$
PAF-2237	Grandir et rire en français	Partenariat entre les productions Juste pour rire et le Centre culturel franco-manitobain, visant à offrir une formation en humour et en improvisation à une dizaine de jeunes d'écoles secondaires franco-manitobaines. Cette formation sera également offerte à un membre de la Ligue d'improvisation ainsi qu'à deux enseignants, pour l'encadrement des jeunes participants et participantes. Elle portera sur les techniques d'humour et les prestations sur scène.	Les Productions Juste Pour Rire II inc.	14 710,00 \$	10 000,00 \$
PAF-2099	Identité, mémoire et histoire de la jeunesse québécoise et franco-ontarienne	Partenariat entre le Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa et le Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions de l'Université Laval, afin de réaliser une étude sur l'identité et la mémoire des jeunes Québécois et Franco-Ontariens.	Centre de recherche en civilisation canadienne-française	23 225,00 \$	15 000,00 \$
PAF-2109	Implantation du Défi génie inventif dans le Canada francophone	Ce projet vise à la mise en place du Défi génie inventif dans les écoles francophones au Canada, notamment celles du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Ontario. Les élèves d'écoles participeront à un défi technologique en groupe, le meilleur de chaque école sera invité à participer à la finale québécoise du Défi génie inventif, qui aura lieu à l'École de technologie supérieure (ÉTS) à Montréal. Lors de la finale québécoise, des ateliers technologiques, ainsi qu'un souper animé seront proposés par l'ÉTS à tous les participants.	Conseil de développement du loisir scientifique	24 308,00 \$	10 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2158	JAM 4 - Édition 2015	Quatrième édition d'une collaboration visant la réalisation d'un spectacle mis en scène et interprété par sept jeunes chanteurs et musiciens amateurs venants des communautés francophones et Acadiennes. Ce spectacle sera présenté dans le cadre des Francofolies de Montréal.	Les FrancoFolies de Montréal	7 000,00 \$	7 000,00 \$
PAF-2153	Jamais Trop Tôt	Partenariat pancanadien entre le Réseau national des Galas de la chanson et le Festival international de la chanson de Granby avec l'appui de 46 organismes à travers neuf provinces canadiennes qui a pour objectif de promouvoir et de valoriser la chanson francophone auprès des jeunes francophones du secondaire à l'extérieur du Québec, par la participation à l'écriture de textes de chansons en français. Par la suite, les meilleurs textes seront mis en musique et présentés en concert par les élèves finalistes lors du spectacle Jamais Trop Tôt. De plus, leurs chansons seront enregistrées pour la production d'un disque.	Réseau national des Galas de la chanson	50 000,00 \$	40 000,00 \$
PAF-2064	La Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick à C-Vert	Durant l'année 2015, la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick (FJFNB) et l'organisme C-Vert travailleront ensemble afin d'offrir aux jeunes Québécois et Acadiens une expérience d'échange et d'apprentissage, les amenant à poser des actions environnementales concrètes dans le cadre de rencontres qui les amèneront à des réflexions sur la participation citoyenne et le développement de l'identité culturelle.	Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick inc.	7 236,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2093	La formation en ligne, défis et enjeux pour les adultes moins alphabétisés des communautés francophones en milieu minoritaire	Collaboration visant à organiser un atelier sur la formation en ligne pour les adultes moins alphabétisés des communautés francophones et acadiennes, dans le cadre de l'Assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes, qui se tiendra à Montréal, au mois de juin.	Coalition ontarienne de formation des adultes (COFA)	19 775,00 \$	5 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2215	La médiation culturelle au service de l'aménagement culturel du territoire : formation, échange d'expertise et création d'un réseau virtuel de collaboration	Collaboration entre l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick, le cégep de Saint-Laurent et le collège communautaire du Nouveau-Brunswick, visant à organiser différentes activités reliées à la médiation culturelle. Il est notamment question de la tenue d'un forum sur la médiation culturelle en Acadie, afin d'élaborer une formation continue dans ce domaine, et de rencontres de travail afin créer un réseau virtuel en médiation culturelle, dans l'optique d'élaborer des projets de collaboration.	Association acadienne des artistes professionnel.le.s du Nouveau-Brunswick	26 150,00 \$	15 000,00 \$
PAF-2224	La parole dans la musique	La Maison la bouche rouverte associée souhaite accueillir le groupe québécois Bardéfou, pour qu'il présente un spectacle de musique traditionnelle avec le groupe Cy de la Nouvelle-Écosse, dans le cadre du Festival de la parole de la baie Sainte-Marie.	Maison la bouche rouverte associée	12 000,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2202	La première tournée de musique francophone du nord-ouest	L'Association des francophones et francophiles du Nord-Ouest souhaite faire venir un groupe folklorique québécois dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique.	L'Association des Francophones et Francophiles du Nord-Ouest	11 350,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2234	L'art de nos racines - 25 ans de culture	Collaboration visant à offrir une série d'ateliers et de conférences qui mettent en vedette des artistes québécois dans diverses disciplines artistiques, à savoir la musique, la danse traditionnelle, les arts visuels et les arts culinaires, dans le cadre du 25e anniversaire de la Fédération culturelle de l'Île-du-Prince-Édouard.	Fédération culturelle de l'Île-du-Prince-Édouard	19 000,00 \$	7 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2296	Le Bateau-livre entre en scène	L'Association des auteures et auteurs de l'Ontario français et l'Association des auteurs et auteures de l'Outaouais souhaitent poursuivre l'initiative d'un Bateau-livre, entamé en 2013, qui consiste à tenir une activité littéraire et musicale sur un bateau, entre les deux rives de la rivière des Outaouais, afin de créer un pont entre l'Ontario et le Québec, en réunissant des auteurs franco-ontariens et québécois. Après la poésie en 2013 et la nouvelle en 2014, le Bateau-livre a choisi la lecture publique de dialogues tirés de romans d'auteurs de l'Outaouais et de l'Ontario francophone, ainsi que de textes de théâtre primés au concours Paroles d'ici et d'ailleurs. La mise en scène du spectacle sera réalisée par Danièle Vallée, qui sera accompagnée du musicien Jean Cloutier.	Association des auteures et auteurs de l'Ontario français	5 500,00 \$	3 500,00 \$
PAF-2255	Le festival Cultura 2015	Collaboration entre la Fondation des arts de l'Ontario et la Coop Les faux-monnayeurs, visant à présenter le groupe québécois Les Tireux d'roches au festival Cultura de Toronto, en juillet 2015.	Toronto Arts Foundation	7 150,00 \$	4 000,00 \$
PAF-2083	Le Journal d'Anne Frank	Collaboration entre le Théâtre la Catapulte et Spectra Musique, visant à présenter la pièce Le journal d'Anne Frank d'Éric-Emmanuel Schmitt, au Théâtre du Nouveau Monde de Montréal, puis au Théâtre la Catapulte d'Ottawa.	Théâtre la Catapulte	5 000,00 \$	4 000,00 \$
PAF-2272	Le pouvoir d'agir ensemble et en français	Partenariat entre le Mouvement acadien des communautés en santé du Nouveau-Brunswick et le Réseau québécois de villes et villages en santé, visant à promouvoir la prévention, le mieux-être et la mobilisation citoyenne et communautaire en français par le partage d'outils de formation et de pratiques exemplaires.	Mouvement Acadien des Communautés en Santé du Nouveau-Brunswick inc.	21 000,00 \$	11 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2281	Le Salon du livre de Toronto célèbre les 400 ans de présence française en Ontario	Ce projet consiste à faire venir huit auteurs québécois dans le cadre du Salon du livre de Toronto (SLT), en collaboration avec l'Association des auteurs et auteures de l'Outaouais. Ayant comme thème les quatre cents ans de présence francophone en Ontario, le Salon invitera les auteurs québécois à faire une présentation sur la vie et la personnalité de Champlain dans huit écoles des trois conseils scolaires de Toronto. À la suite des présentations, les jeunes seront appelés à rédiger une composition sur Champlain. Enfin, les meilleures compositions seront présentées par les jeunes, lors du Salon 2015, et seront ensuite publiées sur le site du SLT et dans les principaux médias torontois partenaires.	Salon du livre de Toronto	20 000,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2223	Le village québécois 2015: mettant en vedette la musique et les danses originaires de la Belle Province	Collaboration entre Sunfest et la Direction d'artistes Fleming (FamGroup), visant à inviter des artistes québécois dans le cadre du festival TD Sunfest 2015 de London, en Ontario.	Sunfest - London Committee for Cross Cultural Arts inc.	10 000,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2157	L'école des Improbables 2015-2016	Collaboration entre le Théâtre de la Ligue Nationale d'Improvisation du Québec et la troupe Les Improbables de Toronto, visant à offrir une formation en improvisation à des adultes francophones de la région de Toronto. L'objectif est de préparer la relève pour la ligue d'improvisation des Improbables, ainsi que de constituer un auditoire potentiel, en les familiarisant à cet art québécois.	Les Improbables	5 490,00 \$	3 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2267	Les 22e Rendez-vous du cinéma québécois et francophone de Vancouver	Ce projet consiste à réaliser la 22e édition des Rendez-vous du cinéma québécois et francophone de Vancouver et la série hebdomadaire des Beaux jeudis du cinéma. Les Beaux jeudis du cinéma consistent en une série de quinze programmes de cinéma, présentée de la fin octobre à la fin mars. Cette série vise à accroître la notoriété des films présentés aux auditoires et leur diversification, à favoriser l'émergence de futurs auditoires, à augmenter la capacité d'action de VOP et à en maximiser l'impact. Par extension, ces soirées deviennent des activités de maillage, de rencontres et de formation ainsi que des occasions de diversifier et de favoriser l'établissement de plateformes pour de nouveaux auditoires. Le Festival est composé d'une trentaine de programmes de films actuels en provenance du Québec, de la francophonie canadienne et des pays de la Francophonie internationale, majoritairement en français et sous-titrés en anglais. Il s'agit d'une occasion d'offrir des activités de formation, d'accompagnement et de mentorat, ainsi que des forums de discussion entre le public et les cinéastes, les artistes et les artisans du cinéma.	Visions Ouest Productions	10 000,00 \$	6 000,00 \$
PAF-2103	Les 24 heures du roman	Collaboration qui vise à souligner le 400e anniversaire de présence francophone en Ontario par l'écriture d'un roman ayant pour thème Samuel de Champlain. Il sera écrit par 24 auteurs franco-canadiens, lors d'un voyage en train entre Halifax et Toronto.	L'écriture en mouvement	18 000,00 \$	10 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2130	Les Contes Nomades 2015-2016	Collaboration visant une série de six spectacles de conteurs québécois, lors de la 14e saison des Contes Nomades au Centre national des arts d'Ottawa. Au programme, 18 conteurs, conteuses et artistes de la littérature orale ainsi que quatre musiciens accompagnateurs seront invités. Ces spectacles mettront à l'honneur les Alain Lamontagne, Jocelyn Bérubé, Michel Faubert, Guy Perreault, David Dufour, David Goudreault, Marjolaine Beauchamp, Claudette L'Heureux, Nadine Walsh, les musiciennes de l'ensemble Les Idées heureuses, Marie Tifo, Pierre Curzi et Louison Danis.	Les Contes nomades	10 000,00 \$	7 000,00 \$
PAF-2147	Les Trois Mousquetaires Plomberie	Collaboration entre Le Théâtre populaire d'Acadie du Nouveau-Brunswick et Satellite Théâtre de Montréal, visant à coproduire une pièce de théâtre intitulée Les trois mousquetaires plomberie. Douze représentations sont prévues au Nouveau-Brunswick, et onze, au Québec. L'objectif est de joindre un vaste auditoire susceptible d'apprécier les artistes acadiens et québécois y participant et d'intéresser des diffuseurs en vue d'une deuxième présentation en 2016-2017.	Théâtre populaire d'Acadie	30 000,00 \$	13 000,00 \$
PAF-2198	LSJPA, échanges sur les pratiques dans la communauté	Mission exploratoire du regroupement des organismes de justice alternative du Québec, visant à mieux connaître ce qui se fait en français dans d'autres provinces canadiennes en matière de justice pour les adolescents. L'organisme prévoit la visite de trois provinces canadiennes afin de trouver et d'établir des partenariats avec des associations et des praticiens travaillant dans le cadre de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA).	Regroupement des organismes de justice alternative du Québec	8 100,00 \$	6 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2150	Mise en valeur des artisans entrepreneurs francophones: implantation du concept ÉCONOMUSÉE en Saskatchewan	Première année d'une collaboration triennale entre la Société du réseau Économusée (SRÉ) du Québec et le Conseil de la Coopération de la Saskatchewan, visant l'implantation de trois Économusées en Saskatchewan. L'initiative entend mettre en valeur les artisanes et artisans entrepreneurs fransaskois, à l'instar de ce qui se fait déjà dans plusieurs régions du Québec ainsi que dans d'autres provinces canadiennes. À terme, ce projet permettra de créer un réseau francophone d'économusées et de renforcer la marque ÉCONOMUSÉE.	Société du réseau Économusée	15 850,00 \$	12 500,00 \$
PAF-2074	Mission exploratoire pour le recrutement d'enseignants au Québec	Mission exploratoire visant à permettre à la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) de sonder les possibilités de recruter des enseignants francophones de la prématernelle à la 12e année, dans trois établissements du réseau de l'Université du Québec, soit l'UQAM, l'UQTR et l'UQAC. Une mission similaire a été effectuée en 2013-2014 par la DSFM et avait permis de pourvoir huit postes vacants dans diverses communautés francophones. Ce projet répond à une problématique concrète au sein de la communauté franco-manitobaine, où les besoins d'enseignants francophones sont criants, surtout à l'extérieur de la région de Winnipeg.	Division scolaire franco-manitobaine	6 000,00 \$	4 000,00 \$
PAF-2169	Parlement jeunesse pancanadien 2016	Ce projet vise la participation de jeunes du Québec et des communautés francophones et acadiennes au Parlement jeunesse pancanadien, qui se déroulera en janvier 2016, à la Chambre des communes d'Ottawa.	Fédération de la jeunesse canadienne-française	20 000,00 \$	15 000,00 \$
PAF-2065	Parrainage du Pacifique en chanson 2015 et tournée	Ce projet appuie l'émergence de nouveaux artistes par la production du Gala provincial de la chanson francophone de la Colombie-Britannique. Toute une équipe de formateurs et de professionnels travaillera avec les participants afin de peaufiner leur talent et de les préparer aux réalités du monde professionnel de la musique.	Conseil culturel et artistique francophone de la Colombie-Britannique	9 000,00 \$	7 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2097	Partenariat Acadie-Québec	Partenariat entre l'Association francophone des aînés du Nouveau-Brunswick et Carrefour 50+ du Québec, visant à élaborer une structure commune permanente et à organiser des activités afin de promouvoir l'activité physique, les loisirs, la culture et autres, auprès des aînés francophones du Nouveau-Brunswick et du Québec.	Association francophone des aînés du Nouveau-Brunswick	10 000,00 \$	2 000,00 \$
PAF-2191	Planification de la mise en oeuvre d'un modèle d'affaires coopératif pour une alimentation fraîche, diversifiée et à prix abordable	Poursuite d'une collaboration amorcée l'année dernière entre Carrefour Nunavut et la Fédération des coopératives de développement régional du Québec, visant à étudier divers scénarios d'affaires, afin d'implanter une coopérative alimentaire au Nunavut qui offrirait des produits frais, variés et à prix raisonnables.	Carrefour Nunavut	29 285,00 \$	12 500,00 \$
PAF-2286	Poursuite de l'ajout d'une rubrique consacrée aux auteurs franco-canadiens (hors Québec) dans le magazine littéraire Nuit blanche	Poursuite de la collaboration établie depuis deux années entre la revue littéraire québécoise Nuit blanche et le Regroupement des éditeurs canadiens-français, visant la publication de textes dans une rubrique exclusivement consacrée à la littérature des communautés francophones et acadiennes.	Nuit blanche, magazine littéraire	4 067,00 \$	3 000,00 \$
PAF-2124	Présentation du spectacle 887 de Robert Lepage	Collaboration entre le Théâtre la Seizième et SFU Woodward's pour présenter la pièce 887 de Robert Lepage, en février 2016, à Vancouver.	Théâtre la Seizième	14 000,00 \$	7 000,00 \$
PAF-2275	Production d'un coffret DVD de la série de films Le Son des Français d'Amérique	Collaboration en vue de produire un coffret DVD, à partir des 27 films de la série Son des Français d'Amérique, coréalisée par André Gladu et Michel Brault et consacrée au patrimoine musical des différents peuples et collectivités francophones d'Amérique du Nord.	Nanouk Films	5 250,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2062	Programmation artistique québécoise 2015-2016	Ce projet consiste à réaliser la programmation culturelle du Conseil des organismes francophones de la région de Durham, en Ontario. La programmation comporte quatorze représentations musicales québécoises.	Conseil des organismes francophones de la région de Durham	16 500,00 \$	4 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2138	Programmation franco-canadienne de la Maison de la littérature	Collaboration entre l'Institut canadien de Québec et le Regroupement des éditeurs canadiens-français, qui vise à assurer, à promouvoir et à soutenir la programmation littéraire provenant d'auteurs des communautés francophones et acadiennes, dans le cadre de l'inauguration de la nouvelle Maison de la littérature de Québec. De plus, de nombreuses activités grand public auront lieu durant l'année, visant à faire connaître la littérature et les auteurs des communautés francophones et acadiennes au public québécois.	L'Institut canadien de Québec	16 000,00 \$	10 000,00 \$
PAF-2094	Programmation québécoise de la saison culturelle 2015-2016 de l'Alliance française de Toronto	Pour la saison 2015-2016, l'Alliance française de Toronto (AFT) souhaite mettre à son programme des concerts classiques et de jazz ainsi que des soirées de contes et d'arts visuels. De plus, par un désir d'inviter davantage d'artistes québécois et dans la foulée les quatre cents ans de la présence française en Ontario, l'AFT, en partenariat avec les productions Yves Léveillé, souhaite présenter sept groupes et artistes québécois, lors de cette saison culturelle.	Alliance française de Toronto	13 000,00 \$	7 500,00 \$
PAF-2261	Projet Ateliers Cinq Épices Alberta	Ce projet de l'Association canadienne-française de l'Alberta vise à mettre en place, à Calgary, des ateliers de nutrition auprès des jeunes et de leurs parents. Il s'agit d'abord de former un intervenant de l'Alberta au Québec pour qu'il puisse, par la suite, offrir les formations.	Association canadienne-française de l'Alberta, régionale de Calgary	10 000,00 \$	6 000,00 \$
PAF-2270	Projet de jumelage, d'échanges d'expertises et de promotion entre Réseau Ontario et le Festival international de la chanson de Granby	Échange d'expertise entre Réseau Ontario et le Festival international de la chanson de Granby (FICG), comportant plusieurs activités, notamment un échange de formateurs, un échange d'expertise sur les pratiques novatrices en gestion de projets, ainsi qu'un jumelage et un échange d'artistes. Ce projet permettra également à un artiste franco-ontarien de faire une prestation dans le cadre du FICG, et à un artiste du Québec, de faire une vitrine dans le cadre de Contact ontariois.	Réseau Ontario	14 300,00 \$	3 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2125	Projet de mobilité interprovinciale des étudiants de la francophonie canadienne-Phase 4	Ce projet vise à poursuivre la mise en œuvre du programme de mobilité des étudiants en provenance des universités québécoises et des établissements membres de l'Association des universités de la francophonie canadienne. Ce programme permettra à des étudiants francophones de l'extérieur du Québec de poursuivre leurs études pendant une session dans une université francophone québécoise et à des étudiants du Québec de poursuivre leurs études pendant une session dans une université francophone canadienne hors Québec.	Association des collèges et universités de la francophonie canadienne	50 000,00 \$	35 000,00 \$
PAF-2112	Projet d'échanges entre associations de municipalités francophones et bilingues	Projet de collaboration et d'échange d'expertise entre quatre associations municipales francophones de la province et de la ville de Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba, ayant pour but d'établir des partenariats et une plateforme d'échange sur les pratiques opérationnelles des associations et sur le développement économique, communautaire et culturel. Il a aussi pour objectif d'entreprendre des activités communes et une réflexion sur les enjeux, les défis et les perspectives que les municipalités peuvent s'approprier.	Association française des municipalités de l'Ontario	50 000,00 \$	25 000,00 \$
PAF-2230	Projets novateurs et structurants en petite enfance	Mission exploratoire de l'Association des parents fransaskois, au Québec, pour rencontrer l'Équipe de recherche qualité éducative des services de garde et petite enfance, ainsi que des représentants de l'organisme Jeunes Pousses, afin d'accroître l'accès à des services de qualité en français pour la petite enfance en Saskatchewan.	Association des parents fransaskois inc.	2 250,00 \$	2 000,00 \$
PAF-2127	Promosanté : carrefour des ressources francophones en promotion de la santé au profit des communautés francophones et acadiennes	Collaboration triennale visant la promotion et le développement d'un site Web en français pour le partage de connaissances et d'expériences sur la santé, en vue d'en faire un site de référence. Le site traite de l'ensemble des sujets en santé, mais accorde une plus grande importance à ce qui touche la petite enfance.	Réseau francophone international pour la promotion de la santé, Section des Amériques	17 150,00 \$	10 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2219	Promouvoir le théâtre francophone avec les jeunes	Ce projet vise à constituer un nouveau public pour le théâtre francophone canadien, notamment grâce à des rencontres tenues entre les créateurs et créatrices de spectacle et des groupes d'élèves de 16 à 21 ans.	Les Voyagements - théâtre de création en tournée	40 000,00 \$	30 000,00 \$
PAF-2090	Renaissance du Club d'entrepreneurship de l'Université de Saint-Boniface	Première année d'un projet pluriannuel d'échange d'expertise entre le Club d'entrepreneurship de l'Université de Saint-Boniface et l'Association des clubs d'entrepreneurs étudiants du Québec, visant à mettre en place de nouvelles activités ainsi qu'un nouveau système de gestion et de recrutement en ce qui concerne l'entrepreneuriat jeunesse et le réseautage.	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba	15 000,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2162	Rencontres qui chantent	Les Rencontres qui chantent, un projet de création et de collaboration artistiques, donnera lieu à la présentation d'un spectacle radiodiffusé de nouvelles œuvres musicales francophones. Chaque année, une nouvelle cohorte de jeunes artistes en début de carrière est invitée à y participer.	Alliance nationale de l'industrie musicale	25 000,00 \$	15 000,00 \$
PAF-2166	Rendez-vous avec la francophonie	Ce projet vise à promouvoir le cinéma des communautés francophones et acadiennes auprès du public québécois. Des représentants de l'industrie cinématographique de la francophonie canadienne échangeront tant sur le plan de la distribution et de la production que sur le plan de la réalisation.	Fondation Québec Cinéma	27 500,00 \$	15 000,00 \$
PAF-2179	Rendez-vous des parents francophones de l'Alberta - Colloque 2015	Le Rendez-vous des parents francophones de l'Alberta est devenu, au fil du temps, un événement incontournable du mois de novembre. Cette année, il aura pour thème Nos enfants et le stress. Ce colloque accueillera une spécialiste québécoise à ce sujet, qui donnera des formations aux intervenants et aux éducateurs francophones en petite enfance, ainsi que des ateliers aux parents francophones de l'Alberta.	Fédération des parents francophones de l'Alberta	5 700,00 \$	3 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2076	Renforcement des compétences en développement communautaire	Collaboration entre le Centre canadien de recherche sur les francophonies en milieu minoritaire, affilié à l'Institut français de l'Université de Regina, et l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), visant à mettre au point une série d'ateliers de formation afin d'accroître les compétences et les connaissances des intervenants et intervenantes en développement communautaire fransaskois. Le projet va également permettre à un étudiant de l'UQAR de découvrir la région de Regina, d'étudier et de contribuer à la compréhension et à la résolution des problématiques locales qui lui seront présentées sur place.	Centre canadien de recherche sur les francophonies en milieu minoritaire	6 000,00 \$	5 000,00 \$
PAF-2181	Réseau Entre Aides 2016, la formation des éducatrices de l'Alberta	Ce projet de la Fédération des parents francophones de l'Alberta vise à accueillir un spécialiste québécois afin d'offrir une formation professionnelle de deux jours à une soixantaine d'intervenants francophones en petite enfance, au mois de février.	Fédération des parents francophones de l'Alberta	5 500,00 \$	1 500,00 \$
PAF-2213	Savoir communiquer pour mieux travailler en équipe pour les intervenants en petite et jeune enfance	Partenariat entre la Fédération des parents du Manitoba et le Centre québécois de ressources à la petite enfance, visant à accueillir, au Manitoba, la conférencière Lucie Ménard, afin d'offrir une formation professionnelle en petite enfance à plusieurs groupes d'intervenants et à une dizaine de centres d'apprentissage franco-manitobains.	Fédération des parents du Manitoba	5 634,00 \$	3 000,00 \$
PAF-2188	Semaine de la francophonie 2016	Collaboration entre le Centre francophone de Toronto et l'Agence RubisVaria, visant à organiser une soirée d'ouverture pour la Semaine de la francophonie. Pour ce lancement, coquetel, spectacle et soirée dansante sont prévus. Cet événement permettra un rassemblement des principaux intervenants de la communauté francophone de Toronto ainsi que de nombreux partenaires anglophones, tout en célébrant la vitalité du fait français dans la communauté torontoise. De plus, la venue d'artistes québécois est prévue pour le spectacle, contribuant ainsi au fait français.	Centre francophone de Toronto	8 550,00 \$	3 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2120	Série de 5 spectacles québécois et activités de développement dans le cadre de la saison 2015-2016 du Théâtre du Nouvel-Ontario	Collaboration entre Le Théâtre du Nouvel-Ontario (TNO) et le Théâtre de la Manufacture de Montréal, visant à présenter cinq productions théâtrales québécoises, qui totalisent 34 représentations, dans le cadre de la saison 2015-2016 du TNO.	Le Théâtre du Nouvel-Ontario	9 000,00 \$	9 000,00 \$
PAF-2088	Spectacle francophone dans le cadre des Jeux francophones de l'Alberta	Ce projet vise à faire venir le groupe Radio Radio aux 21es Jeux francophones de l'Alberta, lesquels auront lieu en mai prochain. En plus d'une prestation pour les jeunes, le groupe offrira des ateliers d'écriture et de formation artistiques aux jeunes participants et participantes du volet musical.	Fédération du sport francophone de l'Alberta	7 000,00 \$	4 000,00 \$
PAF-2175	Un micro, un appareil photo, un caméscope, une plume et un concept	Collaboration visant la réalisation, par des jeunes du Québec et des communautés francophones et acadiennes, de trois éditions d'un journal virtuel et de trois émissions radiophoniques et Web, qui touchent différents aspects de la francophonie canadienne, notamment par l'entremise de photographies et de courts métrages.	Radiojeunesse.ca	25 000,00 \$	10 000,00 \$
PAF-2086	Une communauté en santé	Collaboration entre la Fédération du sport francophone de l'Alberta et un organisme québécois, visant à mettre sur pied une banque d'activités et de jeux en lien avec la promotion de la santé ainsi qu'à outiller et à former les parents, les enseignants, les élèves et les intervenants communautaires afin d'intégrer la santé et le bien-être au quotidien.	Fédération du sport francophone de l'Alberta	4 000,00 \$	2 500,00 \$
PAF-2106	Vingt-cinq années de recherche à l'APLAQA : État des lieux et perspectives d'avenir en études littéraires en Acadie, au Québec et au Canada français	Ce projet vise l'organisation d'un colloque rétrospectif portant sur la littérature franco-canadienne et visant à souligner le 25e anniversaire de l'Association des professeurs des littératures acadienne et québécoise de l'Atlantique (APLAQA). Ce colloque réunira professeurs, chercheurs, étudiants et auteurs représentatifs de la francophonie canadienne et sera devancé par des parutions scientifiques sur le sujet et par une soirée de lecture d'œuvres littéraires.	Association des professeurs des littératures acadienne et québécoise de l'Atlantique	14 240,00 \$	5 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé	Montant accordé
PAF-2203	Vocalités vivantes à Caraquet	Collaboration entre le Festival acadien de Caraquet et les productions Rhizome, visant à réaliser un projet d'animation et de performance poétique, qui unit poésie, vidéo et art sonore. Le projet serait présenté dans le cadre du Festival de poésie de Caraquet. De plus, des rencontres entre des artistes acadiens et québécois sont prévues afin d'échanger sur leur réalité respective. Le produit de ces échanges sera filmé, monté et présenté également dans le cadre du Festival.	Productions Rhizome	4 900,00 \$	4 000,00 \$
Total				1 794 312,00 \$	998 800,00 \$

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 11 :

CONCERNANT LE PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE : CRÉDITS ACCORDÉS AU PROGRAMME LORS DE LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, INCLUANT LES COÛTS ADMINISTRATIFS, LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017, LA LISTE DES PROJETS FINANCÉS EN 2015-2016, LE MONTANT ACCORDÉ PAR PROJET, LA DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNÉS ET LE NOMBRE DE DEMANDES REÇUES.

Réponse :

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE

EXERCICE 2015-2016

	Crédits 2015-2016	Aide accordée	Nombre de projets reçus	Nombre de projets acceptés
Programme de coopération intergouvernementale	534 700 \$	538 504 \$	124	94
Autres crédits de transfert	304 300 \$	266 000 \$	22	20
TOTAL	839 000 \$	804 504 \$	146	114

CRÉDITS 2016-2017

Coopération intergouvernementale	904 300 \$
----------------------------------	------------

*Les coûts administratifs sont le salaire équivalent à deux ETC qui gèrent le programme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 - RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Question 11 - Programme de coopération intergouvernementale

Liste des projets subventionnés en 2015-2016

Nombre de projets :

94

Aide financière totale accordée :

538 504 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2399	"Le FCVQ fait son cinéma avec TFO"	Pour sa 5e édition, le Festival de cinéma de la ville de Québec (FCVQ) établira un partenariat porteur avec le Groupe média TFO, basé en Ontario. L'objet de ce projet est de mettre de l'avant le Festival, et TFO participe étroitement à cet objectif. Le Festival souhaite faire de TFO son partenaire majeur, tant pour la programmation que pour la diffusion, ainsi que le présentateur de la compétition. Ce projet vise également à mettre en place une classe de maître, avec un réalisateur d'envergure internationale pour le public cinéophile de la ville de Québec.	Festival de cinéma de la Ville de Québec	7 500,00 \$	7 500,00 \$
PCI-2116	10e Festival du film francophone de Saskatoon - CINERGIE 2015	Le 10e Festival CINERGIE de Saskatoon propose une sélection de films produits en français venant du Canada et d'ailleurs, ainsi que des activités en lien avec la francophonie. Chaque année, le Festival invite une équipe cinématographique québécoise pour une projection et une rencontre avec le public. Pour 2015, une dizaine de longs métrages et une vingtaine de courts métrages seront projetés. Des activités scolaires et diverses autres animations sont également prévues, notamment la soirée d'ouverture soulignant le dixième anniversaire de l'événement, en partenariat avec Radio-Canada, un concours de jeunes réalisateurs de courts métrages ainsi qu'une projection familiale suivie d'une heure d'activité autour de la création d'un film.	Fédération des francophones de Saskatoon	12 000,00 \$	10 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2420	25e édition du Salon du livre de Dieppe (N.-B. 9523)	Au Salon du livre de Dieppe, les écrivains pourront participer à des lancements de livres, à des séances de dédicace, à des conférences, à des entrevues, à de l'animation d'ateliers ainsi qu'à des tables rondes où ils pourront échanger publiquement entre eux et lire des extraits de leur œuvre. Le Salon sera précédé d'une tournée d'écrivains dans les écoles. Cette année, l'événement se déroule sur le thème Des livres pleins les yeux! et offre à la population francophone du Nouveau-Brunswick une exposition de livres pour adultes, jeunes et enfants. Cinquante kiosques sont à la disposition d'écrivains, de libraires et de représentants de près de deux cents maisons d'édition, qui ont la chance de vendre des livres et de les faire connaître.	Le Salon du livre de Dieppe inc.	4 500,00 \$	2 700,00 \$
PCI-2334	32e Festival de la chanson de Tadoussac - ÎPE	Ce projet soutient la venue de deux groupes de musique prince-édouardiens, dans le cadre du Festival de la chanson de Tadoussac, qui offre des prestations et des formations à des artistes de renom et de la relève. Ce festival accueille, chaque année, huit jeunes auteurs-compositeurs-interprètes en résidence d'écriture, pendant quatre jours. À l'issue de cette résidence, chaque artiste se produit pendant le Festival.	Festival de la Chanson de Tadoussac	1 969,00 \$	1 969,00 \$
PCI-2335	32e Festival de la chanson de Tadoussac - Nouveau-Brunswick (N.-B. 9352)	Le 32e Festival de la chanson de Tadoussac propose une programmation francophone diversifiée, incluant une quarantaine de formations alliant des artistes renommés et une relève de qualité. Depuis 2003, le Festival accueille, chaque année, huit jeunes auteurs-compositeurs-interprètes en résidence d'écriture, et ce, pendant quatre jours. À l'issue de cette résidence, chaque jeune se produit pendant le Festival. Cette année, la programmation inclut deux artistes néobrunswickois, soit Sandra Le Couteur et Joey Robin Haché.	Festival de la Chanson de Tadoussac	3 045,00 \$	2 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2339	32e Festival de la chanson de Tadoussac - Ontario	Le Festival de la chanson de Tadoussac est un événement annuel qui célèbre la chanson francophone. Il propose une programmation diversifiée d'une quarantaine de formations alliant des artistes connus et une relève de qualité. Le Festival accueille, chaque année, huit jeunes auteurs-compositeurs-interprètes en résidence d'écriture, pendant quatre jours. À l'issue de cette résidence, chaque artiste se produit pendant le Festival. Au fil des ans, le Festival s'est acquis le titre du « plus grand des petits festivals » et est reconnu comme un événement incontournable pour les artistes émergents et une référence dans le domaine de la chanson francophone. Cette année, la programmation inclut deux artistes franco-ontariens, soit Stef Paquette et Mehdi Cayenne Club.	Festival de la Chanson de Tadoussac	3 125,00 \$	2 000,00 \$
PCI-2363	4 concerts pour l'Orchestre philharmonique du Haut-Saint-Jean (N.-B. 9282)	L'Orchestre philharmonique du Haut-Saint-Jean souhaite accueillir Daniel Finzi, chef d'orchestre québécois, pour leur nouvelle programmation composée d'une série de quatre concerts.	Orchestre philharmonique du Haut-Saint-Jean Inc.	1 333,00 \$	1 300,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2361	40e anniversaire du Festival international de musique baroque de Lamèque : «40 ans : toujours aussi baroque» ainsi que le 2ème concours de musique ancienne Mathieu-Duguay (N.-B. 9276)	Le 40e Festival international de musique baroque de Lamèque se déroule sur le thème 40 ans : toujours aussi baroque. Plus d'une trentaine d'artistes professionnels de la scène classique nationale et internationale viennent se produire sur les différentes scènes du Festival, dont de grands artistes de l'Acadie et du Québec. De plus, l'organisation offre plusieurs activités culturelles connexes : conférences sur le Messie de Händel, miniconcerts dans différents lieux publics, ouverture au public d'une pratique générale et exposition de documents et de films d'archives du Festival sont prévus lors de l'événement. La programmation inclut également le second Concours de musique ancienne Mathieu-Duguay, seule compétition du Canada consacrée à la musique ancienne pour solistes.	Festival international de musique baroque de Lamèque inc.	5 000,00 \$	3 500,00 \$
PCI-2362	47e Gala de la chanson de Caraquet (N.-B. 9279)	Ce festival offre une vitrine aux artistes de la relève, avec un gala consacré aux interprètes et aux auteurs-compositeurs-interprètes. Véritable plateforme de formation et de promotion de la chanson en français, ce gala est aussi un tremplin pour les artistes, notamment à travers d'autres événements : le Festival acadien et ses ateliers d'Astaffort, le Festival international de la chanson de Granby, la ChantEauFête de Charlevoix, la Francofête en Acadie et le Réseau national des galas de la chanson, avec Jamais trop tôt.	Gala de la chanson de Caraquet inc.	6 000,00 \$	3 800,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2360	53e édition du Festival acadien de Caraquet et 18e édition du Festival acadien de poésie (N.-B. 9275)	Une vingtaine d'artistes québécois connus partagent la scène au Festival acadien avec des artistes acadiens moins connus. Le Festival a comme mission la promotion de la culture acadienne et du fait français, avec une ouverture sur le monde. Le Festival acadien mise sur les spectacles présentant différents styles musicaux avec en priorité la chanson populaire, le folk, le jazz, le blues et la chanson classique. Avec ses partenaires, le Festival présente aussi du théâtre et de l'art visuel. En parallèle se déroulera le 18e Festival acadien de poésie, qui fait la promotion des talents d'auteurs émergents ou de renom et qui met l'accent sur l'importance des arts littéraires en soulignant leur apport à la diversité de l'offre culturelle.	Festival acadien de Caraquet inc.	12 500,00 \$	6 000,00 \$
PCI-2371	6e Festival arménien de Moncton (N.-B. 9287)	Le Festival arménien de Moncton a pour but de promouvoir la culture arménienne dans la grande région de Moncton. Il a été amorcé par des membres de l'Association arménienne des Maritimes et est porté, depuis, par toute la communauté locale de la grande région de Moncton. Chaque année, le Festival arménien propose d'emmener le public vers les origines de la grande Arménie historique, à la découverte de l'actuelle République d'Arménie et de la grande diaspora arménienne dans le monde. Le Festival fera appel à des artistes québécois de renom dans sa programmation. Cette 6e programmation sera consacrée au 100e anniversaire du premier génocide du 20e siècle, celui du peuple arménien.	Festival arménien de Moncton	5 000,00 \$	2 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2168	Acadiepédia. Prendre sa place sur le Web pour les jeunes	Le Centre d'apprentissage du Haut-Madawaska veut étendre ses activités de formation et de production dans les domaines d'apprentissage mobile aux écoles des trois districts scolaires francophones du Nouveau-Brunswick et aux écoles du Témiscouata. Ce projet permettra aux jeunes de l'Acadie de prendre leur place en français sur le Web et la radio locale et de s'ouvrir aux autres communautés du monde.	Centre d'apprentissage du Haut-Madawaska	12 500,00 \$	5 000,00 \$
PCI-2231	Accueil LEO et Timber dans le cadre des Jeux Panaméricains 2015	Ce projet consiste à présenter huit spectacles d'artistes de cirque québécois de la troupe Cirque Alfonse. Cet accueil, assuré par le Théâtre français de Toronto, se déroulera en partenariat avec Panamania, le festival d'art et de culture qui aura lieu dans le cadre des Jeux panaméricains 2015 de Toronto. Cet événement d'envergure est une occasion de célébrer les arts et de promouvoir l'accessibilité à la culture et à la diversité.	Théâtre français de Toronto	7 500,00 \$	5 000,00 \$
PCI-2329	Apprentissage et transmission des arts traditionnels	La Fédération culturelle de l'Île-du-Prince-Édouard élabore un projet à deux volets, soit échanges et apprentissage, en musique traditionnelle et folklorique, dans le cadre des camps de violon qui ont lieu au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard. Ce projet consiste à faire en sorte que des formateurs et artistes en musique traditionnelle du Québec participent aux camps de violon de l'Île-du-Prince-Édouard, et vice-versa.	Fédération culturelle de l'Île-du-Prince-Édouard	6 000,00 \$	4 000,00 \$
PCI-2113	Appui à la présence d'éditeurs et de distributeurs francophones au Salon du livre de l'Île-du-Prince-Édouard 2015	Collaboration entre le Salon du livre de l'Île-du-Prince-Édouard (SLIPE) et l'Association nationale des éditeurs de livres, visant la tenue et la promotion du deuxième SLIPE. Cette collaboration permettra, notamment, d'accroître la circulation des œuvres littéraires et des auteurs du Québec, à l'Île-du-Prince-Édouard.	Salon du livre de l'Île-du-Prince-Édouard inc.	27 128,00 \$	8 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2392	Appui au développement de la diffusion au Manitoba	Ce projet vise à appuyer l'Association culturelle franco-manitobaine dans l'amélioration de ses pratiques de diffusion auprès des dix-neuf comités culturels membres, au sein de la province, et principalement auprès des petites communautés franco-manitobaines.	Réseau des grands espaces	4 900,00 \$	3 500,00 \$
PCI-2400	Artistes du Québec au 26ième Festival d'été francophone de Vancouver 2015	Ce projet vise à accueillir des artistes québécois lors du Festival d'été francophone de Vancouver, en l'occurrence, Alex Nevsky et Karim Ouellet. Ce festival est un des rendez-vous culturels francophones parmi les plus importants à l'ouest de l'Ontario, avec une programmation axée sur la musique et la chanson francophone contemporaines. La présence d'artistes québécois de renom ainsi que de la relève suscite un intérêt et un engouement qui se sont confirmés à plusieurs reprises dans le cadre de ce festival de la côte ouest du Pacifique. Aussi, le Festival invitera la formation québécoise Le Hot Club de ma Rue, qui sera jumelée au duo britannico-colombien Sostenuto, pour une résidence de deux jours, où les artistes mêleront leurs répertoires respectifs, processus qui débouchera sur deux spectacles dans le cadre de l'événement.	Centre culturel francophone de Vancouver	9 450,00 \$	5 000,00 \$
PCI-2398	Autour de l'Arbre de vie	Autour de l'Arbre de Vie est un projet de dialogue interculturel artistique qui vise un rapprochement entre le Québec et les métisses francophones du Manitoba. Il propose d'accueillir Dolorès Contré-Migwans, une artiste québécoise multidisciplinaire, en résidence au Manitoba, afin d'apporter une expertise capable de maintenir et de revitaliser la langue et la culture orale de la communauté par le biais de divers ateliers artistiques et pédagogiques.	Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba	2 650,00 \$	2 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2423	Bâtir des ponts en arts	Ce projet vise à planifier une délégation de travailleurs et d'entrepreneurs culturels du Saguenay-Lac-Saint-Jean pour une visite au Salon du livre du Grand Sudbury et à la Foire d'art alternatif de Sudbury.	Alliance culturelle de l'Ontario	5 750,00 \$	5 500,00 \$
PCI-2442	Célébration du 400e anniversaire de présence française en Ontario dans le cadre du Rendez-vous de fondation du Réseau des villes francophones et francophiles d'Amérique	Cette initiative vise à célébrer, au Québec, le 400e anniversaire de la présence française en Ontario dans le cadre du Rendez-vous du Réseau des villes francophones et francophiles d'Amérique. Dans ce but, l'Association des professionnels de la chanson et de la musique offrira une soirée qui fera clin d'œil à l'histoire de la francophonie ontarienne, par la présentation de spectacles musicaux franco-ontariens.	Association des professionnels de la chanson et de la musique	29 000,00 \$	29 000,00 \$
PCI-2393	Centre de formation des conteurs métis	Ce projet vise à renouveler le conte métis en offrant une formation professionnelle à vingt conteurs franco-manitobains, afin qu'ils puissent créer du contenu qui fait la promotion de l'histoire, de la culture et des valeurs de la nation métisse et parachever leur expertise en tant qu'artistes-conteurs professionnels. De plus, l'organisation de deux spectacles est, entre autres, prévue lors de la formation. L'organisme entrevoit également former un réseau des conteurs métis pour encourager l'entraide et la création continue de contes métis.	Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba	4 282,00 \$	4 000,00 \$
PCI-2325	Compétence interculturelle des directions d'école du Québec et du Nouveau-Brunswick : modèle conceptuel et questionnaire d'autoévaluation	Ce projet vise l'élaboration d'un questionnaire sur la base du modèle de compétence interculturelle chez les directions d'école, adapté aux réalités du Québec et du Nouveau-Brunswick, et de le valider au sein de ces provinces. Ce modèle est un moyen d'évaluation de la compétence des nouvelles directions d'école de langue française au Canada pour la gestion inclusive de la diversité ethnoculturelle, linguistique et religieuse.	Université du Québec en Outaouais	4 850,00 \$	4 850,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2353	Concert et enregistre disque (N.-B. 9269)	Ce projet vise l'embauche de cinq musiciens jouant sur des instruments anciens, afin d'accompagner le Chœur Louisbourg lors d'un concert et de participer à l'enregistrement d'un disque compact pour célébrer le 10e anniversaire du Chœur.	Choeur Louisbourg inc.	3 850,00 \$	2 000,00 \$
PCI-2308	Conférence pédagogique en langue française	La Conférence pédagogique annuelle des Éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba est une activité qui vise à mettre à niveau les connaissances de ses membres. L'activité est une occasion unique de réseautage pédagogique et de perfectionnement professionnel. L'échange avec les conférenciers du Québec est une occasion pour les membres d'Éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba de prendre connaissance des activités de perfectionnement existant au Québec. La programmation de la conférence vise à répondre aux besoins formulés par les membres dans les domaines de la gestion de classe, de l'identité et de la culture francophones, des troubles d'apprentissage, du bien-être de soi, de la programmation curriculaire ministérielle et des partages et échanges d'ordre pédagogique.	Éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba	8 000,00 \$	5 000,00 \$
PCI-2319	Conférence pour parents et intervenants en petite et jeune enfance	Les parents et les intervenants en petite enfance entendent accueillir deux personnes-ressources, une pour les parents et une pour les intervenants en petite enfance, du Centre québécois de ressources à la petite enfance qui, conformément à sa mission, contribue au bien-être et à l'épanouissement de l'enfant par une approche globale et préventive. Le Centre recommandera des personnes-ressources disponibles pour offrir de la formation aux parents et intervenants, afin qu'ils puissent mieux répondre aux besoins des enfants.	Fédération des parents du Manitoba	9 000,00 \$	4 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2342	Congrès pancanadien 2015 « En français? Avec plaisir! »	Ce projet vise à favoriser la tenue, à Niagara Falls, du 68e congrès annuel de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), qui réunira, au mois de septembre, de nombreux intervenants en éducation de langue française de tout le Canada. Ce congrès est une occasion précieuse pour les membres de l'ACELF de connaître des modèles de collaboration entre l'école, la communauté francophone et la société et de découvrir les espaces où les jeunes peuvent s'intégrer en français tout en ayant du plaisir, en échangeant et en apprenant.	Association canadienne d'éducation de langue française	12 000,00 \$	12 000,00 \$
PCI-2348	Conseil des arts vocaux de St. Andrews (N.-B. 9138)	Ce projet permettra à un grand chanteur baryton, Malcolm Balk, ainsi qu'à la professeure Wendy Nielsen, tous deux de Montréal, d'offrir, dans leur domaine respectif de compétence, des séances de formation et des ateliers à de jeunes étudiants, dans le cadre de l'atelier d'opéra du St. Andrews Arts Council. Les jeunes étudiants de partout au Canada auront ainsi l'occasion de parfaire leur technique vocale et de scène.	St. Andrews Arts Council inc.	2 000,00 \$	1 000,00 \$
PCI-2356	Contribution francophone à Victoria	Cette initiative vise à poursuivre le volet francophone dans le cadre des festivités tenues pour la Confédération, dans la ville de Victoria, en Colombie-Britannique. La Société francophone de Victoria prévoit également inclure un groupe québécois sur la scène principale. On y prévoit animations, concerts, bricolages et feux d'artifice. Il y aura aussi les éléments traditionnels qui ont toujours un grand succès, comme la foire alimentaire internationale, ce qui permet d'atteindre un public de tous les âges. De plus, des services de traduction et des ressources bilingues pour la communauté francophone locale seront accessibles.	La Société francophone de Victoria	5 000,00 \$	5 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2317	Coopérative Jeunesse de Service - Former le formateur	Ce projet vise à permettre à de jeunes francophones de l'Île-du-Prince-Édouard d'acquérir l'expertise du Québec pour la création d'une Coopérative jeunesse de services, sous le modèle québécois implanté par le Réseau de la coopération du travail du Québec.	Réseau de développement économique et d'employabilité (I.-P.-É.)	900,00 \$	900,00 \$
PCI-2105	Délégation de jeunes francophones du Nouveau-Brunswick à l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde	La 12e École d'été de l'Institut du Nouveau Monde (INM) s'est déroulée du 12 au 15 août à Laval. Cette école vise l'éducation de la citoyenneté et le développement des compétences civiques chez les jeunes âgés de 15 à 35 ans. Chaque mouture réunit environ trois cents jeunes du Québec et de l'étranger. Pour l'École d'été 2015, l'INM et la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick ont mis sur pied une délégation de jeunes francophones du Nouveau-Brunswick, afin qu'ils puissent participer à l'événement.	Institut du Nouveau Monde	3 770,00 \$	3 000,00 \$
PCI-2345	Deux groupes franco-ontariens à L'Outaouais en fête 2015!	Le festival L'Outaouais en fête met à profit la francophonie et la culture d'expression française par des activités culturelles et artistiques. Ces expériences laissent place à l'émergence et à la découverte, mais aussi à l'épanouissement des cultures. Année après année, le festival L'Outaouais en fête s'engage auprès de divers groupes de musique de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et du Québec, tous francophones, car l'avenir du français se profile grâce à la force de son réseau. Cette année, la programmation inclura des groupes d'artistes de l'Ontario français, bien établis dans leur région d'origine et qui gagnent à être connus au Québec : Pandaléon et Big Balade.	Festival L'Outaouais en fête inc.	5 300,00 \$	2 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2322	Développement de partenariats entre les artistes de l'Île-du-Prince-Édouard et le festival de musique traditionnelle La Virée basés sur les identités acadiennes et québécoises	À l'intérieur de sa programmation de musique traditionnelle, le festival La Virée souhaite présenter des spectacles d'artistes de l'Île-du-Prince-Édouard. De plus, l'organisme veut intégrer les artistes invités à différentes activités entre les musiciens participant au festival et à des ateliers destinés au public.	Maximum 90	1 060,00 \$	1 060,00 \$
PCI-2066	Développement d'un suivi de la biodiversité nordique: une initiative francophone	Ce projet permettra de jeter les bases d'un modèle d'étude de la biodiversité dans un contexte de développement durable dans le Nord québécois. D'abord en calibrant les technologies qui contribuent à dresser un portrait de la biodiversité nordique, puis en développant une méthodologie pour quantifier la vulnérabilité de la biodiversité nordique, afin de combler le manque de connaissances sur la biodiversité du Nord du Québec.	Chaire de recherche du Canada en biodiversité nordique	34 617,00 \$	9 000,00 \$
PCI-2461	Échange d'auteur : Louise Tondreau-Levert	L'auteure québécoise Louise Tondreau-Levert offrira des animations littéraires aux élèves des écoles franco-manitobaines, dans le sud de cette province. Elle apportera une sélection de ses œuvres qu'elle pourra présenter dans les écoles visitées. Ces animations feront la promotion de la créativité et de la littérature auprès de cette clientèle de jeunes écolières et écoliers. Pour terminer, elle donnera un aperçu de ce qu'est le monde de l'écriture. Elle expliquera la façon dont elle écrit ses livres et les diverses étapes du processus d'écriture.	Louise Tondreau-Levert	5 975,00 \$	5 975,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2462	Échange d'auteur : Réjean Roy	L'auteur et illustrateur acadien Réjean Roy offrira des animations littéraires aux élèves de la Commission scolaire des Navigateurs sur la Rive-Sud de Québec. Il apportera une sélection de ses œuvres qu'il pourra présenter dans les écoles visitées. Ces animations feront la promotion de la créativité et de la littérature auprès de cette clientèle de jeunes écoliers. Pour terminer, il proposera un aperçu de ce qu'est le monde de l'écriture et de l'illustration et il expliquera la façon dont il produit ses livres et les diverses étapes de tout ce processus.	Réjean Roy	5 250,00 \$	5 250,00 \$
PCI-2374	Échange entre Film Zone (FICFA) et SPIRA (N.-B. 9277)	Cinquième année de Tourne à Québec, mis sur pied en 2010, qui permet à un réalisateur de l'Acadie de venir tourner un court métrage à Québec avec une équipe composée de membres de Spira et de voir son film présenté en grande primeur dans le cadre du Festival international du cinéma francophone en Acadie (FICFA) et lors d'un événement de Spirafilm à Québec.	Film Zone inc.	6 400,00 \$	4 300,00 \$
PCI-2394	Échange littéraire Salon du livre 2016 (N.-B. 9399)	Ce projet consiste à faciliter la participation d'auteurs québécois au Salon du livre d'Edmundston, afin de promouvoir leurs œuvres littéraires. Les auteurs invités participent à une tournée scolaire et rencontrent des centaines de jeunes du primaire et du secondaire. Une vingtaine d'auteurs et auteures du Québec sont invités à prendre part aux différentes activités du Salon du livre.	Salon du livre d'Edmundston inc.	2 500,00 \$	2 500,00 \$
PCI-2354	Enracinés (N.-B. 9270)	Cette initiative a permis à des artistes du Nouveau-Brunswick et du Québec de produire une exposition en art contemporain et de réaliser une œuvre commune inspirée du matériel ethnologique du Musée du Témiscouata. L'exposition a été présentée à la Galerie Colline de Moncton de juillet à novembre 2015.	Galerie Colline inc. - Centre de diffusion en art contemporain	4 850,00 \$	2 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2417	Espace Francophone 2015 au NL Folk Festival	Ce projet vise la tenue du festival annuel de folklore de Terre-Neuve-et-Labrador. L'événement prévoit faire la promotion d'artistes francophones et québécois.	Réseau culturel francophone de Terre-Neuve-et-Labrador	2 500,00 \$	2 500,00 \$
PCI-2469	Étude exploratoire sur la migration des jeunes francophones au Canada, phase 2	Ce projet vise la réalisation de la seconde phase d'une étude permettant de réaliser l'inventaire des mesures actuelles des différents paliers gouvernementaux qui favorisent la rétention ou la mobilité des jeunes francophones en faveur des communautés francophones et acadiennes. Il sera également question d'un sondage chez les 14 à 35 ans afin de mieux cibler les actions des provinces et des territoires dans l'optique de développer une stratégie nationale portant sur la migration francophone.	Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada	10 000,00 \$	10 000,00 \$
PCI-2129	Festival de la chanson du Grand Ruisseau 2015	Chaque année, le Festival de la chanson du Grand Ruisseau réunit les chanteurs francophones de la région Évangéline et d'ailleurs sur l'Île-du-Prince-Édouard, pour trois jours d'ateliers et de présentations musicales. Cette année, la chanteuse québécoise Yolande Painchaud a été invitée par le Festival, afin de donner des ateliers de technique vocale aux membres des chorales ainsi qu'aux auteurs, compositeurs et interprètes locaux.	Coopérative de développement culturel et patrimonial de Mont-Carmel	3 500,00 \$	1 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2391	Festival des vidéastes du Manitoba - Échange interprovincial dans le domaine de la vidéo	Le Festival des vidéastes du Manitoba est un organisme qui propose différentes activités visant à combler un besoin de formation en français dans le domaine du court métrage vidéo, au Manitoba. Le Festival s'adresse aux jeunes de la huitième à la douzième année des écoles françaises et d'immersion, en leur donnant la possibilité d'enrichir leur langage par la réalisation de leur propre court métrage vidéo en français. Le Festival offre une formation sur l'apprentissage de la vidéo en français et propose annuellement une thématique différente. Il y est question de scénarisation, de tournage, de techniques d'interprétation, d'éclairage et de techniques de montage. Les vidéos réalisées par les jeunes sont ensuite présentées sur grand écran et, afin de souligner le travail des équipes participantes, le Festival leur décerne une variété de prix.	Festival des vidéastes du Manitoba inc.	7 500,00 \$	5 000,00 \$
PCI-2368	Festival d'été du Nouveau-Brunswick (NBSMF) (N.-B. 9281)	Le Festival d'été du Nouveau-Brunswick présente des concerts de musique classique, des ateliers et de la programmation communautaire. Ce festival se concentre sur deux compositeurs afin d'explorer à fond leur musique, leurs influences et leur héritage. Les artistes québécois invités pour l'année 2015 représentent à la fois les nouvelles tendances et les styles traditionnels de musique de chambre au Québec. Les jeunes musiciens locaux sont partie prenante du Festival, ce qui leur donne la chance de jouer et d'apprendre de musiciens professionnels de renom issus d'autres régions du pays.	Festival de musique d'été du Nouveau-Brunswick	2 750,00 \$	2 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2091	Festival du cirque de Dieppe 2015 et laboratoire de création (N.-B. 9271)	Le Festival de cirque de Dieppe présente sa 4e mouture, du 22 au 25 juillet 2015. Le Festival propose un spectacle de cirque d'envergure, issu de la collaboration entre Circus Stella et LaboKracBoom. Le Festival prévoit deux spectacles, un payant et un gratuit, une formation offerte par les artistes professionnels du Québec de même que de l'animation continue dans les rues de la ville durant les journées de l'événement.	Circus Stella inc.	6 000,00 \$	3 500,00 \$
PCI-2432	Festival jeunesse de l'Acadie 2015	Ce projet consiste à faire venir une délégation de jeunes du Québec au Festival jeunesse de l'Acadie (FJA). Chaque année, cet événement réunit environ 100 jeunes âgés de 12 à 18 ans des quatre provinces de l'Atlantique. Il offre à ces jeunes la possibilité de vivre une expérience unique qui leur permet de créer des liens d'amitié avec d'autres jeunes francophones, tout en développant leur identité culturelle et leurs habiletés en gestion. Le FJA 2015 se déroulera à Rustico, du 29 octobre au 1er novembre, dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard, et prendra la forme d'ateliers de formation et de perfectionnement ainsi que d'activités culturelles.	Jeunesse Acadienne ltée	2 000,00 \$	2 000,00 \$
PCI-2324	Hebb peut-il être distrait? Un examen systématique de l'interférence dans l'effet de répétition de Hebb	Collaboration entre les écoles de psychologie de l'Université Laval et de l'Université de Moncton, visant l'élaboration d'un programme de recherche sur l'effet d'interférence et d'éléments de distraction dans l'effet de Hebb par rapport à l'apprentissage du langage.	Université Laval - École de psychologie	4 950,00 \$	4 950,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2450	Improvisation libre sur le thème ! ...Francophonie, Saint-Pierre et Miquelon et Terre-Neuve et Labrador	Ce projet vise des formations et des matchs avec objectif de développer des aptitudes en improvisation pour des francophones de la région de Saint-Jean. Pour ce faire, des comédiens de la Ligue nationale d'improvisation (LNI) donneront des ateliers d'improvisation et prendront part à un match qui mettra en scène les participants aux ateliers. L'objectif des formations et du match est de former de jeunes adultes qui seront eux-mêmes appelés à initier d'autres jeunes au match d'improvisation. Suite à cette formation, les nouveaux formateurs pourront alors réinvestir leurs apprentissages dans leur communauté.	Réseau culturel francophone de Terre-Neuve-et-Labrador	2 000,00 \$	2 000,00 \$
PCI-2336	Influence des facteurs environnementaux et des herbivores sur la limite altitudinale des arbres dans les Monts Chic-Chocs, Québec	Ce projet consiste à implanter un site expérimental dans le cadre du réseau international Global Treeline Range Expansion Experiment, un consortium d'effort visant à comprendre l'évolution de la limite des arbres par une expérimentation en milieu arctique et en altitude. L'implantation permettra de quantifier l'influence des facteurs environnementaux et des herbivores sur le déplacement de la limite des arbres le long d'un gradient d'altitude en Gaspésie.	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	4 100,00 \$	4 100,00 \$
PCI-2359	L'acadie et le Québec dansent (N.-B. 9274)	Ce projet consiste à ce que des professionnels de Moncton de la compagnie DansEncorps participent à un stage de formation d'excellence en danse francophone avec des danseurs de renom, qualifiés pour l'entraînement des participants. Cette année, l'organisme accueille, de Québec, Dominique Turcotte, en danse classique, et de Montréal, Rémi Laurin Ouellette, en danse contemporaine, et Mélissa Flérangile, en jazz urbain.	Les Productions DansEncorps inc.	1 000,00 \$	1 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2227	La petite séduction à Iqaluit	La communauté francophone d'Iqaluit souhaite accueillir La petite séduction, diffusée sur les ondes de Radio-Canada, dans le cadre de la 10e saison de l'émission. Les hôtes devront séduire l'animateur en lui présentant la collectivité nordique à travers la conception et la réalisation de cinq activités filmées qui mettront de l'avant l'identité particulière de la communauté locale	Carrefour Nunavut	7 000,00 \$	7 000,00 \$
PCI-1978	La Tournée du cinéma québécois 2015 à Iqaluit	Cette initiative propose au public de la région d'Iqaluit une programmation d'œuvres du cinéma francophone canadien et d'autres activités d'animation, notamment scolaires, en coopération avec des établissements d'enseignement francophone du Nunavut. La programmation illustre diverses facettes du cinéma. Les principales activités prévues sont, dans la journée, des ateliers reliés aux métiers du cinéma, offerts aux jeunes et aux curieux ainsi que des ateliers professionnels pour le milieu des arts médiatiques, puis des présentations, en soirée, de longs métrages au grand public, suivies d'une discussion avec le réalisateur. En présentant des films francophones dans des régions où le français est minoritaire, la Tournée contribue au rapprochement entre les provinces, entre les publics francophone et anglophone de même qu'entre les artistes québécois et canadiens.	Fondation Québec Cinéma	7 500,00 \$	7 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2377	La Tournée du cinéma québécois 2015-2016 à Halifax	Cette initiative propose au public des régions de Halifax et de Dartmouth une programmation d'œuvres du cinéma francophone canadien et d'autres activités d'animation, notamment scolaires, en coopération avec des établissements d'enseignement francophone de la Nouvelle-Écosse. La programmation illustre diverses facettes du cinéma. Les principales activités prévues sont, dans la journée, des ateliers reliés aux métiers du cinéma offerts aux jeunes et aux curieux ainsi que des ateliers professionnels pour le milieu des arts médiatiques, puis des présentations, en soirée, de longs métrages au grand public, suivies d'une discussion avec le réalisateur. En présentant des films francophones dans des régions où le français est minoritaire, la Tournée contribue au rapprochement entre les provinces, entre les publics francophone et anglophone de même qu'entre les artistes québécois et canadiens. Les expériences passées ont prouvé l'engouement des Néo-Écossais pour les activités de Québec Cinéma dans leur région.	Fondation Québec Cinéma	6 000,00 \$	5 000,00 \$
PCI-2343	La Tournée du cinéma québécois 2015-2016 à l'Île du Prince-Édouard	La Tournée canadienne des Rendez-vous du cinéma québécois fait escale à l'Île-du-Prince-Édouard. Cette initiative propose au public de régions francophones de la province une programmation d'œuvres du cinéma francophone canadien et d'autres activités d'animation, en consolidant des partenariats avec la communauté et en organisant des activités grand public ou pour les étudiants. Ainsi, la programmation illustre diverses facettes du cinéma, durant son passage. En présentant des films francophones dans des régions où le français est minoritaire, la Tournée contribue au rapprochement entre les provinces, entre les publics francophones et anglophones ainsi qu'entre les artistes québécois et canadiens.	Fondation Québec Cinéma	7 500,00 \$	6 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2346	La Tournée du cinéma québécois 2015-2016 à Moncton (N.-B. 9354)	La Tournée du cinéma québécois s'adresse aux francophones et francophiles des régions visitées. Les activités de jour s'adressent aux jeunes de 15 à 25 ans et se déroulent dans les écoles secondaires francophones et les classes d'immersion de Moncton, de Dieppe, de Shediac et des villes avoisinantes. La tournée profitera également des vastes réseaux de contacts du FICFA, composés de réalisateurs, de producteurs et de distributeurs québécois et franco-canadiens, pour organiser une activité de réseautage entre ces professionnels venus de partout à travers le Canada. Les objectifs du projet sont d'offrir aux cinéphiles une plus grande diversité d'activités consacrées au cinéma francophone d'ici en présence de plusieurs artisans, mais également de renforcer le réseau professionnel entre l'industrie du cinéma québécois et celle du cinéma franco-canadien.	Fondation Québec Cinéma	7 500,00 \$	5 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2378	La Tournée du cinéma québécois 2015-2016 à Orléans-Ottawa	Cette initiative propose au public de la région d'Orléans une programmation d'œuvres du cinéma francophone canadien et d'autres activités d'animation, notamment scolaires, en collaboration avec des établissements d'enseignement francophone d'Ottawa. La programmation illustre diverses facettes du cinéma. Les principales activités prévues sont, dans la journée, des ateliers reliés aux métiers du cinéma, offerts aux jeunes et aux curieux ainsi que des ateliers professionnels pour le milieu des arts médiatiques, puis des présentations, en soirée, de longs métrages au grand public, suivies de discussions avec les réalisateurs. En présentant des films francophones dans des régions où le français est minoritaire, la tournée contribue au rapprochement entre les provinces, entre les publics francophone et anglophone de même qu'entre les artistes québécois et canadiens. Les expériences passées ont prouvé l'engouement des Ontariens pour les activités de Québec Cinéma dans leur région.	Fondation Québec Cinéma	7 500,00 \$	7 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2381	La Tournée du cinéma québécois 2015-2016 à Toronto en collaboration avec CinéFranco	Cette initiative propose au public de la région de Toronto une programmation d'œuvres du cinéma francophone canadien et d'autres activités d'animation, notamment scolaires, en collaboration avec des établissements d'enseignement francophone d'Ottawa. La programmation illustre diverses facettes du cinéma. Les principales activités prévues sont, dans la journée, des ateliers reliés aux métiers du cinéma, offerts aux jeunes et aux curieux ainsi que des ateliers professionnels pour le milieu des arts médiatiques, puis des présentations, en soirée, de longs métrages au grand public, suivies de discussions avec les réalisateurs. En présentant des films francophones dans des régions où le français est minoritaire, la tournée contribue au rapprochement entre les provinces, entre les publics francophone et anglophone de même qu'entre les artistes québécois et canadiens. Les expériences passées ont prouvé l'engouement des Ontariens pour les activités de Québec Cinéma dans leur région.	Fondation Québec Cinéma	7 500,00 \$	7 500,00 \$
PCI-2379	La Tournée du cinéma québécois 2015-2016 à Winnipeg et St-Boniface	La Tournée du cinéma québécois offre l'accès à une programmation de courts et de longs métrages professionnels québécois, accompagnés d'une sélection de films franco-canadiens, en présence d'artistes invités. Le passage au Manitoba permet de créer des liens entre le public franco-manitobain et les artistes du septième art et rend accessible le cinéma francophone d'ici. La Tournée souhaite étendre ses actions à Winnipeg et Saint-Boniface, contribuant ainsi à l'augmentation de l'offre et de la diffusion de films francophones dans la ville, durant l'année. De plus, un volet scolaire y est prévu dans les écoles franco-manitobaines, par la présentation d'ateliers d'analyse cinématographique.	Fondation Québec Cinéma	7 500,00 \$	7 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2428	La Tournée du cinéma québécois 2015-2016 à Yellowknife	<p>Cette initiative propose au public de la région de Yellowknife une programmation d'œuvres du cinéma francophone canadien et d'autres activités d'animation, notamment scolaires, en coopération avec des établissements d'enseignement francophone des Territoires du Nord-Ouest. La programmation illustre diverses facettes du cinéma. Les principales activités prévues sont, dans la journée, des ateliers reliés aux métiers du cinéma, offerts aux jeunes et aux curieux ainsi que des ateliers professionnels pour le milieu des arts médiatiques, puis des présentations, en soirée, de longs métrages au grand public, suivies d'une discussion avec le réalisateur. En présentant des films francophones dans des régions où le français est minoritaire, la Tournée contribue au rapprochement entre les provinces, entre les publics francophone et anglophone de même qu'entre les artistes québécois et canadiens. Ce sera la première fois que la Tournée s'arrêtera sur le territoire.</p>	Fondation Québec Cinéma	7 500,00 \$	7 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2455	La Tournée du cinéma québécois 2015-2016 en collaboration avec le Freeze Frame à Winnipeg	<p>La Tournée du cinéma québécois souhaite étendre son aventure en s'associant pour une première fois avec le festival Freeze Frame de Winnipeg. Cette initiative propose au public francophone de la région une programmation variée pour une durée d'une semaine. Il sera question de présentations d'œuvres du cinéma franco-canadien, d'activités d'animation et d'ateliers pratiques, en consolidant des partenariats avec la communauté et en organisant des activités grand public ou pour les étudiants. Ainsi, la programmation illustre diverses facettes du cinéma, durant son passage. En présentant des films francophones dans des régions où le français est minoritaire, la Tournée, en collaboration avec le Freeze Frame, contribue au rapprochement entre les provinces, entre les publics francophones et anglophones ainsi qu'entre les artistes québécois et canadiens.</p>	Fondation Québec Cinéma	2 500,00 \$	2 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2445	La Tournée du cinéma québécois à Terre-Neuve	Cette initiative propose au public de la région de Saint-Jean une programmation d'œuvres du cinéma francophone canadien et d'autres activités d'animation, notamment scolaires, en coopération avec des établissements d'enseignement et des organismes francophones de Terre-Neuve et Labrador. La programmation illustre diverses facettes du cinéma. Les principales activités prévues sont, dans la journée, des ateliers reliés aux métiers du cinéma offerts aux jeunes et aux curieux ainsi que des ateliers professionnels pour le milieu des arts médiatiques, puis des présentations, en soirée, de longs métrages au grand public, suivies d'une discussion avec le réalisateur. En présentant des films francophones dans des régions où le français est minoritaire, la Tournée contribue au rapprochement entre les provinces, entre les publics francophone et anglophone de même qu'entre les artistes québécois et canadiens. Les expériences passées ont prouvé l'engouement des Terre-Neuviens pour les activités de Québec Cinéma dans leur région.	Fondation Québec Cinéma	1 500,00 \$	1 500,00 \$
PCI-2397	La Tournée du cinéma québécois en Colombie-Britannique 2015-2016	La Tournée du cinéma québécois offre l'accès à une programmation de courts et de longs métrages professionnels québécois, accompagnés d'une sélection de films franco-canadiens, en présence d'artistes et d'artisans invités. Le passage en Colombie-Britannique permet de créer des liens entre le public britanno-colombien et les artisans du septième art et rend accessible le cinéma francophone d'ici. La Tournée souhaite étendre ses actions à Vancouver et renouer avec la ville de Nanaimo, afin de maximiser sa présence dans la province.	Fondation Québec Cinéma	7 500,00 \$	7 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2333	La typologie des conceptions des universités (Larouche, 2011) : partage d'expertise et applicabilité.	Ce projet vise à vérifier l'applicabilité réelle de la typologie de Larouche et coll. dans l'exercice de la planification stratégique. Ce projet de coopération entre l'équipe du Québec et l'équipe de l'Université de Moncton permettra l'échange de travaux et d'expertise entre le Québec et le Nouveau-Brunswick et l'établissement de liens avec les gestionnaires et les chercheurs dans le double but d'élargir l'équipe de recherche et de vérifier l'applicabilité de la typologie.	Université du Québec à Chicoutimi	5 520,00 \$	5 000,00 \$
PCI-2390	L'art contemporain pour les enfants	Le Centre culturel franco-manitobain offre un programme d'éveil et d'éducation artistique visant à familiariser les jeunes à l'art contemporain. L'organisme souhaite exposer des œuvres de deux artistes québécois dans sa galerie d'art et y offrir des ateliers de formation et de création en lien avec les expositions.	Centre culturel franco-manitobain	3 000,00 \$	3 000,00 \$
PCI-2338	Le contrôle des plantes vasculaires dans les bassins de culture de sphaigne: une étape nécessaire?	Ce projet consiste à suivre une expérience contrôlant l'expansion des plantes vasculaires par une coupe répétée à des moments clés de leur croissance, soit au début de la saison, avant la maturation des graines. et à la fin de la saison, dans les bassins de culture de sphaigne.	Université Laval - Groupe de recherche en écologie des tourbières	11 050,00 \$	5 000,00 \$
PCI-2141	Le Festival acadien de Clare échange avec le Festival La Virée	Le Festival acadien de Clare, célébrant ses soixante années d'existence en 2015, souhaite se joindre au festival La Virée de Carleton afin d'accueillir un artiste de chacune des deux régions dans leur programmation respective. Au bout de ce projet, les deux organismes auront partagé des connaissances et de l'expertise dans le milieu culturel francophone.	Festival acadien de Clare	2 500,00 \$	2 500,00 \$
PCI-2367	Le festival Harvest Jazz & Blues présente Florence K au Playhouse (N.-B. 9280)	Ce projet vise à inviter Florence K. au festival Harvest Jazz & Blues.	Harvest Jazz & Blues Festival	1 000,00 \$	1 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2214	Le Gaboteur en classe, en bandes dessinées	Ce projet vise à la création d'un concours de bandes dessinées dans Le Gaboteur, journal pour les jeunes francophones et francophiles de la province. Les activités prévues incluent l'offre d'un atelier en ligne aux jeunes ainsi que des ateliers sur place avec l'organisme québécois Front Froid, qui possède une expertise francophone de création et d'animation en bandes dessinées. À la fin du concours, les BD seront publiées régulièrement dans Le Gaboteur et sur son site Internet, puis réunies dans un recueil distribué dans les écoles francophones et anglophones et les bibliothèques publiques de la province.	Le Gaboteur	5 000,00 \$	5 000,00 \$
PCI-2318	Mission d'exploration et d'acquisition de ressources au Québec	Mission exploratoire de la Fédération des parents du Manitoba, visant à rencontrer des spécialistes et des représentants du domaine de l'éducation et de la petite enfance, afin de mettre à jour la collection des Mini-Centres de ressources éducatives à l'enfance, au Manitoba.	Fédération des parents du Manitoba	1 520,00 \$	1 000,00 \$
PCI-2320	Ombres Folles et Loup-Gris à Winnipeg!	Collaboration visant la présentation de Ivan Tsarévitch, l'Oiseau-de-feu et le Loup-gris, conte traditionnel russe, par une compagnie de théâtre québécoise. La pièce sera présentée sous forme de spectacle de marionnettes et de jeux d'ombres, afin de rejoindre la jeunesse franco-manitobaine. L'organisme souhaite également offrir des ateliers de théâtre d'ombres et de fabrication de marionnettes, après les spectacles.	Centre culturel franco-manitobain	3 000,00 \$	3 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2132	On a tous une Lydia Lee (N.-B. 9461)	Ce projet consiste à produire un spectacle théâtral multidisciplinaire par un partenariat entre le Centre culturel Aberdeen et le Théâtre de Quat'Sous. Les principales activités de la production comprennent un travail initial de création entre Marie-Jo Thério, artiste multidisciplinaire, et Brigitte Poupart, metteuse en scène montréalaise. Cette dernière sera accueillie à titre d'artiste en résidence pour une période de 4 à 6 semaines au Centre culturel Aberdeen. Les partenaires travailleront ensuite dans leur ville respective sur la production générale.	Centre culturel Aberdeen	11 770,00 \$	8 000,00 \$
PCI-2415	Partage des connaissances et des meilleures pratiques entre les collèges du Québec et les établissements francophones du Canada	Le Programme structurant de partage et de renforcement de l'expertise des collèges et cégeps canadiens en enseignement professionnel et technique dispensé en français (PRÉCEPT-F) soutient le développement éducatif de la francophonie canadienne, en rendant accessible l'expertise des établissements du Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada. Les collèges du Québec et ceux des autres provinces et territoires canadiens auront accès à des programmes de formation et profiteront de meilleures pratiques, tant sur le plan administratif que sur le plan pédagogique, par l'entremise de partenariats, d'échanges et de partage d'expertise. Le PRÉCEPT-F vise l'ensemble des domaines d'intervention d'un établissement d'enseignement collégial : l'enseignement et ses modes de livraison, le matériel didactique, les activités pratiques, l'acquisition des compétences, le recrutement, la rétention et le perfectionnement de la main-d'œuvre, la vie scolaire et parascolaire.	Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada	50 000,00 \$	50 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2163	Participation à la FrancoFête en Acadie 2015 (N.-B. 9351)	La FrancoFête en Acadie est un événement qui donne une importante vitrine aux arts de la scène canadienne francophone. La programmation vise à faire découvrir des artistes de provenances diversifiées. La participation de l'organisme à but non lucratif Au Vieux Treuil permet de conclure des ententes interprovinciales avec des producteurs, agents et artistes de la francophonie canadienne et de renforcer le lien avec le Réseau atlantique de diffusion des arts de la scène, dont le Québec fait partie.	Au Vieux Treuil	724.00 \$	400.00 \$
PCI-2349	Participation de musiciens québécois au festival de musique baroque de Saint John (N.-B. 9177)	Ce projet vise à faire venir le duo québécois RedOwl au Festival de musique baroque de Saint John.	Early Music Studio of Saint John Inc.	1 115.00 \$	1 000.00 \$
PCI-2340	Plusieurs spectacles acadiens au festival L'Outaouais en fête 2015 (N.-B. 9353)	Le festival L'Outaouais en fête entend mettre en évidence la francophonie, la langue française et la culture d'expression française à travers ses diverses activités culturelles et artistiques. Pour le 39e festival L'Outaouais en fête, l'organisation souhaite célébrer la diversité culturelle et artistique avec une soirée entièrement consacrée à la musique acadienne, de l'émergence à la renommée internationale. Sont également prévues des activités sociales consacrées à la promotion du fait français au Canada : Francofête, déjeuners-causeries, échanges entre artistes, etc.	Festival L'Outaouais en fête inc.	6 000.00 \$	3 000.00 \$
PCI-2424	Point de rencontre : langue et cultures d'expression française	Ce projet entend favoriser à la fois la prestation d'artistes québécois à l'Université Simon Fraser en Colombie-Britannique et le rayonnement de la langue et des cultures d'expression française dans la province, par l'organisation d'activités culturelles au sein de la communauté. De plus, il permettra de reconnaître et d'encourager l'enseignement en langue française au sein de cette institution.	Université Simon Fraser	6 000,00 \$	5 000.00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2366	Présentation de "SEEDS" par Porte Parole (N.-B. 9278)	Ce projet vise la présentation d'une pièce théâtrale des productions Porte Parole, organisme du Québec, dans le cadre des Spotlight Series du Fredericton Playhouse. Cette série est un programme phare, mettant en vedette des performances théâtrales de renommée mondiale, de même que la danse et la musique.	The Fredericton Playhouse	2 500,00 \$	1 500,00 \$
PCI-2352	Présentation et performance: L'ornementation et le style baroque vocal et instrumental (N.-B. 9268)	Ce projet vise la tenue d'une classe de maître sur la musique baroque dans la région de Tantramar. Elle sera présentée par des musiciens du Québec et du Nouveau-Brunswick. Ce projet permettra de tisser des liens entre les musiciens locaux et ceux du Québec ainsi que d'amener une expertise aux étudiants francophones et anglophones en musique des universités du Nouveau-Brunswick.	Centre d'Action Artistique inc.	2 500,00 \$	2 000,00 \$
PCI-2321	Programme scolaire du Festival du Voyageur 2016 : Gros SHOW des ados	Le 47e Festival du Voyageur compte offrir, dans le cadre de son programme scolaire 2016, plusieurs représentations du Gros show des ados, et ce, durant quatre jours. Le gros show des ados est un spectacle musical qui offre une occasion à des artistes québécois de la scène de se produire ailleurs que dans un marché majoritairement francophone.	Festival du voyageur inc.	5 000,00 \$	5 000,00 \$
PCI-1914	Projet Québec/Moncton (N.-B. 9370)	La compagnie Code Universel, qui œuvre en danse contemporaine au Québec depuis dix ans, s'associe à la compagnie DansEncore du Nouveau-Brunswick pour créer un spectacle de danse contemporaine regroupant des artistes des deux provinces. Ce projet sera aussi composé d'un laboratoire ouvert au public, lors de trois semaines de résidence au Musée de la civilisation de Québec. Il sera ensuite poursuivi à Moncton par deux résidences, des représentations informelles devant public ainsi que des ateliers de découverte et des activités de médiation. Enfin, le projet se terminera par une représentation lors du Festival de danse en Atlantique, à Moncton.	Code Universel	10 000,00 \$	6 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2419	Rendez-vous Acadie-Québec 2015 (volet 2)	L'Association des centres locaux de développement du Québec et le Conseil économique de Beauce, en collaboration avec le Conseil économique du Nouveau-Brunswick, ont organisé le 6e Rendez-vous Acadie-Québec, lequel s'est tenu à Saint-Georges, au Québec, du 16 au 18 septembre 2015.	Conseil économique du Nouveau-Brunswick inc.	26 250,00 \$	26 250,00 \$
PCI-2347	Rendez-Vous Champlain	Ce projet vise la tenue d'un concert dans le cadre du Rendez-Vous Champlain, pour les festivités du 400e anniversaire de présence française en Ontario. Le spectacle mettra en vedette des groupes francophones du Québec, du Manitoba, de l'Acadie et de l'Ontario. Ce projet est le fruit de la coopération entre l'Office des affaires francophones de l'Ontario, le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du Québec et la Ville de Penetanguishene.	Ville de Penetanguishene	40 000,00 \$	35 000,00 \$
PCI-2330	Résidence en art visuel et danse	Collaboration entre l'Île-du-Prince-Édouard et les Îles-de-la-Madeleine, visant, par l'entremise de plusieurs résidences d'artistes, à faire découvrir aux communautés acadiennes et francophones les différentes disciplines francophones ainsi que divers styles artistiques et culturels de langue française. Le projet comprend une série d'activités entourant les arts visuels, dans trois communautés acadiennes et francophones de North Rustico, de Summerside et de Prince-Ouest, alors que les communautés des régions de Charlottetown, Évangéline et Souris encourageront la danse à travers diverses interventions. Chacune des résidences s'étendra sur une à quatre semaines.	Fédération culturelle de l'Île-du-Prince-Édouard	10 000,00 \$	4 000,00 \$
PCI-2370	Salaison (Année 2 - Cueillettes de données) (N.-B. 9285)	Collaboration entre le Théâtre populaire d'Acadie et Satellite Théâtre, visant à produire une pièce de théâtre. Ce projet traite à la fois de l'histoire et de l'impact socioéconomique d'une pratique de conservation des aliments.	Théâtre populaire d'Acadie	2 400,00 \$	2 400,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2364	Salon du livre de la Péninsule acadienne - 12e édition (N.-B. 9283)	Le 12e Salon du livre de la Péninsule acadienne aura lieu à Shippagan. L'événement fait appel à la participation d'auteurs du Nouveau-Brunswick, du Québec et d'autres endroits francophones à des conférences, des ateliers, des animations jeunesse et des séances de signature. Plus de trois cents maisons d'édition sont représentées dans une soixantaine de kiosques, offrant une vitrine pour les produits littéraires de la francophonie.	Salon du livre de la Péninsule acadienne inc.	3 000,00 \$	2 700,00 \$
PCI-2457	Séjour éducatif et culturel en francophonie dans les villes de Montréal et Québec	Ce projet vise la découverte, par les élèves terre-neuviens francophones de Saint-Jean, de certains endroits du Québec et de son système éducatif postsecondaire, notamment l'Université Laval, le Centre de la francophonie des Amériques et le musée de la civilisation à Québec, ainsi que le Biodôme et le Centre de sciences à Montréal.	École des Grands-Vents	8 000,00 \$	8 000,00 \$
PCI-2414	Semaine nationale de la francophonie 2016 : Francoportraits numériques	L'ACELF tiendra, du 3 au 23 mars 2016, la 24e Semaine nationale de la francophonie (SNF). Cet événement convie les milieux éducatifs francophones des treize provinces et territoires canadiens à réaliser des activités pour célébrer leur engagement à l'égard de leur langue et de leur culture francophone. Dans le cadre de la SNF, l'ACELF propose un nouveau concours, intitulé Francoportraits, destiné aux clientèles des centres de la petite enfance francophones et des écoles de langue française primaires et secondaires. Pendant la SNF, les groupes participants auront à réaliser une photo numérique selon les modalités propres à leur groupe d'âge. La production de chaque groupe participant sera mise en ligne sur Internet, dès leur inscription. Des prix seront remis par tirage au sort parmi les groupes participants, sous forme de produits culturels francophones.	Association canadienne d'éducation de langue française	7 500,00 \$	7 500,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2313	Spectacle de Dabke par la Troupe Layalina (N.-B. 9286)	Prestation d'une troupe de danse montréalaise au Festival de l'héritage asiatique au Nouveau-Brunswick, qui a eu lieu dans trois villes, soit Miramichi, Fredericton et Saint John, du 22 au 24 mai 2015.	Troupe Layalina	4 166,00 \$	2 000,00 \$
PCI-2375	Stages en enseignement dans les communautés francophones - édition 2015-2016	Ce programme de stages s'adresse aux étudiants québécois des facultés d'éducation désirant faire un stage pratique et crédité de 6 à 8 semaines dans une école d'une communauté francophone. Le mandat du programme est d'offrir du perfectionnement professionnel axé sur la construction identitaire en milieu francophone minoritaire. Pour l'année 2015-2016, 18 places de stages seront disponibles, réparties dans 6 lieux d'accueil : Alberta, Colombie-Britannique, Manitoba, Saskatchewan, Yukon et Ontario.	Association canadienne d'éducation de langue française	28 000,00 \$	28 000,00 \$
PCI-2358	Symposium d'arts visuels du nord-ouest du Nouveau-Brunswick (N.-B. 9273)	Ce projet vise la promotion du talent, de l'énergie créatrice et des patrimoines respectifs, ainsi que la production et la mise en marché des œuvres de qualité, tant au Nouveau-Brunswick qu'au Québec. L'événement est d'abord éducatif, et la qualité des activités a pour but d'accroître l'excellence dans le domaine.	Symposium d'arts visuels du nord-ouest du Nouveau-Brunswick	1 750,00 \$	1 600,00 \$
PCI-2426	Traduction d'une vidéo et d'un feuillet d'information sur le soutien aux repas et aux troubles de l'alimentation	Ce projet vise à traduire en langue française une vidéo d'information et de soutien aux familles sur les meilleures pratiques concernant les soins à apporter aux jeunes patients et patientes souffrant de troubles alimentaires. Ce document leur fournit des outils pratiques et des stratégies. Actuellement, il n'existe aucune vidéo traitant de ce sujet en français, au Canada. Ainsi, le CHU Sainte-Justine de Montréal et l'Hôpital pour enfants de la Colombie-Britannique souhaitent traduire cette vidéo en français, afin de répondre à leurs besoins.	Centre de ressources pour la santé mentale Kelty, hôpital pour enfants de la Colombie-Britannique	2 000,00 \$	2 000,00 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PCI-2357	Transfert d'expertise en médiation culturelle/théâtre citoyen (N.-B. 9272)	Ce projet consiste à former les membres de troupes de théâtre émergentes, soit le Théâtre la Cigogne et le Théâtre Alacenne, afin qu'ils puissent développer leur expertise en coécriture, dans une approche de médiation culturelle, en travaillant avec les communautés ciblées. La codirection artistique sera assumée par les artistes des deux provinces.	Conseil provincial des sociétés culturelles du Nouveau-Brunswick	10 000,00 \$	4 000,00 \$
PCI-2142	Troubles de comportements, et si c'était de l'anxiété	Ce projet consiste à tenir une session de formation professionnelle en français pour des éducateurs néo-écossais de la petite enfance. Elle sera assurée par des formateurs québécois et se tiendra sur la problématique de l'anxiété chez les enfants. L'objectif de la formation est de sensibiliser les participants aux liens entre l'anxiété et les problèmes d'attention et de comportement, afin d'optimiser les chances de réussite chez l'enfant.	Centre provincial de ressources préscolaires	3 200,00 \$	2 000,00 \$
PCI-2187	Vers une politique familiale au Nouveau-Brunswick - Mission exploratoire pour un partenariat Québec-Acadie	Mission exploratoire de l'Association francophone des parents du Nouveau-Brunswick, afin de bénéficier de l'expertise d'organismes québécois dans l'optique de l'implantation une politique familiale au Nouveau-Brunswick.	Association francophone des parents du Nouveau-Brunswick inc.	5 525,00 \$	4 000,00 \$
PCI-2401	Vivre en santé de corps et d'esprit, une série de formation pour les aînés	Ce projet vise l'embauche d'une professionnelle québécoise du domaine de la santé, pour faire une tournée dans des communautés francophones de Terre-Neuve-et-Labrador, dans le but de donner des formations sur des sujets de santé et de bien-être, propres aux aînés. Sous la gouverne des associations locales, les formations seront également agrémentées d'une réception et d'un temps de partage.	Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador	5 000,00 \$	5 000,00 \$
Total				694 744,00 \$	538 504,00 \$

ÉTUDE DE CRÉDITS 2016-2017 - RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Question 11 - Autres crédits de transfert

Listes des projets subventionnés en 2015-2016

Nombre de projets :	20
Aide financière totale accordée :	266 000 \$

Critère(s) de sélection :

- Programme(s) : Entente FCFA
- Année(s) financière(s) : 2015-2016
- État(s) du projet : Projet(s) accepté(s)

Nombre de projets :

1

Aide financière totale accordée :

75 000 \$

No de projet	Titre	Description web	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
FCF-2429	Entente de coopération entre le SAIC et la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA)	Entente de coopération entre le SAIC et la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA)	Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada	75 000,00 \$	75 000,00 \$

Critère(s) de sélection :

- Programme(s) : Entente SNA
- Année(s) financière(s) : 2015-2016
- État(s) du projet : Projet(s) accepté(s)

Nombre de projets :

4

Aide financière totale accordée :

50 000 \$

No de projet	Titre	Description web	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
SNA-2436	Entente de partenariat entre les Îles-de-la-Madeleine et l'Île-du-Prince-Édouard	Ce projet consiste à envoyer une délégation de l'IPPE aux Îles de la Madeleine constituée des représentants des principaux domaines concernés, suivie d'une mission de représentants madelinots à l'Î.-P.-É., dans le but de poursuivre les discussions menant à la signature d'un protocole d'entente au printemps 2016.	Société Nationale de l'Acadie	20 000,00 \$	20 000,00 \$
SNA-2439	Prix Acadie-Quebec	Créé en 2006, le Prix Acadie-Québec s'inscrit dans les actions entreprises dans le cadre de l'entente entre la Société Nationale de l'Acadie et le gouvernement du Québec. Il a pour objectif de reconnaître la solidarité entre l'Acadie et le Québec et de promouvoir et d'encourager des liens d'échanges et de collaboration entre les communautés acadiennes et la société québécoise. Ce prix est attribué à un individu ou à un organisme, du Québec ou de l'Acadie. Ce prix prend la forme d'une oeuvre originale qui est remise au partenaire québécois et acadiens dans le cadre de la réception à l'occasion de la Fête nationale du Québec tenue à Dieppe au Nouveau-Brunswick.	Société Nationale de l'Acadie	6 000,00 \$	6 000,00 \$
SNA-2441	Prix Éloïze de l'Artiste de l'Acadie du Québec : la promotion du prix	Les Éloïzes célèbrent la création artistique en reconnaissant le dynamisme, la qualité et l'originalité du travail des artistes professionnel.le.s de l'Acadie dans six disciplines artistiques (arts visuels, musique, danse, théâtre, littérature et arts médiatiques). Ils soulignent aussi la contribution des médias, des individus, des entreprises, des événements et des organismes à l'avancement des arts en Acadie. Ces prix sont remis lors de la Soirée des Éloïzes, organisée par l'Association acadienne des artistes professionnel.le.s du Nouveau-Brunswick. Cette distinction est remise à un artiste québécois qui s'identifie ou qui contribue à la culture acadienne.	Société Nationale de l'Acadie	10 000,00 \$	10 000,00 \$

No de projet	Titre	Description web	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
SNA-2444	Renforcement des liens entre l'Acadie et le Québec	La SNA vise à renforcer les liens des peuples acadien et québécois en proposant trois missions distinctes au Québec.	Société Nationale de l'Acadie	14 000,00 \$	14 000,00 \$
			Total	50 000,00 \$	50 000,00 \$

Critère(s) de sélection :

- Programme(s) : Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC)
- Année(s) financière(s) : 2015-2016
- État(s) du projet : Projet(s) accepté(s)

Nombre de projets :

1

Aide financière totale accordée :

131 300 \$

No de projet	Titre	Description	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
SCI-2452	Contribution annuelle du gouvernement du Québec au budget de fonctionnement du Secrétariat pour l'exercice financier 2015-2016	Contribution annuelle du gouvernement du Québec au budget de fonctionnement du Secrétariat pour l'exercice financier 2015-2016	Receveur général du Canada		131 300,00 \$

Critère(s) de sélection :

- Programme(s) : Promotion et diffusion (PROM)
- Année(s) financière(s) : 2015-2016
- État(s) du projet : Projet(s) accepté(s)

Nombre de projets :

14

Aide financière totale accordée :

9 700 \$

No de projet	Titre	Demandeur-bénéficiaire	Montant demandé au SAIC	Montant accordé
PRO-2433	1995-2015 - Le Réseau Coup de coeur a 20 ans	Coup de coeur francophone	5 000,00 \$	5 000,00 \$
PRO-2383	96e Assemblée générale annuelle de la SSTA	Société Saint-Thomas-d'Aquin	300,00 \$	300,00 \$
PRO-2384	Assemblés générale annuelle de la SANB	Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick	200,00 \$	200,00 \$
PRO-2385	Atelier-découverte dans le domaine des technologies de la scène	Le Théâtre la Tangente	300,00 \$	300,00 \$
PRO-2387	Fête de la Saint-Jean 2015 du grand Sudbury	Association canadienne-française de l'Ontario (du grand Sudbury) inc.	250,00 \$	250,00 \$
PRO-2396	Franco Fierté 2015	Action positive VIH/sida	250,00 \$	250,00 \$
PRO-2365	Gala 2015 des prix d'excellence	Association de la presse francophone	750,00 \$	750,00 \$
PRO-2388	Grand Rassemblement 2015	Assemblée de la francophonie de l'Ontario	500,00 \$	500,00 \$
PRO-2382	Petits-déjeuners causeries du CÉNB	Conseil économique du Nouveau-Brunswick inc.	500,00 \$	500,00 \$
PRO-2435	Rapport annuel / Assemblée générale de la FANE	Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse	250,00 \$	250,00 \$
PRO-2389	Soirée de financement	L'Assemblée des communautés francophones de l'Ontario, Durham-Peterborough	250,00 \$	250,00 \$
PRO-2395	Souper Francofun	Souper Francofun	300,00 \$	300,00 \$
PRO-2403	Spécial Fête de la Saint-Jean	Chambre de Commerce Francophone de Vancouver	400,00 \$	400,00 \$
PRO-2386	Spectacle annuel des Voix du coeur	L'ensemble vocal Les voix du coeur	450,00 \$	450,00 \$
		Total	9 700,00 \$	9 700,00 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 12 :

**CRÉDITS ACCORDÉS AU CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES
AMÉRIQUES EN 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.**

**Réponse : Les crédits accordés au Budget des dépenses pour le
Centre de la francophonie des Amériques ont été de
2 075 900 \$ en 2015-2016 et sont du même montant en
2016-2017.**

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 13 :

**COPIE DE TOUTE LA CORRESPONDANCE ENTRE LE CABINET DU
MINISTRE RESPONSABLE, INCLUANT LE MINISTRE, ET LE
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 1^{ER} JUIN 2015.**

**Réponse : Voir documents joints. Les autres documents répertoriés
sont protégés en vertu de la Loi sur l'accès aux documents
des organismes publics et sur la protection des
renseignements personnels (L.R.Q., c A-2.1).**



Gouvernement du Québec
Le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes
et de la Francophonie canadienne
Le ministre responsable de l'Accès à l'information
et de la Réforme des institutions démocratiques
Le leader parlementaire du gouvernement
Le député de Saint-Laurent

Montréal, le 18 décembre 2015

Madame Maryam Monsef
Ministre des Institutions démocratiques
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Madame la Ministre,

Le 3 décembre dernier, vous annonciez une réforme du Sénat visant à établir un processus non partisan de sélection des candidats au poste de sénateur. D'entrée de jeu, nous souhaitons vous indiquer que nous sommes favorables à cette orientation qui vise une plus grande indépendance et l'absence de partisanerie.

Le processus que vous proposez comprend une phase transitoire pour quelques nominations ponctuelles au début de 2016, dont une au Québec, et une phase permanente.

Vous avez bien compris de nos échanges que le processus permanent est celui qui a le plus d'intérêt pour nous.

Vous reconnaissez le rôle fondamental du Sénat à représenter les intérêts des provinces et des minorités au sein du processus législatif. C'est entre autres en raison de ce rôle de représentation des régions et des provinces que le gouvernement fédéral et les provinces convenaient d'un accord politique en 1987, l'Accord du lac Meech. On y prévoyait que dans l'intervalle d'une modification constitutionnelle, «les personnes nommées aux sièges vacants au Sénat seront choisies parmi celles qui auront été proposées par le gouvernement de la province à représenter et agréées par le Conseil privé de la Reine pour le Canada».

En ce qui concerne la phase permanente, je vous propose la formule suivante qui se décline en quatre éléments principaux :

Adresse de circonscription
5355, boulevard Henri Bourassa Ouest
Bureau 312
Saint-Laurent (Québec) H4K 2L6
Téléphone : 514 747-4050
Télécopieur : 514 747-5605

- le comité de sélection serait formé de 3 personnes identifiées par Québec et de 3 personnes identifiées par Ottawa, dont une de ces dernières assurerait la présidence;
- la décision de recommandation des candidats serait prise à l'unanimité;
- la liste des recommandations serait partagée avec le premier ministre du Québec pour que celui-ci formule ses commentaires et recommandations à leur égard au premier ministre du Canada; et
- le premier ministre du Canada conserverait sa prérogative pour choisir le candidat retenu.

Bien sûr, ce processus devra conserver un caractère confidentiel pour assurer le plus haut niveau des candidatures.

Nous avons la conviction que cette formule est équilibrée et qu'elle est conforme à vos objectifs. Je comprends de nos échanges récents que vous acceptez de considérer cette formule sérieusement.

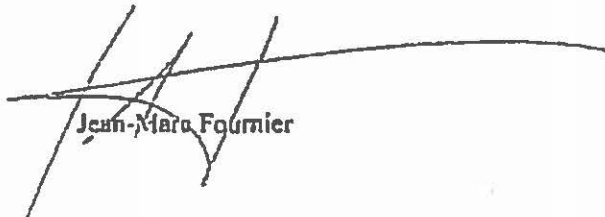
Ce processus respecte l'orientation prévue dans l'Accord du Lac Meech en y ajoutant la composante d'indépendance et le caractère non partisan associée à la sélection initiale.

Le rôle de représentation de provinces et de régions attribué au Sénat appelle un processus qui implique le gouvernement des provinces. En ce sens, votre accord final à l'égard du processus permanent que nous proposons constituera une avancée significative dans nos relations fédérales et provinciales.

À l'égard de la phase transitoire, conformément au processus que vous avez annoncé, nous identifierons les deux personnes en mesure d'occuper la fonction au sein du comité de sélection.

Nous sommes confiants de convenir rapidement du processus permanent inscrit à la présente.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de ma haute considération.



Jean-Marie Fournier

Montréal, le 23 décembre 2015

Madame Maryam Monsef
Ministre des Institutions démocratiques
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Madame la Ministre,

La présente fait suite à votre lettre du 22 décembre dans laquelle vous confirmez avoir reçu les noms des deux personnes identifiées par le Québec pour siéger au comité consultatif transitoire sur les nominations au Sénat que vous avez annoncé le 3 décembre dernier.

Votre annonce comprenait une phase transitoire pour quelques nominations ponctuelles au début de 2016, dont une au Québec, et une phase permanente. Comme vous l'avez bien compris au cours de nos nombreux échanges à ce sujet, c'est le processus permanent qui est le plus important pour nous.

La formule que nous vous avons proposée pour le mettre en œuvre est équilibrée et conforme à la fois à vos objectifs et à l'orientation prévue dans l'Accord du Lac Meech, en y ajoutant la composante d'indépendance et de non-partisannerie associée à la sélection initiale. Cette formule comprend 4 éléments :

- le comité de sélection serait formé de 6 personnes, dont 3 identifiées par Québec et 3 par Ottawa, dont une de ces dernières assurerait la présidence;
- la liste des candidats serait décidée à l'unanimité par le comité;
- cette liste serait partagée avec le premier ministre du Québec pour que celui-ci formule ses commentaires et recommandations à leur égard au premier ministre du Canada; et
- le premier ministre du Canada conserverait sa prérogative pour choisir le candidat retenu.

Bien sûr, ce processus devra conserver un caractère confidentiel.

Au cours de nos échanges, vous vous êtes engagée à étudier sérieusement cette formule et à la présenter pour décision, engagements qui ont été confirmés par l'équipe du premier ministre du Canada à celle du premier ministre du Québec.

Or dans votre correspondance d'hier, vous réitérez que vous modifierez le processus permanent en fonction de tous les commentaires reçus pendant la phase transitoire. Pourtant, le rôle de représentation de provinces et de régions attribué au Sénat appelle un processus qui implique particulièrement et spécifiquement le gouvernement des provinces.

Dans le Renvoi relatif à la *Loi sur la Cour suprême*, la Cour suprême rappelle qu'elle est une institution de notre fédération qui a été conçue entre autres pour garantir « que les traditions juridiques et les valeurs sociales distinctes du Québec y soient représentées » et indique qu'il en va de sa légitimité, puisque le fédéralisme était la réponse juridique aux réalités politiques et culturelles qui existaient à l'époque de la Confédération et qui existent toujours aujourd'hui. À cette époque, les dirigeants politiques avaient dit à leur collectivité respective que l'union canadienne permettrait de concilier unité et diversité.

Dans le Renvoi relatif à la réforme du Sénat, la Cour suprême rappelle que le Sénat est une des institutions politiques fondamentales du Canada et qu'il se situe au cœur des ententes ayant donné naissance à la fédération canadienne.

Finalement, dans le Renvoi relatif à la *Loi sur les valeurs mobilières*, la Cour réitère l'importance des intérêts des provinces en tant que parties prenantes dans l'ordre constitutionnel canadien et remarque « l'existence d'une tendance de plus en plus marquée à envisager les problèmes complexes de gouvernance susceptibles de se présenter dans une fédération, non pas comme une simple alternative entre les deux ordres de gouvernement, mais comme une recherche coopérative de solutions qui satisfont les besoins tant de l'ensemble du pays que de ses composantes. » « Le fédéralisme qui sous-tend le cadre constitutionnel canadien n'exige pas moins », conclut-elle.

C'est dans ce contexte que nous continuerons d'insister pour que les provinces jouent un rôle significatif au sein des institutions de la fédération, en l'occurrence dans le processus de nomination au Sénat.

Il était donc important pour le Québec de recommander deux personnes pour siéger au comité consultatif. Ces deux personnes, dont les parcours sont exceptionnels et qui ont su gagner l'admiration de leurs pairs dans leurs domaines respectifs, sauront certainement participer à l'atteinte de votre objectif, que nous avons appuyé d'emblée, soit de rendre le processus de nomination au Sénat plus indépendant et non partisan.

Ainsi, nous avons convenu que parmi les cinq noms que vous transmettrait le Québec pour donner suite à votre demande, seuls ces deux constitueraient une recommandation et feraient suite à une vérification préalable de leur intérêt pour le poste.

Nous ne pouvons que nous étonner et regretter la position qu'indique votre dernière correspondance, qui contredit ces engagements répétés et qui va à l'encontre tant de la raison d'être du Sénat que des décisions récentes de la Cour suprême, ainsi que de la volonté du premier ministre du Canada de collaborer réellement avec les provinces.

Nous demeurons confiants de pouvoir confirmer rapidement l'entente convenue, qui facilitera l'atteinte de nos objectifs communs dans le meilleur intérêt de nos concitoyens.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne,



Jean-Marc Fournier

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 14 :

**LISTE DES RENCONTRES (EN PERSONNE OU TÉLÉPHONIQUES) DU
MINISTRE AVEC DES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.**

Réponse :

DATE ET LIEU	ÉVÈNEMENT	SUJETS ABORDÉS
17 juin 2015 Toronto (Ontario)	Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne – Réunion fédérale-provinciale-territoriale	<ul style="list-style-type: none"> • Offre de services gouvernementaux de langue française • Développement économique en francophonie canadienne • Tourisme comme outil pour le développement et la promotion de la francophonie canadienne • Médias de langue française • Immigration francophone
29 octobre 2015 Québec (Québec)	Rencontre avec M. François-Philippe Champagne, secrétaire parlementaire du ministre des Finances et député de Saint-Maurice-Champlain	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de circuit touristique et patrimonial de la francophonie canadienne
30 octobre 2015 Québec (Québec)	<p>Séance de travail ministérielle :</p> <p>Mme Madeleine Meilleur, procureure générale et ministre déléguée aux Affaires francophones de l'Ontario</p> <p>Mme Francine Landry, ministre de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail et ministre responsable de la Francophonie du Nouveau-Brunswick</p> <p>Mme Lena Metlege Diab, ministre de l'Immigration de la Nouvelle-Écosse</p> <p>M. Sony Gallant, vice-président de l'Assemblée législative et député de la circonscription 24 Évangéline-Miscouche de l'Île-du-Prince-Édouard</p> <p>M. François-Philippe Champagne, député fédéral de la circonscription Saint-Maurice-Champlain</p> <p>M. Jean-Yves Duclos, député fédéral de la circonscription Québec</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de circuit touristique et patrimonial de la francophonie canadienne
23 novembre 2015 Ottawa (Ontario)	Rencontre avec M ^{me} Mélanie Joly, ministre du Patrimoine canadien	<ul style="list-style-type: none"> • Francophonie canadienne • Circuit touristique et patrimonial de la francophonie canadienne
23 novembre 2015 Ottawa (Ontario)	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration intergouvernementale • 21^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris • Réfugiés syriens

11 décembre 2015 Québec (Québec)	Rencontre bilatérale avec les premiers ministres Trudeau et Couillard	<ul style="list-style-type: none"> • Économie : <ul style="list-style-type: none"> - Stratégie maritime et Plan Nord - Infrastructures - Valeurs mobilières • Changements climatiques • Transferts fédéraux • 150e anniversaire de la Confédération • Bonification du Régime de pensions du Canada • Crédit d'impôt pour Fonds de travailleurs
14 décembre 2015 Ottawa (Ontario)	Rencontre avec M ^{me} Maryam Monsef, ministre fédérale des Institutions démocratiques	<ul style="list-style-type: none"> • Nouveau processus de nomination au Sénat canadien
1 ^{er} février 2016 Ottawa (Ontario)	Rencontre avec M. Dominic Leblanc, leader parlementaire du gouvernement fédéral	<ul style="list-style-type: none"> • Nouveau processus de nomination au Sénat canadien
1 ^{er} février 2016 Ottawa (Ontario)	Rencontre avec M. Mathieu Bouchard, conseiller principal, Cabinet du premier ministre M. Justin Trudeau	<ul style="list-style-type: none"> • Dossiers actifs auprès du gouvernement fédéral • Francophonie canadienne • Nouveau processus de nomination au Sénat canadien
2 mars 2016 Vancouver (Colombie-Britannique)	Rencontre avec M. Mathieu Bouchard, conseiller principal, Cabinet du premier ministre M. Justin Trudeau	<ul style="list-style-type: none"> • Dossiers actifs auprès du gouvernement fédéral • Budget 2016 du gouvernement fédéral • Francophonie canadienne • Nouveau processus de nomination au Sénat canadien
3 mars 2016 Vancouver (Colombie-Britannique)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques • Discussion sur l'économie et les priorités pour soutenir la croissance
15 mars 2016 Québec (Québec)	Rencontre avec M. Jean-Yves Duclos, ministre fédéral de la Famille, des Enfants et du Développement social	<ul style="list-style-type: none"> • Discussion sur les relations canadiennes • Francophonie canadienne • Nouveau processus de nomination au Sénat canadien

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 15 :

DEMANDES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DE L'ENTENTE SUR LE PARTAGE DES COÛTS À LA SUITE DU DÉSASTRE À LAC-MÉGANTIC.

Réponse :

Le 19 février 2014, une entente a été conclue entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec quant au partage des coûts pour le sinistre survenu le 6 juillet 2013 à Lac-Mégantic, laquelle prévoit une aide financière fédérale de 120 M\$ afin de couvrir 50 % des coûts des mesures d'intervention, de rétablissement et de décontamination ainsi que la création d'un comité consultatif fédéral/provincial qui discutera de l'admissibilité des dépenses qui n'y sont pas incluses.

L'Entente prévoit que le gouvernement fédéral versera au gouvernement du Québec une avance de 25 M\$ pour couvrir 50 % des coûts en lien avec les mesures d'urgence et de rétablissement. Il est aussi prévu qu'il versera une avance de 95 M\$ pour couvrir 50 % des coûts en lien avec la décontamination.

Coûts liés aux mesures d'urgence et de rétablissement

Le 18 mars 2014, le Québec reçoit une première avance de 25 M\$ en lien avec les coûts des mesures d'urgence et de rétablissement.

Le 27 janvier 2015, le Québec demande de recevoir une avance supplémentaire de 20 M\$ en lien avec les coûts liés aux mesures d'urgence, d'intervention et de rétablissement.

Le 10 mars 2016, le Québec réitère sa demande d'avance supplémentaire de 20 M\$ à Sécurité publique Canada (SPC), en ajoutant un montant additionnel de 6 M\$, ce qui porte la demande d'avance à 26 M\$ pour les coûts des mesures d'urgence et de rétablissement. SPC doit retourner au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada au début de l'automne afin d'obtenir les fonds nécessaires.

Dépenses liées aux mesures de décontamination

Le 17 novembre 2014, le Québec demande officiellement, par lettre, le versement d'une avance de 50 M\$ en lien avec les coûts liés aux mesures de décontamination. Le 26 février 2015, cette avance de 50 M\$ a été encaissée.

Le 26 mars 2015, une avance supplémentaire de 6,7 M\$ a été confirmée. Elle a été reçue le 17 août 2015.

Le 10 mars 2016, le Québec a demandé une avance supplémentaire de 38,3 M\$ pour couvrir les dépenses supplémentaires de décontamination. SPC doit retourner au Conseil des ministres au début de l'automne afin d'obtenir les fonds nécessaires.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 16 :

**SOMMES REÇUES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DE
L'ENTENTE SUR LE PARTAGE DES COÛTS À LA SUITE DU DÉASTRE
À LAC-MÉGANTIC.**

Réponse :

Le 19 février 2014, une entente a été conclue entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec quant au partage des coûts pour le sinistre survenu le 6 juillet 2013 à Lac-Mégantic.

Le taux de remboursement du fédéral a été établi à 50 % des dépenses admissibles.

Il est convenu dans l'entente que le gouvernement fédéral versera au Québec une avance de 25 M\$ pour couvrir 50 % des coûts en lien avec les mesures d'urgence et de rétablissement. Il est aussi prévu une avance maximale de 95 M\$ pour couvrir 50 % des coûts en lien avec la décontamination.

Sommes reçues pour les mesures d'urgence, d'intervention et de rétablissement

Le 18 mars 2014, comme prévu à l'Entente, le gouvernement fédéral verse au Québec une première avance de 25 M\$ en lien avec les coûts des mesures d'urgence et de rétablissement.

Sommes reçues pour les mesures de décontamination

Le 26 février 2015, le gouvernement fédéral verse au Québec une première avance de 50 M\$ relative aux coûts des mesures de décontamination.

Le Québec a reçu le 17 août 2015 une seconde avance de 6,7 M\$ en lien avec les coûts des mesures de décontamination.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 17 :

**TOTAL DES SOMMES REÇUES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. FOURNIR UNE
VENTILATION PAR PROGRAMME.**

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 18 :

**SOMMES ALLOUÉES À CHACUN DES BUREAUX DU QUÉBEC DANS
LES AUTRES PROVINCES ET TERRITOIRES.**

Réponse :

Sommes allouées en 2015-2016

	Bureau du Québec à Toronto	Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques	Total
RÉMUNÉRATION	647 500 \$	299 700 \$	947 200 \$
FONCTIONNEMENT	494 600 \$	129 400 \$	624 000 \$
TOTAL	1 142 100 \$	429 100 \$	1 571 200 \$

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 19 :

**SOMMAIRE DES ÉCONOMIES RÉALISÉES GRÂCE À LA FERMETURE
DU BUREAU DU QUÉBEC À OTTAWA.**

Réponse : Les économies réelles liées à la fermeture du Bureau du Québec à Ottawa sont de 301,6 k\$ en 2015-2016 et seront de 338,2 k\$ pour les années subséquentes.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 20 :

**SOMMAIRE DES ÉCONOMIES RÉALISÉES GRÂCE À LA FERMETURE
DE L'ANTENNE DU QUÉBEC À VANCOUVER.**

Réponse : Les économies réelles liées à la fermeture de l'Antenne du Québec à Vancouver en 2015-2016 sont de 110,7 k\$. Pour les années subséquentes, elles sont évaluées au même montant.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 21 :

**LISTE DES DÉMARCHES ENTREPRISES AUPRÈS DU GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL LIÉES À L'ENTREPRISE BOMBARDIER OU À L'UNE DE SES
FILIALES.**

Réponse : Le Secrétariat aux affaires intergouvernementales
canadiennes ne détient aucune information à ce sujet.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 22 :

**COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE AVEC LE GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL LIÉES À L'ENTREPRISE BOMBARDIER OU À L'UNE DE SES
FILIALES.**

Réponse : Ne s'applique pas.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 23 :

**LISTE DES DÉMARCHES ENTREPRISES AUPRÈS DU GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL LIÉES AUX FRONTIÈRES DU QUÉBEC.**

Réponse : Le premier ministre Couillard a fait parvenir aux chefs des partis politiques fédéraux, le 14 août 2015, dans laquelle il soulève la question de la frontière septentrionale.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 24 :

**COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE AVEC LE GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL LIÉE AUX FRONTIÈRES DU QUÉBEC.**

Réponse : Voir la lettre du 14 août 2015 du premier ministre, M. Philippe Couillard, adressée à son homologue M. Stephen Harper, à la question particulière 28 du deuxième groupe d'opposition adressée au ministre du Conseil exécutif. La question de la frontière septentrionale y est soulevée.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**

***RÉPONSES AUX QUESTIONS PARTICULIÈRES
DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION***

AVRIL 2016

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

75. Liste des rencontres ou conférences intergouvernementales canadiennes auxquelles le secrétariat ou les représentants du gouvernement du Québec ont participé en 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant : dates, lieux, sujets, coûts engendrés et noms des participants.
76. Liste des rencontres, conférences intergouvernementales provinciales ou rencontres avec un homologue d'une autre province canadienne ou d'un gouvernement fédéral auxquelles les ministres québécois ont participé en 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant : dates, lieux, sujets, coûts engendrés et noms des participants.
77. Crédits affectés à la participation au Conseil de la fédération en 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir la liste détaillée de toutes les activités, réunions, conférences ou autres du Conseil de la fédération auxquelles ont participé des membres du gouvernement ou des employés du Secrétariat.
78. Dans le cadre du Conseil de la Fédération à St John's, à Terre-Neuve-et-Labrador, qui a eu lieu du 15 au 17 juillet 2015, la liste de la ou des personne(s) qui y ont participé, les coûts totaux du voyage incluant tous les frais encourus (transport, repas, hébergement, frais de représentation, etc.).
79. Dans le cadre de toutes les rencontres ayant eu lieu entre le premier ministre du Québec et le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, depuis son élection en octobre 2015, veuillez fournir la liste de la ou des personne(s) qui y ont participé, les coûts totaux du voyage incluant tous les frais encourus (transport, repas, hébergement, frais de représentation (etc.)).
80. Dans le cadre de chacun des Conseils de la Fédération qui ont eu lieu en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, la liste de la ou des personne(s) qui y ont participé, les coûts totaux de voyage pour s'y rendre incluant tous les frais encourus (transport, repas, hébergement, frais de représentation, etc.).
81. Copie de toutes les correspondances échangées en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 entre le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes et le Secrétariat du Conseil de la Fédération et le Comité directeur du Conseil de la fédération.
82. Liste et sommaire des ententes signées en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes.

83. Bilan des activités de la Direction des politiques institutionnelles et constitutionnelles depuis 2013.
84. Pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, la liste des interventions effectuées par le Secrétariat auprès de toute instance fédérale, provinciale (autres provinces canadiennes) ou dans une cause en justice pour faire respecter les intérêts constitutionnels du Québec.
85. Pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, la liste et l'état des principales causes pendantes devant toute cour provinciale ou fédérale impliquant les intérêts constitutionnels du Québec.
86. Copie de toutes les correspondances échangées en 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 avec toute instance ou ministère fédéral concernant le partage des compétences provinciales-fédérales .
87. Crédits alloués au Programme de soutien à la recherche en matière d'affaires intergouvernementales et d'identité québécoise pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.
88. Pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, liste des projets financés par le Programme de soutien à la recherche en matière d'affaires intergouvernementales et d'identité québécoise. description de chacun des projets et montant alloué à chacun des projets.
89. Concernant les bureaux du Québec dans les provinces atlantiques, à Ottawa, à Toronto et à Vancouver, budget total ventilé {loyer, ressources humaines, charges administratives, etc.) alloué à chacun des bureaux pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 .
90. Pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, copie de toutes les analyses à caractère prospectif et stratégies effectuées par la Direction de la réflexion stratégique.
91. Copie de toutes les correspondances échangées en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 entre le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes, palier provincial et fédéral. et le Secrétariat du Conseil de la Fédération et le Comité directeur du Conseil de la fédération concernant le processus de nomination de sénateurs.
92. Copie de toutes les correspondances échangées en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 entre le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes, palier provincial et fédéral, et le Secrétariat du Conseil de la Fédération et le Comité directeur du Conseil de la fédération concernant le processus de nomination des juges à la Cour suprême du Canada.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 75 :

LISTE DES RENCONTRES OU CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES AUXQUELLES LE SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES (SAIC) OU LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ONT PARTICIPÉ EN 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 EN INDIQUANT : DATES, LIEUX, SUJETS, COÛTS ENGENDRÉS ET NOMS DES PARTICIPANTS.

Réponse : La liste de toutes les conférences intergouvernementales canadiennes depuis 2004 est disponible sur le site internet du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes à l'adresse suivante :

[www.saic.gouv.qc.ca/conferences_intergouvernementales/
conferences_intergouvernementales.htm](http://www.saic.gouv.qc.ca/conferences_intergouvernementales/conferences_intergouvernementales.htm)

Le cas échéant, les communiqués portant sur ces rencontres y sont présentés.

D'autres éléments de la réponse sont inclus dans la réponse à la question 1 des renseignements généraux.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

QUESTION 76 :

**LISTE DES RENCONTRES, CONFÉRENCES
INTERGOUVERNEMENTALES PROVINCIALES OU RENCONTRES AVEC
UN HOMOLOGUE D'UNE AUTRE PROVINCE CANADIENNE OU DU
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AUXQUELLES LES MINISTRES
QUÉBÉCOIS ONT PARTICIPÉ EN 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016
EN INDIQUANT : DATES, LIEUX, SUJETS, COÛTS ENGENDRÉS ET
NOMS DES PARTICIPANTS.**

Réponse : Voir document joint.

**À noter que les coûts engendrés par la participation à des
rencontres ou conférences intergouvernementales hors
Québec du ministre responsable des Relations
canadiennes et de la Francophonie canadienne se
retrouvent à la question 1 des renseignements généraux.
Quant aux autres ministres québécois, leur ministère en
fera part dans leur réponse à cette même question.**

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

QUESTION 76 : Liste des rencontres, conférences intergouvernementales ou rencontres avec un homologue d'une autre province canadienne ou du gouvernement fédéral auxquelles le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne a participé en 2015-2016.

DATE ET LIEU	PARTICIPATION DU MINISTRE FOURNIER	SUJETS ABORDÉS
11 mai 2015 Toronto (Ontario)	Rencontre du premier ministre avec la première ministre de l'Ontario, M ^{me} Kathleen Wynne	<ul style="list-style-type: none"> • Entente de principe sur la libéralisation des marchés publics • Négociations Québec-Ontario en matière d'électricité • Stratégie canadienne de l'énergie • Forêt / certification et aires protégées • Rencontre 2015 des Conseils des ministres du Québec et de l'Ontario
17 juin 2015 Toronto (Ontario)	Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne – Réunion provinciale-territoriale	<ul style="list-style-type: none"> • Société Radio-Canada • Immigration francophone
17 juin 2015 Toronto (Ontario)	Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne – Réunion fédérale-provinciale-territoriale	<ul style="list-style-type: none"> • Offre de services gouvernementaux de langue française • Développement économique en francophonie canadienne • Tourisme comme outil pour le développement et la promotion de la francophonie canadienne • Médias de langue française • Immigration francophone
7 juillet 2015 Québec (Québec)	Rencontre avec M ^{me} Francine Landry, ministre de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail et ministre responsable de la Francophonie du Nouveau-Brunswick	<ul style="list-style-type: none"> • Coopération en matière de francophonie canadienne

DATE ET LIEU	PARTICIPATION DU MINISTRE FOURNIER	SUJETS ABORDÉS
31 août 2015 Fredericton (Nouveau-Brunswick)	Rencontre avec M ^{me} Francine Landry, ministre de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail et ministre responsable de la Francophonie du Nouveau-Brunswick	<ul style="list-style-type: none"> • Vision et perspectives d'avenir de la francophonie canadienne et rôle du Québec • Nouvelles orientations entourant les programmes de soutien financier en matière de francophonie canadienne • Bilan de la coopération intergouvernementale des cinq dernières années • Perspectives d'avenir de la coopération
1 ^{er} septembre 2015 Halifax (nouvelle-Écosse)	Rencontre avec M. Michel P. Samson, ministre des Affaires acadiennes de la Nouvelle-Écosse	<ul style="list-style-type: none"> • Vision et perspectives d'avenir de la francophonie canadienne et rôle du Québec • Nouvelles orientations entourant les programmes de soutien financier en matière de francophonie canadienne • Bilan de la coopération intergouvernementale des cinq dernières années • Perspectives d'avenir de la coopération
10-11 septembre 2015 Québec (Québec)	Rencontre 2015 des Conseils des ministres du Québec et de l'Ontario	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Énergie • Innovation • Développement forestier • Gestion de l'eau • Logement • Protection de l'enfance • Bonification du Régime de pensions du Canada • Commerce et marchés publics • Sécurité ferroviaire • Culture
15 octobre 2015 Winnipeg (Manitoba)	Rencontre avec M. Greg Selinger, premier ministre, ministre des Relations fédérales-provinciales et ministre responsable des Affaires francophones du Manitoba	<ul style="list-style-type: none"> • Réglementation des valeurs mobilières • Coopération Manitoba-Québec-Ontario • Vision et perspectives d'avenir de la francophonie canadienne et rôle du Québec • Nouvelles orientations entourant les programmes de soutien financier en matière de francophonie canadienne • Bilan de la coopération intergouvernementale des cinq dernières années • Perspectives d'avenir de la coopération

DATE ET LIEU	PARTICIPATION DU MINISTRE FOURNIER	SUJETS ABORDÉS
16 octobre 2015 Edmonton (Alberta)	Rencontre avec M. David Eggen, ministre responsable du Secrétariat francophone de l'Alberta	<ul style="list-style-type: none"> • Réglementation des valeurs mobilières • Projet d'oléoduc Énergie Est • Vision et perspectives d'avenir de la francophonie canadienne et rôle du Québec • Nouvelles orientations entourant les programmes de soutien financier en matière de francophonie canadienne • Bilan de la coopération intergouvernementale des cinq dernières années • Perspectives d'avenir de la coopération
29 octobre 2015 Québec (Québec)	Rencontre avec M ^{me} Madeleine Meilleur, procureure générale et ministre déléguée aux Affaires francophones de l'Ontario	<ul style="list-style-type: none"> • Vision et perspectives d'avenir de la francophonie canadienne et rôle du Québec • Nouvelles orientations entourant les programmes de soutien financier en matière de francophonie canadienne • Bilan de la coopération intergouvernementale des cinq dernières années • Perspectives d'avenir de la coopération
30 octobre 2015 Québec (Québec)	<p>Séance de travail ministérielle :</p> <p>M. Jean-Marc Fournier avec ses homologues M^{me} Madeleine Meilleur, M^{me} Francine Landry et M^{me} Lena Metlege Diab, ministre de l'Immigration de la Nouvelle-Écosse</p> <p>M. Sony Gallant, vice-président de l'Assemblée législative et député de la circonscription 24 <i>Évangéline-Miscouche</i> de l'Île-du-Prince-Édouard,</p> <p>M. François-Philippe Champagne, député fédéral de la circonscription <i>Saint-Maurice-Champlain</i></p> <p>M. Jean-Yves Duclos, député fédéral de la circonscription <i>Québec</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de circuit touristique et patrimonial de la francophonie canadienne
6 novembre 2015 Regina (Saskatchewan)	Rencontre avec M. Wayne Elhard, secrétaire législatif du ministre des Affaires intergouvernementales de la Saskatchewan (engagement diplomatique et international)	<ul style="list-style-type: none"> • 21^e Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques • Vision et perspectives d'avenir de la francophonie canadienne et rôle du Québec • Nouvelles orientations entourant les programmes de soutien financier en matière de

DATE ET LIEU	PARTICIPATION DU MINISTRE FOURNIER	SUJETS ABORDÉS
	et affaires francophones)	francophonie canadienne <ul style="list-style-type: none"> • Bilan de la coopération intergouvernementale des cinq dernières années • Perspectives d'avenir de la coopération
23 novembre 2015 Ottawa (Ontario)	Rencontre avec M ^{me} Mélanie Joly, ministre du Patrimoine canadien	<ul style="list-style-type: none"> • Francophonie canadienne • Circuit touristique et patrimonial de la francophonie canadienne
23 novembre 2015 Ottawa (Ontario)	Réunion du Conseil de la fédération	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration intergouvernementale • 21^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris • Réfugiés syriens
23 novembre 2015 Ottawa (Ontario)	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration intergouvernementale • 21^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris • Réfugiés syriens
14 décembre 2015 Ottawa (Ontario)	Rencontre avec M ^{me} Maryam Monsef, ministre fédérale des Institutions démocratiques	<ul style="list-style-type: none"> • Nouveau processus de nomination au Sénat canadien
18 janvier 2016 Winnipeg (Manitoba)	Rencontre avec M. Greg Selinger, premier ministre du Manitoba, ministre des Relations fédérales-provinciales et ministre responsable des Affaires francophones du Manitoba	<ul style="list-style-type: none"> • Bonification du Régime de pensions du Canada • Changements climatiques • Réseau est-ouest de transport d'électricité • Projet fédéral d'organisme pancanadien de réglementation des marchés de capitaux • Nomination des sénateurs • Table ronde nationale de 2016 sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées • Signature d'un nouvel accord de coopération et d'échanges en matière de francophonie canadienne et de la Déclaration portant sur la francophonie canadienne
1 ^{er} février 2016 Ottawa (Ontario)	Rencontre avec M. Dominic Leblanc, leader parlementaire du gouvernement fédéral	<ul style="list-style-type: none"> • Nouveau processus de nomination au Sénat canadien
29 février 2016 Victoria (Colombie-Britannique)	Rencontre avec M. Norm Letnick, ministre responsable des Affaires intergouvernementales	<ul style="list-style-type: none"> • Vision et perspectives d'avenir de la francophonie canadienne et rôle du Québec • Nouvelles orientations entourant les programmes de soutien financier en matière de francophonie canadienne

DATE ET LIEU	PARTICIPATION DU MINISTRE FOURNIER	SUJETS ABORDÉS
	et du dossier des Affaires francophones de la Colombie-Britannique	<ul style="list-style-type: none"> • Bilan de la coopération intergouvernementale des cinq dernières années • Perspectives d'avenir de la coopération
2 mars 2016 Vancouver (Colombie-Britannique)	Rencontre avec M. Wade MacLauchlan, premier ministre, ministre responsable des Affaires intergouvernementales et ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard	<ul style="list-style-type: none"> • Vision et perspectives d'avenir de la francophonie canadienne et rôle du Québec • Nouvelles orientations entourant les programmes de soutien financier en matière de francophonie canadienne • Bilan de la coopération intergouvernementale des cinq dernières années • Perspectives d'avenir de la coopération
2 mars 2016 Vancouver (Colombie-Britannique)	Réunion du Conseil de la fédération	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion des premiers ministres • Rencontre des premiers ministres avec les dirigeants d'organisations autochtones nationales • Commerce intérieur
3 mars 2016 Vancouver (Colombie-Britannique)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques • Discussion sur l'économie et les priorités pour soutenir la croissance
4 mars 2016 Calgary (Alberta)	Rencontre avec M. Ricardo Miranda, ministre responsable du Secrétariat francophone de l'Alberta	<ul style="list-style-type: none"> • Vision et perspectives d'avenir de la francophonie canadienne et rôle du Québec • Nouvelles orientations entourant les programmes de soutien financier en matière de francophonie canadienne • Bilan de la coopération intergouvernementale des cinq dernières années • Perspectives d'avenir de la coopération
31 mars 2016 Whitehorse (Yukon)	Rencontre avec M ^{me} Elaine Taylor, vice-première ministre et ministre responsable de la Direction des services en français du Yukon	<ul style="list-style-type: none"> • Vision et perspectives d'avenir de la francophonie canadienne et rôle du Québec • Nouvelles orientations entourant les programmes de soutien financier en matière de francophonie canadienne • Bilan de la coopération intergouvernementale des cinq dernières années • Perspectives d'avenir de la coopération <p>La rencontre s'est conclue par la signature d'un nouvel Accord de coopération et d'échanges en matière de francophonie canadienne et de la Déclaration portant sur la francophonie canadienne.</p>

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 77 :

CRÉDITS AFFECTÉS À LA PARTICIPATION AU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION EN 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE TOUTES LES ACTIVITÉS, RÉUNIONS, CONFÉRENCES OU AUTRES DU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT OU DES EMPLOYÉS DU SECRETARIAT.

Réponse : La contribution annuelle des provinces et des territoires au Conseil de la fédération est fixée à 0,035 \$ par habitant, à moins qu'il en soit décidé autrement.

Pour ce qui est des activités, réunions, conférences ou autres auxquelles le gouvernement du Québec a participé, ces renseignements se trouvent sur le site Internet du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes à l'adresse suivante :

**[www.saic.gouv.qc.ca/conferences_intergouvernementales/
conferences_intergouvernementales.htm](http://www.saic.gouv.qc.ca/conferences_intergouvernementales/conferences_intergouvernementales.htm)**

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 78 :

DANS LE CADRE DU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION À ST JOHN'S, À TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR, QUI A EU LIEU DU 15 AU 17 JUILLET 2015, LA LISTE DE LA OU DES PERSONNE(S) QUI Y ONT PARTICIPÉ, LES COÛTS TOTAUX DU VOYAGE INCLUANT TOUS LES FRAIS ENCOURUS (TRANSPORT, REPAS, HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPRÉSENTATION, ETC.).

Réponse : Le coût total pour le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes s'est élevé à 17 854 \$. La liste des personnes qui ont fait le déplacement est incluse dans la réponse à la question générale numéro 1.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 79 :

DANS LE CADRE DE TOUTES LES RENCONTRES AYANT EU LIEU ENTRE LE PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC ET LE PREMIER MINISTRE DU CANADA, JUSTIN TRUDEAU, DEPUIS SON ÉLECTION EN OCTOBRE 2015, VEUILLEZ FOURNIR LA LISTE DE LA OU DES PERSONNE(S) QUI Y ONT PARTICIPÉ, LES COÛTS TOTAUX DU VOYAGE INCLUANT TOUS LES FRAIS ENCOURUS (TRANSPORT, REPAS, HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPRÉSENTATION, ETC.).

Réponse :

- **Conférence fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres le 23 novembre 2015 à Ottawa (Ontario): 4 604 \$**
- **Rencontre de travail avec le premier ministre du Canada le 11 décembre 2015 à Québec (Québec) : 0 \$**
- **Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres et Rencontre hivernale 2016 des premiers ministres des provinces et territoires les 2 et 3 mars 2016 à Vancouver (Colombie-Britannique) :
24 369 \$**

La liste des personnes ayant participé à ces rencontres est incluse dans la réponse à la question 1 des renseignements généraux ainsi que dans la réponse à la question 19 des renseignements particuliers demandés par l'Opposition officielle au ministère du Conseil exécutif.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 80 :

DANS LE CADRE DE CHACUN DES CONSEILS DE LA FÉDÉRATION QUI ONT EU LIEU EN 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016, LA LISTE DE LA OU DES PERSONNE(S) QUI Y ONT PARTICIPÉ, LES COÛTS TOTAUX DE VOYAGE POUR S'Y RENDRE, INCLUANT TOUS LES FRAIS ENCOURUS (TRANSPORT, REPAS, HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPRÉSENTATION, ETC.).

Réponse : En 2015-2016, les premiers ministres des provinces et territoires se sont réunis à trois reprises dans le cadre du Conseil de la fédération.

D'abord, à St John's (Terre-Neuve-et-Labrador), du 15 au 17 juillet 2015. Les coûts totaux du déplacement pour le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes sont présentés dans la réponse à la question 78 des demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition.

Une seconde réunion a eu lieu à Ottawa, le 23 novembre 2015, en marge de la rencontre fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres, puis le 2 mars 2016, à Vancouver, dans le même contexte. Les coûts relatifs à ces deux déplacements sont inclus dans la réponse à la question 79 des demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 81 :

COPIE DE TOUTES LES CORRESPONDANCES ÉCHANGÉES EN 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 ENTRE LE SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES ET LE SECRETARIAT DU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION ET LE COMITÉ DIRECTEUR DU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION

Réponse : Aucune correspondance échangée entre le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes et le Secrétariat du Conseil de la fédération et le Comité directeur du Conseil de la fédération.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 82 :

LISTE ET SOMMAIRE DES ENTENTES SIGNÉES EN 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES.

Réponse : Voir la réponse à la question 5 des renseignements particuliers demandés par l'Opposition officielle.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU
DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 83 :

**BILAN DES ACTIVITÉS DE LA DIRECTION DES POLITIQUES
INSTITUTIONNELLES ET CONSTITUTIONNELLES DEPUIS 2013.**

Réponse :

Agissant au sein du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, la Direction des politiques institutionnelles et constitutionnelles (DPIC) a pour mandat de conseiller le gouvernement relativement au dossier constitutionnel et de veiller au respect des compétences constitutionnelles du Québec. À cette fin, elle assure notamment un suivi de l'évolution du fédéralisme canadien et de ses institutions, elle fait l'analyse des projets de loi fédéraux et elle suit l'évolution de la jurisprudence constitutionnelle, particulièrement en matière de partage des compétences.

En collaboration avec les ministères sectoriels responsables, la DPIC collabore à la mise en œuvre de la politique d'intégrité du territoire du Québec. Le volet interne de cette politique a pour objet le maintien de l'autorité législative de l'Assemblée nationale du Québec sur l'ensemble du territoire québécois.

Enfin, la DPIC est associée aux discussions que le gouvernement mène avec le gouvernement fédéral et les différentes nations autochtones du Québec en vue du règlement de leurs revendications en matière territoriale et d'autonomie gouvernementale.

À titre d'exemple, au cours de l'exercice 2015-2016, la DPIC a analysé ou assuré un suivi des projets de loi suivants, à incidences intergouvernementales :

- le projet de loi C-46 – *Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie et la Loi sur les opérations pétrolières au Canada*, notamment quant à la sécurité des pipelines et au plafond de responsabilité financière des exploitants en cas d'accident;
- le projet de loi C-59 – *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 avril 2015 et mettant en œuvre d'autres mesures (Loi n^o 1 sur le plan d'action économique de 2015)*, notamment ses dispositions concernant la protection des renseignements personnels, l'élargissement des critères donnant droit à l'assurance-emploi, la gestion financière des Premières Nations et les dispositions à effet rétroactif permettant d'absoudre les fonctionnaires et policiers dont les gestes auraient pu constituer une infraction d'entrave au travail de la commissaire à l'information du Canada dans le dossier de la destruction des données québécoises du registre canadien des armes d'épaule;
- le projet de loi d'initiative parlementaire C-666 – *Loi modifiant la Loi sur le transport aérien*, qui se voulait une réponse législative visant la situation résultant de la décision de la Cour suprême du Canada

dans l'affaire *Thibodeau c. Air Canada*, où la Cour a statué que les passagers qui n'ont pas été servis dans la langue officielle de leur choix, sur des vols internationaux d'Air Canada, ne peuvent exiger de dommages-intérêts en vertu de la *Loi sur les langues officielles*.

La DPIC a également assuré une veille, une analyse et un suivi de la jurisprudence constitutionnelle portant sur le partage des compétences ou sur d'autres enjeux du fédéralisme canadien, notamment :

- la décision du 14 mai 2015 de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Commission scolaire francophone du Yukon, district 23 c. Territoire du Yukon (procureur général)*, concernant l'admission à l'instruction dans la langue de la minorité francophone au Yukon;
- les trois décisions rendues le 13 novembre 2015 par la Cour suprême du Canada concernant l'application de la doctrine de la prépondérance des lois fédérales sur les lois provinciales (affaire *Moloney*, affaire 407 ETR et affaire *Lemare*);
- la décision du 22 décembre 2015 de la Cour d'appel du Québec dans l'affaire *D'Amico c. Procureure générale du Québec (aide médicale à mourir)* à propos de la validité de la *Loi concernant les soins de fin de vie*;
- la décision du 11 janvier 2016 de la Cour suprême du Canada relativement à la demande du gouvernement fédéral de prolonger la suspension de la prise d'effet de la déclaration d'invalidité de certaines dispositions du Code criminel prononcée dans l'arrêt *Carter*, en ce qui concerne l'aide médicale à mourir; et
- la décision du 16 février 2016 de la Cour supérieure du Québec relativement à la requête en jugement déclaratoire concernant la constitutionnalité de la *Loi de 2013 sur la succession au trône*.

De plus, la DPIC a collaboré à l'élaboration de la position défendue par la procureure générale du Québec, notamment dans le cadre de son intervention dans le dossier de la *Commission scolaire francophone du Yukon, district 23 c. Territoire du Yukon (procureur général)*, en Cour suprême du Canada; dans le cadre de la requête du Québec, présentée devant la Cour suprême du Canada, demandant qu'il soit soustrait d'une possible prolongation de la suspension de la prise d'effet de la déclaration d'invalidité de certaines dispositions du Code criminel prononcée dans l'arrêt *Carter*, en ce qui concerne l'aide médicale à mourir; et dans le cadre de son intervention devant la Cour supérieure du Québec dans le dossier de la constitutionnalité de la *Loi de 2013 sur la succession au trône*.

La DPIC contribue également au groupe de travail interministériel dont le mandat consiste à préparer les arguments que fera valoir la procureure générale du Québec dans le renvoi sur les valeurs mobilières déposé en 2015 par le gouvernement du Québec, et dont l'audition devrait avoir lieu à l'automne 2016 devant la Cour d'appel du Québec.

Enfin, la DPIC a collaboré avec le Secrétariat aux affaires autochtones dans le dossier de la négociation territoriale globale concernant le regroupement innu Petapan, ainsi que dans le dossier de la négociation territoriale globale concernant la nation attikamek.

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

QUESTION 84 :

POUR 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, LISTE DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES PAR LE SECRETARIAT AUPRÈS DE TOUTE INSTANCE FÉDÉRALE, PROVINCIALE (AUTRES PROVINCES CANADIENNES) OU DANS UNE CAUSE EN JUSTICE POUR FAIRE RESPECTER LES INTÉRÊTS CONSTITUTIONNELS DU QUÉBEC.

Réponse :

DOSSIERS	INTERVENTIONS
Aide médicale à mourir	<i>Québec (Procureure générale) c. D'Amico</i> (Cour d'appel du Québec) ; <i>Carter c. Canada (Procureur général)</i> 2 ^e décision du 15 janvier 2016 (procureure générale du Québec (PGQ) – intervenante) - Collaboration à la préparation des mémoires de la PGQ et aux plaidoiries
Commerce interprovincial de sirop d'érable	<i>Grenier c. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec et al.</i> (Cour d'appel du Québec) (PGQ – intervenante) - Collaboration à la préparation du mémoire de la PGQ
Conditions de nomination des juges aux cours supérieures du Québec	<i>Renvoi relatif à l'article 98 de la Loi constitutionnelle de 1867 et aux conditions de nomination des juges des cours du Québec</i> (Cour suprême du Canada) (PGQ – intervenante) - Collaboration à la préparation du mémoire de la PGQ et aux plaidoiries
Loi de 2013 sur la succession au trône	<i>Motard et Taillon c. Procureur général du Canada</i> (Cour supérieure du Québec et Cour d'appel du Québec) (PGQ – intervenante) - Collaboration à la préparation de l'argumentaire de la PGQ
Loi sur l'exercice des droits fondamentaux (Loi 99)	<i>Henderson c. Procureur général du Québec</i> (Cour supérieure du Québec) (PGQ – défenderesse) - Collaboration à la préparation de l'argumentaire de la PGQ
Port de Québec	<i>Administration portuaire de Québec et IMTT-Québec Inc. c. Procureur général du Québec</i> (Cour supérieure du Québec) (PGQ – défenderesse) - Collaboration à la préparation du mémoire de la PGQ

Valeurs mobilières
(marchés des
capitaux)

*Procureure générale du Québec c. Procureur
général du Canada*
(Cour d'appel du Québec) (renvoi initié par le
gouvernement du Québec - décret 642-2015 du
7 juillet 2015)

- Collaboration à la préparation de
l'argumentaire de la PGQ

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 85 :

POUR 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016, LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES DEVANT TOUTE COUR PROVINCIALE OU FÉDÉRALE IMPLIQUANT LES INTÉRÊTS CONSTITUTIONNELS DU QUÉBEC.

Réponse :

DOSSIERS	CAUSES	INSTANCES
Aérodromes – applicabilité de la réglementation municipale	<i>Ville de Lévis c. Leclerc et ParaQuébec inc.</i> (procureure générale du Québec et procureur général du Canada - intervenants) Décision rendue par la Cour municipale de Lévis, le 10 septembre 2015 Décision portée en appel par les défenderesses devant la Cour supérieure Auditions à venir en 2016	Cour supérieure du Québec
	<i>Ville de Neuville c. 9247-9104 Québec Inc.</i> (procureure générale du Québec et procureur général du Canada – intervenants) Décision rendue par la Cour municipale, le 11 décembre 2014 et portée en appel par la Ville de Neuville devant la Cour supérieure du Québec Décision rendue le 7 janvier 2016	Cour supérieure du Québec
Applicabilité des lois du Québec dans le Port de Québec	<i>Administration portuaire de Québec et IMTT-Québec Inc. c. Procureur général du Québec</i> Auditions tenues entre septembre 2015 et février 2016 En attente de la décision	Cour supérieure du Québec
Article 23 de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> (accès de non-ayants droit aux écoles de la minorité)	<i>Commission scolaire francophone du Yukon, district 23 c. Procureur général du Territoire du Yukon</i> (procureure générale du Québec - intervenante) Décision rendue par la Cour suprême, le 14 mai 2015	Cour suprême du Canada
Commerce interprovincial de sirop d'érable	<i>Grenier c. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec et al.</i> Auditions tenues les 25 et 26 janvier 2016 En attente de la décision	Cour d'appel du Québec
Conditions de nomination des juges aux cours supérieures du Québec	<i>Renvoi relatif à l'article 98 de la Loi constitutionnelle de 1867 et aux conditions de nomination des juges des cours du Québec</i> (Cour d'appel du Québec) Renvoi initié par le gouvernement du Québec (décret 729-2014 du 24 juillet 2014) Décision rendue par la Cour d'appel du Québec, le 23 décembre 2014 Décision rendue par la Cour suprême, le 24 avril 2015	Cour suprême du Canada

<p><i>Loi de 2013 sur la succession au trône</i> (désignation du chef de l'État)</p>	<p><i>Motard et Taillon c. Procureur général du Canada</i> (procureure générale du Québec - intervenante) Auditions tenues les 1^{er}, 2, 3, 4, 5, et 8 juin 2015 Décision rendue le 16 février 2016 Déclaration d'appel déposée par les demandeurs, le 10 mars 2016</p>	<p>Cour d'appel du Québec</p>
<p>Détermination de l'emplacement des antennes de radiocommunication</p>	<p><i>Rogers Communications Inc. c. Ville de Châteauguay</i> (procureure générale du Québec - intervenante) Audition tenue le 9 octobre 2015 En attente de la décision</p>	<p>Cour suprême du Canada</p>
<p><i>Loi sur l'exercice des droits fondamentaux</i> (Loi 99)</p>	<p><i>Henderson c. Procureur général du Québec</i> Début des auditions le 14 septembre 2016</p>	<p>Cour supérieure du Québec</p>
<p>Mise sur pied d'un organisme coopératif national de réglementation des marchés des capitaux</p>	<p><i>Procureure générale du Québec c. Procureur général du Canada</i> Renvoi initié par le gouvernement du Québec (décret 642-2015 du 7 juillet 2015) Auditions prévues à l'automne 2016</p>	<p>Cour d'appel du Québec</p>
<p>Frontière du Québec au Labrador</p>	<p><i>Les Uashaunnuat et al. c. Compagnie minière IOC Inc. et al.</i> (procureure générale du Québec - intervenante) Décision sur la demande d'intervention du procureur général de Terre-Neuve-et-Labrador à venir Auditions prévues les 8 et 9 juin 2016 sur des moyens préliminaires</p>	<p>Cour supérieure du Québec</p>

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 86 :

COPIE DE TOUTES LES CORRESPONDANCES ÉCHANGÉES EN 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 AVEC TOUTE INSTANCE OU MINISTÈRE FÉDÉRAL CONCERNANT LE PARTAGE DES COMPÉTENCES PROVINCIALES-FÉDÉRALES.

Réponse : Ces documents sont protégés en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c A-2.1).

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 87 :

**CRÉDITS ALLOUÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA RECHERCHE
EN MATIÈRE D'AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES ET
D'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE POUR 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014,
2014-2015 ET 2015-2016.**

**Réponse : Les crédits alloués pour le Programme de soutien à la
recherche en matière d'affaires intergouvernementales et
d'identité québécoise pour 2015-2016 ont été de 350 000 \$.**

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 88 :

POUR 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016, LISTE DES PROJETS FINANCÉS PAR LE PROGRAMME DE SOUTIEN À LA RECHERCHE EN MATIÈRE D'AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES ET D'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE, DESCRIPTION DE CHACUN DES PROJETS ET MONTANT ALLOUÉ À CHACUN DES PROJETS.

Réponse : Voir la réponse à la question 9 des renseignements particuliers demandés par l'Opposition officielle.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 89 :

CONCERNANT LES BUREAUX DU QUÉBEC DANS LES PROVINCES ATLANTIQUES, À OTTAWA, À TORONTO ET À VANCOUVER, BUDGET TOTAL VENTILÉ (LOYER, RESSOURCES HUMAINES, CHARGES ADMINISTRATIVES, ETC.) ALLOUÉ À CHACUN DES BUREAUX POUR 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016.

Réponse : Voir la réponse à la question 18 des renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 90 :

**POUR 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016,
COPIE DE TOUTES LES ANALYSES À CARACTÈRE PROSPECTIF ET
STRATÉGIES EFFECTUÉE PAR LA DIRECTION DE LA RÉFLEXION
STRATÉGIQUE.**

**Réponse : Les analyses à caractère prospectif et stratégique de la
Direction de la réflexion stratégique ne peuvent être
divulguées en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'accès aux
documents des organismes publics et sur la protection
des renseignements personnels (L.R.Q., c A-2.1).**

**L'article 19 stipule qu'un organisme public peut refuser de
communiquer un renseignement lorsque sa divulgation
porterait vraisemblablement préjudice à la conduite des
relations entre le gouvernement du Québec et un autre
gouvernement ou une organisation internationale.**

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 91 :

COPIE DE TOUTES LES CORRESPONDANCES ÉCHANGÉES EN 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 ENTRE LE SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES, PALIER PROVINCIAL ET FÉDÉRAL, LE SECRETARIAT DU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION ET LE COMITÉ DIRECTEUR DU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION CONCERNANT LE PROCESSUS DE NOMINATION DE SÉNATEURS.

Réponse : Aucune correspondance.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION 92 :

COPIE DE TOUTES LES CORRESPONDANCES ÉCHANGÉES EN 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 ENTRE LE SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES, PALIER PROVINCIAL ET FÉDÉRAL, LE SECRETARIAT DU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION ET LE COMITÉ DIRECTEUR DU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION CONCERNANT LE PROCESSUS DE NOMINATION DES JUGES À LA COUR SUPRÊME.

Réponse : Aucune correspondance.

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**

***RÉPONSES AUX QUESTIONS PARTICULIÈRES
ADRESSÉES AU
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF***

AVRIL 2016

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE AU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

19. La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens depuis le 5 avril 2015. Pour chacune de ces rencontres, la date, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.

DATE	RENCONTRES	SUJETS ABORDÉS	PERSONNES PRÉSENTES
9 avril 2015	Entretien téléphonique avec le premier ministre de l'Alberta, M. Jim Prentice	1) Sommet de Québec sur les changements climatiques 2) TransCanada Pipeline/Projet Oléoduc Énergie Est	Philippe Couillard
9 avril 2015	Entretien téléphonique avec le premier ministre du Canada, M. Stephen Harper	1) Sommet de Québec sur les changements climatiques 2) Gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent 3) Transfert de l'Hôpital Sainte-Anne	Philippe Couillard
13 avril 2015	Rencontre avec la première ministre de l'Ontario, M ^{me} Kathleen Wynne	1) Partenariat transpacifique 2) Western Climate Initiative 3) Coopération entre le Québec et l'Ontario	Philippe Couillard Personnel de cabinet
14 avril 2015 Québec (Québec)	Sommet de Québec sur les changements climatiques	1) Science climatique 2) Défis énergétiques et climatiques 3) Déclaration des premiers ministres des provinces et des territoires du Canada sur la lutte contre les changements climatiques	Philippe Couillard David Heurtel Personnel de cabinet Personnel du MDELCC Personnel du SAIC
11 mai 2015 Toronto (Ontario)	Rencontre avec la première ministre de l'Ontario, M ^{me} Kathleen Wynne	1) Entente de principe sur la libéralisation des marchés publics 2) Négociations Québec-Ontario en matière d'électricité 3) Stratégie canadienne de l'énergie 4) Forêt / certification et aires protégées 5) Rencontre 2015 des Conseils des ministres du Québec et de l'Ontario	Philippe Couillard Jean-Marc Fournier Personnel de cabinet Personnel du SAIC
1 ^{er} juin 2015	Conférence téléphonique des premiers ministres coresponsables du Comité de travail sur le vieillissement (Québec, Ontario, Île-du-Prince-Édouard, Nunavut et Terre-Neuve-et-Labrador)	1) Revue de littérature portant sur les effets du vieillissement de la population sur les politiques publiques 2) Prochaines étapes en vue de la rencontre estivale du Conseil de la fédération de juillet 2015	Philippe Couillard

DATE	RENCONTRES	SUJETS ABORDÉS	PERSONNES PRÉSENTES
4 juin 2015	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	<ol style="list-style-type: none"> 1) Ordre du jour de la rencontre estivale du Conseil de la fédération 2) Ordre du jour de la Rencontre avec les dirigeants des organismes autochtones nationaux 3) Lettre aux chefs des partis fédéraux/lettre ouverte aux citoyens 4) Sommet des premiers ministres et des gouverneurs des États fédérés nord-américains 	Philippe Couillard
7 juillet 2015 Toronto (Ontario)	Dîner privé avec la première ministre de l'Ontario, M ^{me} Kathleen Wynne	<ol style="list-style-type: none"> 1) Participation du Québec au Sommet des Amériques sur le climat de Toronto 2) Prochaine rencontre des Conseils des ministres Québec-Ontario 3) Réunion estivale du Conseil de la fédération 4) Projet d'oléoduc Énergie Est 	Philippe Couillard
14 juillet 2015 Québec (Québec)	Rencontre avec la première ministre de l'Alberta, M ^{me} Rachel Notley	<ol style="list-style-type: none"> 1) Réglementation des valeurs mobilières 2) Projet d'oléoduc Énergie Est 3) Environnement 4) Financement des soins de santé 5) Infrastructures 	Philippe Couillard Personnel de cabinet
16 juillet 2015 St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	Rencontre avec le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Brian Gallant	<ol style="list-style-type: none"> 1) Projet d'oléoduc Énergie Est 2) Économie et création d'emplois 3) Infrastructures 4) Projet de Chaleur Terminals inc. : terminal pétrolier à Belledune au Nouveau-Brunswick 5) Jeux de la Francophonie 2021 6) Immigration francophone 	Philippe Couillard Personnel de cabinet
16 juillet 2015 St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	Rencontre avec le premier ministre du Manitoba, M. Greg Selinger		Philippe Couillard Personnel de cabinet
15 juillet 2015 Happy Valley-Goose Bay (Terre-Neuve-et-Labrador)	Réunion provinciale-territoriale des ministres responsables des affaires autochtones et des dirigeants des organisations autochtones nationales	<ol style="list-style-type: none"> 1) Éducation 2) Développement économique 3) Violence dont sont victimes les femmes et les filles autochtones 4) Logement 5) Mesures d'atténuation des catastrophes naturelles 6) Services à l'enfance et à la famille 7) Élaboration d'un plan d'action socio-économique pour les femmes autochtones 8) Rapport de la Commission de vérité et réconciliation du Canada 	Philippe Couillard Geoffrey Kelley Personnel de cabinet Personnel du Secrétariat aux affaires autochtones

DATE	RENCONTRES	SUJETS ABORDÉS	PERSONNES PRÉSENTES
16-17 juillet 2015 St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	Réunion du Conseil de la fédération	1) Discussion stratégique sur la fédération 2) Économie concurrentielle, compétences et innovation 3) Population en santé 4) Stratégie canadienne de l'énergie 5) Changements climatiques 6) Régime de pension du Canada 7) Commission de vérité et réconciliation 8) Mobilité des apprentis	Philippe Couillard Geoffrey Kelley Personnel de cabinet Personnel du SAIC
31 août 2015 St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	39 ^e Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada	1) Énergie 2) Innovations énergétiques 3) Changements climatiques 4) Transport ferroviaire de passagers	Philippe Couillard Personnel de cabinet Personnel du MRIF Personnel du MERN
10-11 septembre 2015 Québec (Québec)	Rencontre 2015 des Conseils des ministres du Québec et de l'Ontario	1) Changements climatiques 2) Énergie 3) Innovation 4) Développement forestier 5) Gestion de l'eau 6) Logement 7) Protection de l'enfance 9) Bonification du Régime de pensions du Canada 10) Commerce et marchés publics 11) Sécurité ferroviaire 12) Culture	Philippe Couillard Lise Thériault Jean-Marc Fournier Hélène David Carlos Leitao Stéphanie Vallée Martin Coiteux Jacques Daoust Christine St-Pierre Pierre Moreau François Blais Kathleen Weil Gaétan Barrette Francine Charbonneau David Heurtel Pierre Paradis Dominique Vien Robert Poëti Sam Hamad Pierre Arcand Laurent Lessard Geoffrey Kelley

DATE	RENCONTRES	SUJETS ABORDÉS	PERSONNES PRÉSENTES
			Jean D'Amour Lucie Charlebois Luc Blanchette Jean-Denis Girard Nicole Ménard Stéphane Billette
22 octobre 2015	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	1) Les élections fédérales et les priorités du Conseil de la fédération 2) Date d'une possible rencontre hivernale des premiers ministres des provinces et des territoires / Date d'une possible Rencontre des premiers ministres 3) COP21 Paris 4) Partenariat transpacifique	Philippe Couillard
23 novembre 2015 Ottawa (Ontario)	Réunion du Conseil de la fédération	1) Collaboration intergouvernementale 2) 21 ^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris 3) Réfugiés syriens	Philippe Couillard Jean-Marc Fournier Personnel de cabinet Personnel du SAIC
23 novembre 2015 Ottawa (Ontario)	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	1) Collaboration intergouvernementale 2) 21 ^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris 3) Réfugiés syriens	Philippe Couillard Jean-Marc Fournier Personnel de cabinet Personnel du SAIC
7 décembre 2015 Paris (France)	Rencontre avec les premiers ministres de l'Ontario et du Manitoba	Signature du Protocole d'entente sur la coopération dans le domaine des changements climatiques entre le Québec, l'Ontario et le Manitoba	Philippe Couillard David Heurtel Personnel de cabinet Personnel du MDDELCC Personnel du MRIF
11 décembre 2015 Québec (Québec)	Rencontre de travail avec le premier ministre du Canada, M. Justin Trudeau	1) Économie : - Stratégie maritime et Plan Nord - Infrastructures - Valeurs mobilières 2) Changements climatiques 3) Transferts fédéraux 4) 150 ^e anniversaire de la Confédération 5) Bonification du Régime de pensions du Canada 6) Crédit d'impôt pour Fonds de travailleurs	Philippe Couillard Jean-Marc Fournier Personnel de cabinet Personnel du SAIC

DATE	RENCONTRES	SUJETS ABORDÉS	PERSONNES PRÉSENTES
20 janvier 2016 Davos (Suisse)	Rencontre avec le premier ministre du Canada, M. Justin Trudeau	1) Réfugiés syriens 2) Nomination des sénateurs 3) Projet fédéral d'organisme pancanadien de réglementation des marchés capitaux	Philippe Couillard Personnel de cabinet
14 janvier 2016	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	Immigration	Philippe Couillard
20 janvier 2016	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	1) Ordre du jour de la Rencontre des premiers ministres du 3 mars 2016 2) Date et ordre du jour de la rencontre hivernale des premiers ministres des provinces et des territoires 3) Date de la prochaine conférence téléphonique du Conseil de la fédération	Jean-Louis Dufresne
18 février 2016	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	1) Rapports du Conseil de la fédération 2) Priorités pour la rencontre des premiers ministres du 3 mars 2016 3) Rencontre des premiers ministres avec les dirigeants des organisations autochtones nationales du 2 mars	Philippe Couillard
29 février 2016	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	1) Préparation pour la réunion des premiers ministres du 3 mars 2) Préparation pour la réunion des premiers ministres avec les dirigeants des organisations autochtones nationales du 2 mars	Philippe Couillard
2 mars 2016 Vancouver (Colombie-Britannique)	Rencontre avec la première ministre de l'Alberta, M ^{me} Rachel Notley	1) Préparation pour la réunion des premiers ministres et du Conseil de la fédération 2) Point sur les dossiers communs, dont l'injonction du MDDELCC	Philippe Couillard Personnel de cabinet
2 mars 2016 Vancouver (Colombie-Britannique)	Rencontre avec la première ministre de l'Ontario, M ^{me} Kathleen Wynne	1) Préparation pour la réunion des premiers ministres et du Conseil de la fédération 2) Point sur les dossiers communs, dont l'Accord sur le commerce intérieur	Philippe Couillard Personnel de cabinet
2 mars 2016	Réunion du Conseil de la fédération	1) Réunion des premiers ministres 2) Rencontre des premiers ministres avec les dirigeants d'organisations autochtones nationales 3) Commerce intérieur	Philippe Couillard Jean-Marc Fournier Personnel de cabinet Personnel du MDDELCC Personnel du SAIC
2 mars 2016	Rencontre des premiers ministres fédéral, provinciaux et territoriaux avec les dirigeants d'organisations autochtones nationales	Changements climatiques	Philippe Couillard Personnel de cabinet Personnel du SAIC

DATE	RENCONTRES	SUJETS ABORDÉS	PERSONNES PRÉSENTES
3 mars 2016	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des premiers ministres	1) Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques 2) Discussion sur l'économie et les priorités pour soutenir la croissance	Philippe Couillard Jean-Marc Fournier David Heurtel Personnel de cabinet Personnel du MDDELCC Personnel du SAIC

**SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE AU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

QUESTION 28 :

**COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE ADRESSÉE AU PREMIER
MINISTRE DU CANADA ET/OU AUX PREMIERS MINISTRES DES
AUTRES PROVINCES.**

**Réponse : Voir document joint. Les autres documents répertoriés
sont protégés en vertu de la Loi sur l'accès aux documents
des organismes publics et sur la protection des
renseignements personnels (L.R.Q., c A-2.1).**



Gouvernement du Québec
Le premier ministre

Québec, le 14 août 2015

Le très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
Chef du Parti conservateur du Canada
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

En 2017, dans moins de deux ans, la fédération canadienne soulignera son 150^e anniversaire. Il s'agira alors d'un moment privilégié pour célébrer le chemin parcouru et nos accomplissements, mais aussi pour faire le point sur les défis que nous sommes appelés à relever maintenant et pour l'avenir.

Le succès de notre fédération repose sur la collaboration et la coordination entre les deux ordres de gouvernement, qui sont essentielles afin de parvenir à des ententes et d'atteindre des objectifs communs. Il repose sur notre capacité à être partenaires. Le respect réciproque que nous nous devons l'un envers l'autre en témoigne: le respect de nos institutions, de nos compétences et de nos particularités; le respect des orientations politiques, législatives et budgétaires que nous établissons chacun en fonction de nos priorités, de nos valeurs et de nos besoins. Nous réaffirmons notre adhésion et notre attachement à ces principes qui ont fondé le Canada.

Le Québec s'est affirmé comme un acteur important, un leader de notre fédération. Les armoiries du pays témoignent du fait qu'il repose sur un pacte historique entre ses deux peuples fondateurs. Le Canada d'aujourd'hui ne serait pas ce qu'il est devenu sans l'apport de toutes ses composantes incluant les Premières Nations et les Inuits, et sans l'apport essentiel du Québec.

Seule société à majorité francophone en Amérique, son caractère spécifique est source de fierté et de richesse tant pour les Québécois que pour l'ensemble des Canadiens. De tout temps, avant 1867 comme après, le droit civil, la culture et la langue majoritaire française ont fait partie des attributs incontournables du Québec.

La Cour suprême du Canada l'a reconnu à de nombreuses reprises. Récemment, elle s'appuyait sur la présence au Québec de valeurs sociales distinctes pour rendre une décision à l'égard de la nomination des juges à la Cour suprême du Canada. Par ailleurs, la Chambre des communes du Parlement du Canada a reconnu la nation québécoise au sein du Canada.

La différence québécoise est une réalité incontournable qui participe à la définition même du Canada. La reconnaissance de cette différence par les institutions de notre fédération ouvre la porte à son inscription dans notre Constitution. Pour le Québec, celle-ci et d'autres enjeux constitutionnels devront faire partie d'éventuelles discussions de nature constitutionnelle. Ainsi, la réforme du Sénat, la nomination des juges à la Cour suprême, l'encadrement du « pouvoir fédéral de dépenser » dans des domaines de compétence provinciale, la constitutionnalisation des aspects de l'immigration cruciaux pour le Québec de même que la question du droit de veto sont tout aussi importants.

Par ailleurs, nous désirons vous faire part d'un certain nombre d'enjeux importants dans le fonctionnement quotidien de la fédération en prévision des élections fédérales de l'automne 2015. Ces enjeux ont trait au fédéralisme fiscal, au développement économique, aux institutions et à la dualité linguistique. De plus, nous portons à votre attention des éléments qui, à notre avis, demandent un niveau accru de concertation entre les deux ordres de gouvernement.

Avec ses 8,2 millions d'habitants, le Québec est la deuxième province la plus peuplée et continue d'être une force économique majeure au Canada. Fort de ses nombreux atouts, il a une expérience, des particularités et des défis qui lui sont propres et dont les partis fédéraux doivent tenir compte. Comme premier ministre du Québec, et au nom de la population québécoise, j'ai le devoir et la responsabilité de demander aux partis fédéraux qu'ils nous disent clairement, à l'aube de la prochaine élection fédérale, comment ils entendent contribuer à ce que le Québec puisse continuer à se développer, à s'épanouir et à rayonner à son plein potentiel au sein du Canada. Mon gouvernement ne manque pas d'ambitions pour bâtir un Québec plus prospère – que l'on pense seulement au Plan Nord et à la Stratégie maritime qui ont un immense potentiel – et je ne doute pas qu'il en soit de même pour les partis fédéraux.

Notre objectif est commun, puisque ce qui bénéficie aux Québécois bénéficie aussi aux Canadiens. Si beaucoup de progrès ont été accomplis, il faut reconnaître que les défis restent néanmoins nombreux. C'est pourquoi je vous interpelle aujourd'hui sur un certain nombre d'entre eux que le gouvernement du Québec a identifiés comme prioritaires, ne serait-ce que parce qu'ils sont déterminants pour la qualité des services rendus à sa population, notamment en matière de santé, pour le développement économique du Québec et de ses régions, pour l'environnement ou encore pour l'amélioration de la fédération canadienne.

Les Québécoises et les Québécois doivent connaître la position de votre parti sur certains des dossiers qui attendent toujours un règlement satisfaisant ou dont l'évolution demeure préoccupante. Ils s'attendent des partis fédéraux qu'ils défendent et promeuvent les intérêts du Québec à Ottawa. À l'occasion de la présente campagne électorale, outre les questions formulées par les provinces et territoires par le biais du Conseil de la fédération, le gouvernement du Québec vous demande, par conséquent, un engagement clair à l'égard de chacun des dossiers suivants :

Fédéralisme fiscal

- Transfert canadien en matière de santé
- Péréquation
- Pouvoir fédéral de dépenser

Développement économique

- Financement des infrastructures -- soutien aux projets liés à la Stratégie maritime et au Plan Nord
- Infrastructures du Nord et frontières septentrionales
- Développement durable et changements climatiques
- Accord Canada-Union européenne – Compensation pour les producteurs laitiers
- Accord de partenariat transpacifique – Protection de la gestion de l'offre
- Contrats pour le Chantier Davie

Institutions fédérales et dualité linguistique

- Financement de Radio-Canada
- Nomination et bilinguisme des juges de la Cour suprême du Canada

Concertation fédérale-provinciale

- Péage sur le pont Champlain
- Projet de loi C-51

Vous trouverez ci-joint une description sommaire des enjeux relatifs à chacun des dossiers précédemment mentionnés, laquelle fait également état de nos attentes relativement à ce qui sera requis de votre part en vue de les faire progresser dans le meilleur intérêt du Québec et du Canada.

Les Québécoises et les Québécois porteront, j'en suis sûr, une grande attention à l'expression publique de vos intentions en ce qui concerne les enjeux soulevés dans cette lettre. D'ici là, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le premier ministre



Philippe Couillard

Québec, le 14 août 2015

Note d'information sur les dossiers prioritaires

FÉDÉRALISME FISCAL

Transfert canadien en matière de santé

Contexte

En 2011, le gouvernement fédéral a imposé de façon unilatérale de nouveaux paramètres aux revenus des provinces découlant du Transfert canadien en matière de santé (TCS). Ainsi, la croissance annuelle du TCS sera réduite, passant de 6% à 3%. Cela signifie qu'entre 2017-2018 et 2024-2025, le manque à gagner sera pour l'ensemble des provinces de 32,6 G\$, dont 7,3 G\$ pour le Québec.

Par ailleurs, depuis 2014-2015, le gouvernement fédéral répartit exclusivement le TCS au prorata de la population, ce qui privera le Québec de 2,1 G\$ entre 2014-2015 et 2024-2025. En plus de devoir faire face à une baisse de la contribution fédérale en santé, plusieurs provinces subiront de fortes pressions financières découlant des changements démographiques liés au vieillissement de la population. Mentionnons également les pressions liées aux maladies chroniques et aux avancées technologiques.

Engagement

Le Québec demande un engagement de votre part visant à augmenter le TCS afin qu'il représente 25 % des dépenses en santé des provinces et à répartir la hausse du TCS en fonction des caractéristiques spécifiques des populations desservies, dont les réalités démographiques. Cette hausse du TCS aidera à soutenir l'innovation et la transformation des systèmes de santé au bénéfice des patients.

Péréquation

Contexte

Les plafonds imposés unilatéralement au programme de péréquation en 2008 l'éloignent de son objectif de compenser les écarts de capacité fiscale à la moyenne des dix provinces. Uniquement pour l'exercice financier 2015-2016, l'enveloppe limitée à la croissance du PIB (plafond PIB) privera le Québec de 569 M\$.

Par ailleurs, le Québec dénonce le traitement différencié depuis 2008 entre les dividendes découlant du transport et de la distribution d'électricité d'Hydro-Québec et d'Hydro One (Ontario) dans le calcul de la péréquation, ce qui prive le gouvernement du Québec de plus de 330 M\$ par année.

Engagement

Dans le cadre du programme de péréquation, le Québec demande un engagement de votre part afin de :

- retirer le plafond;
- procéder à court terme au traitement équitable des dividendes de transport et de distribution d'Hydro-Québec à l'assiette des impôts sur le revenu des sociétés.

Pouvoir fédéral de dépenser

Contexte

Dans l'ordre constitutionnel canadien, les deux ordres de gouvernement ont un statut égal. Dans ce cadre, le recours unilatéral au « pouvoir fédéral de dépenser » contredit les fondements du fédéralisme en ce qu'il écarte le partage des compétences, infléchit les priorités des gouvernements provinciaux et porte atteinte à leur autonomie décisionnelle et financière. Tous les gouvernements successifs du Québec ont dénoncé constamment et sans équivoque l'exercice de ce pouvoir unilatéral.

Le Québec a toujours cherché à conserver la pleine maîtrise de ses choix dans des domaines essentiels au maintien et au développement de sa spécificité. Dans ses champs de compétence, le gouvernement du Québec estime être le mieux placé pour répondre aux besoins des Québécoises et des Québécois.

Engagement

Le Québec demande un engagement de votre part afin de conclure une entente lui reconnaissant un droit de retrait inconditionnel avec pleine compensation pour toute initiative financière fédérale qui prend place dans ses champs de compétence, et ce, afin qu'il puisse agir sans interférence et que le pouvoir de dépenser dont le gouvernement fédéral s'autorise soit ainsi mieux encadré et davantage respectueux de l'autonomie des provinces et de l'esprit même du fédéralisme collaboratif.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Financement des Infrastructures

Contexte

Dans le cadre de ses actions prioritaires, le Québec s'est doté du Plan québécois des Infrastructures 2015-2025 (PQI) qui vise la modernisation, la réfection et la préservation des infrastructures publiques québécoises. Les fonds prévus au nouveau Plan Chantiers Canada 2014-2024 serviront à soutenir le PQI en lien avec la volonté du Québec d'investir dans les projets qu'il juge prioritaires.

Alors que les provinces et les territoires investissent environ trois fois plus que le gouvernement fédéral dans les infrastructures publiques, ce dernier reçoit pourtant une part équivalente à celle des provinces et des territoires des revenus générés par l'activité économique découlant de ces investissements.

Engagement

Le Québec demande un engagement de votre part en vue d'augmenter significativement, au-delà de celui prévu au Plan Chantiers Canada, le financement fédéral en infrastructures destiné aux provinces et aux territoires et réparti au prorata de leur population.

Il demande également que ces nouveaux fonds soient versés au Québec par l'entremise d'un transfert en bloc permanent, plutôt que dans le cadre de plusieurs ententes administratives, cette approche étant à la fois la plus efficace et respectueuse des champs de compétence du Québec.

Infrastructures du Nord

Contexte

Le Nord québécois offre un potentiel minier, énergétique, forestier, bioalimentaire et touristique important. Dans le cadre de la relance du Plan Nord, le gouvernement du Québec s'est donné comme objectif de mettre en valeur de manière responsable le potentiel économique diversifié du Nord au profit des populations qui y habitent et de l'ensemble du Québec. D'ici 2035, ce sont plus de 50 G\$ d'investissements privés et publics qui y seront affectés.

L'engagement du gouvernement fédéral dans cette relance, notamment sous l'aspect financier, est nécessaire pour les domaines prioritaires que sont les infrastructures de transport stratégique et de télécommunication. Par ailleurs, le gouvernement du Québec est très préoccupé par le problème de pénurie de logements au Nunavik.

Engagement

Le Québec demande un engagement de votre part pour que le prochain gouvernement fédéral s'engage à ce que le Québec reçoive une juste part des investissements fédéraux en matière de développement nordique auprès des Premières Nations et des Inuits. Le Québec demande également un engagement de votre part afin d'augmenter de façon significative sa contribution financière afin de contrer le grave problème de pénurie de logements au Nunavik.

La frontière septentrionale du Québec

Contexte

La frontière septentrionale du Québec est délimitée à la « rive », qui a été précisée entre les gouvernements fédéral et québécois comme étant la ligne des basses eaux. Concrètement, cela fait en sorte que tout ouvrage chevauchant cette ligne serait un ouvrage transfrontalier nécessitant l'autorisation des gouvernements des territoires adjacents. Cette situation constitue une anomalie pour un État côtier; le Québec devrait pouvoir bénéficier d'un prolongement maritime de ses côtes.

À plusieurs reprises dans le passé, le Québec a demandé à ce que les îles côtières et une partie des mers septentrionales soient rattachées à son territoire afin d'obtenir une frontière plus appropriée et de corriger les difficultés liées à la configuration actuelle de la frontière. Le gouvernement fédéral a toujours refusé ces demandes. Il devient urgent de discuter de cette question, particulièrement dans le contexte du Plan Nord et de la Stratégie maritime du gouvernement du Québec qui misent sur le développement et la protection du vaste territoire québécois bordé par la frontière septentrionale.

Engagement

Le Québec demande au prochain gouvernement fédéral qu'il s'engage à discuter avec le gouvernement du Québec du prolongement maritime de ses côtes.

En attendant un règlement global de cette question, qui pourrait impliquer d'autres intervenants comme les communautés autochtones concernées et le Nunavut, le Québec demande au prochain gouvernement fédéral qu'il s'engage à conclure une entente de collaboration relative aux projets transfrontaliers de développement économique et de conservation du territoire septentrional du Québec.

Développement durable et changements climatiques

Contexte

Pour le Québec, la question environnementale est de première importance. Le Québec entend continuer de s'assurer de l'exercice plein et entier de ses compétences à l'égard de tout projet.

Le Québec a, dès 2007, fixé un prix pour le carbone au moyen de redevances. En juin 2012, il avait choisi d'agir et de prendre le nécessaire virage vers une économie moins émissive en carbone en se dotant de sa première stratégie en matière de changements climatiques. En 2013, le Québec lançait son système de plafonnement et d'échange de droits d'émission (SPEDE) de gaz à effet de serre (GES). Il s'agit, pour le Québec, du moyen le plus efficace de réduire son empreinte carbone tout en favorisant la relance et le développement durable de son économie. Ce marché du carbone a été lié depuis à la Californie. Récemment, l'Ontario a annoncé son intention de s'y joindre.

Le consensus scientifique appelle aujourd'hui à d'importantes réductions des émissions mondiales de GES, de façon à limiter le réchauffement climatique planétaire à moins de 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Alors que le gouvernement fédéral a annoncé unilatéralement que le Canada réduirait ses émissions de GES de 30 % d'ici 2030 par rapport à 2005, il tarde à faire connaître les mesures requises à l'atteinte de cette cible.

Engagement

En prévision de la Conférence de Paris en décembre 2015, le gouvernement du Québec demande que le prochain gouvernement fédéral :

- reconnaisse le rôle et les actions des États fédérés dans la lutte contre les changements climatiques dans le cadre des négociations internationales ainsi que l'apport des mécanismes de marché qu'ils ont mis en place ;
- apporte son soutien aux efforts consacrés par les provinces et les territoires en vue d'assurer une transition efficace et rentable vers une économie sobre en carbone, notamment en implantant un encadrement fiscal favorable aux mécanismes des provinces et des territoires visant à induire un coût carbone, tel que le SPEDE du Québec;
- appuie les entreprises en économie verte, notamment la recherche et l'innovation; et
- priorise les investissements dans ses infrastructures qui sont cohérents avec la lutte contre les changements climatiques.

Accord économique et commercial global avec l'Union européenne – compensation pour les producteurs laitiers et Partenariat transpacifique – gestion de l'offre

Contexte

Le 18 octobre 2013, le gouvernement du Canada a conclu l'entente de principe de l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne (UE). Dans le cadre de cet accord, le gouvernement fédéral a concédé à l'UE un accès supplémentaire au marché canadien de 17 700 tonnes de fromage par année. À terme, cette concession fera passer l'accès au marché canadien pour l'importation de fromage étranger de 20 411 tonnes à 38 111 tonnes par année.

Le gouvernement fédéral s'est engagé à dédommager les secteurs laitier et fromager qui pourraient être affectés par cette hausse d'accès au marché canadien.

Par ailleurs, concernant les négociations de l'accord commercial Partenariat transpacifique (PTP), le Québec est particulièrement soucieux de possibles ouvertures dans le secteur agricole qui puissent affecter négativement les secteurs d'activité soumis à la gestion de l'offre.

Engagement

Le Québec demande une garantie de votre part à honorer les engagements et à respecter les obligations faisant partie de l'AECG ainsi qu'à compenser tous les maillons de l'industrie québécoise touchés par l'augmentation du contingent tarifaire de fromage.

Concernant les négociations du PTP, le Québec demande au gouvernement fédéral de préserver l'intégrité du système de la gestion de l'offre.

Contrats pour le Chantier Davie

Contexte

Le gouvernement fédéral a retenu, en mars 2011, les chantiers navals Irving (Nouvelle-Écosse) et Seaspan (Colombie-Britannique) pour le renouvellement de la flotte de la Marine royale canadienne dans le cadre de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale. Alors que le Plan d'action économique de 2015 indique une augmentation des sommes accordées par le gouvernement fédéral à la défense nationale, et bien que Chantier Davie Canada inc. (Davie) ait récemment obtenu un contrat de 16 M\$ pour des travaux liés au navire (NGCC) Henry Larsen, les retombées économiques des investissements liés aux infrastructures de défense sont demeurées très modestes au Québec.

L'excellence des travaux de Davie a pourtant été reconnue en février 2015 par la remise du prix *Chantier naval nord-américain de l'année* par la société de certification Lloyd's.

Engagement

Le Québec demande un engagement de votre part pour que le prochain gouvernement fédéral accorde au Québec une juste part des investissements fédéraux en matière de défense et d'infrastructure navale, reflétant la haute qualité de Davie.

INSTITUTIONS FÉDÉRALES ET DUALITÉ LINGUISTIQUE

Financement de Radio-Canada

Contexte

La Société Radio-Canada (SRC) joue un rôle important dans le développement et l'épanouissement des communautés francophones et acadiennes. Elle assure une présence essentielle en français dans toutes les provinces et les territoires et, dans plusieurs régions du pays à majorité anglophone, elle est l'un des seuls médias à assurer une présence télévisuelle et radiophonique en français d'un océan à l'autre. La capacité de la SRC à remplir pleinement ses obligations définies dans la Loi sur la radiodiffusion est compromise, puisque les coupes effectuées au fil des ans dans les services en français ne lui permettent plus d'offrir autant de services de radio et de télévision qui reflètent la diversité régionale du pays.

Entre 1990 et 2014, les crédits parlementaires octroyés à la SRC ont augmenté d'un peu moins de 0,5 %, alors que les dépenses gouvernementales augmentaient de 74 % et l'indice des prix à la consommation de 51 %. Les gouvernements du Québec et de l'Ontario font front commun pour exiger le rehaussement des budgets de la SRC.

Engagement

Le Québec demande un engagement de votre part à rétablir le financement de la Société Radio-Canada afin que celle-ci soit en mesure de répondre adéquatement à son mandat de refléter la dualité linguistique canadienne.

Nomination et bilinguisme des juges de la Cour suprême du Canada

Contexte

La Cour suprême du Canada est le tribunal de dernière instance au pays appelé à arbitrer, entre les deux paliers de gouvernement, les litiges relatifs au partage des compétences constitutionnelles. Le respect des principes du fédéralisme supposerait que ses juges soient sélectionnés selon un processus qui refléterait l'égalité de statut entre les deux paliers de gouvernement au Canada. Les différents processus suivis par le gouvernement fédéral au cours des dernières années ne répondent pas à cette préoccupation.

De plus, le Québec considère que, dans un pays bijuridique et bilingue, la maîtrise de la langue française par l'ensemble des juges de la Cour suprême est une condition nécessaire à l'exercice de leurs fonctions. Les juges doivent être capables de comprendre, sans intermédiaire, les mémoires, les lois, la jurisprudence et la doctrine rédigés en français. Il importe de garantir aux francophones un statut égal devant la plus haute cour du Canada.

Engagement

Le Québec demande un engagement de votre part pour que le prochain gouvernement fédéral, concernant les trois juges du Québec qui siègent à la Cour suprême du Canada, exerce sa prérogative de nomination en choisissant parmi une liste de candidats proposés par le gouvernement du Québec. Cette liste de candidat(e)s éligibles serait établie à l'issue du processus de consultations indépendant et apolitique déjà mis en place au Québec.

Le Québec demande également que le prochain gouvernement fédéral s'engage à ce que le bilinguisme fasse partie des critères obligatoires de sélection pour tout candidat à un poste de juge de la Cour suprême du Canada, au même titre que le mérite, l'excellence et la bonne conduite.

CONCERTATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE**Péage sur le pont Champlain****Contexte**

Le gouvernement du Québec salue la décision du gouvernement fédéral de devancer l'échéancier de la construction du nouveau pont Champlain à 2018. Toutefois, il n'appuie pas l'idée d'un péage sur le nouveau pont, car elle soulève notamment des questionnements quant à l'équité de ce mode de financement, ainsi que ses impacts sur la mobilité et les autres liens routiers entre Montréal et la Rive-Sud.

Les usagers actuels n'ont pas à être pénalisés financièrement par un péage, alors qu'il s'agit d'un remplacement d'une infrastructure fédérale existante. Le remplacement du pont Champlain devrait être entièrement financé par des fonds fédéraux.

Engagement

Le Québec demande un engagement de votre part afin d'abandonner l'idée d'instaurer un péage sur le nouveau pont Champlain et d'assumer entièrement les coûts liés au remplacement de cette infrastructure fédérale.

Projet de loi C-51 (Loi antiterroriste de 2015)**Contexte**

Le gouvernement du Québec a fait connaître ses préoccupations quant au contenu du projet de loi C-51, notamment à l'égard des vastes pouvoirs qui seraient octroyés au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et des impacts des nouvelles mesures de sécurité sur la population.

Le gouvernement du Québec reste favorable aux mesures qui permettent d'améliorer la sécurité du public, notamment en dotant les corps policiers d'outils visant à contrer

et à prévenir l'extrémisme violent. Cependant, dans une société démocratique, les impératifs de sécurité doivent être pondérés au regard des protections constitutionnelles dont bénéficient tous les citoyens. Il est de la responsabilité des pouvoirs publics d'agir avec sagesse lorsqu'ils choisissent de restreindre la portée de ces droits et libertés.

Engagement

Le Québec demande un engagement de votre part à revoir les nouveaux pouvoirs qui sont dévolus au SCRS dans la Loi antiterroriste de 2015 et à mieux encadrer leur exercice. De plus, le gouvernement fédéral devra s'assurer que les droits et libertés des citoyens seront adéquatement protégés dans la mise en œuvre des nouvelles mesures, notamment en prévoyant qu'ils disposeront de recours utiles en cas de plaintes.

Enfin, puisque ce type de mesures interpelle directement plusieurs secteurs de l'activité gouvernementale québécoise, le Québec demande au prochain gouvernement fédéral de s'engager à consulter les provinces et les territoires préalablement au dépôt de projets de loi similaires.

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
AU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

28. Ventilation détaillée des dépenses du ministère, en 2015-2016, pour chaque délégation, bureau ou antenne du Québec dans les provinces canadiennes. Indiquer les délégations, bureaux ou antennes ayant fait l'objet de compressions budgétaires ou d'une fermeture.

BUREAUX DU QUÉBEC AU CANADA	2015-2016 (\$)
Bureau du Québec à Toronto¹	
Rémunération	631,8
Fonctionnement	294,7
TOTAL	926,5
Bureau du Québec à Ottawa¹	
Fonctionnement	112,6
TOTAL	112,6
Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques	
Rémunération	421,4
Fonctionnement	85,2
TOTAL	506,6
TOTAL	
Rémunération	1 053,2
Fonctionnement	492,5
GRAND TOTAL	1 545,7

Note 1 : Le 1^{er} avril 2015, le Bureau du Québec à Ottawa et l'Antenne du Québec à Vancouver ont fermé leurs portes. La dépense indiquée pour le Bureau du Québec à Ottawa représente le coût du loyer et d'autres frais connexes.